



## A gauche, les Verts repartent au combat contre le nucléaire

L'AVENIR de l'énergie nucléaire et leur place dans la majorité sont à l'ordre du jour de la rentrée politique des Verts. Denis Baupin, l'un de leurs porte-parole, annonce le dépôt d'une plainte contre l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) au sujet du laboratoire prévu dans la Meuse. Surtout, dans *Libération*, il prévient qu'une décision favorable au réacteur nucléaire du futur, l'EPR, entraînerait le départ des Verts du gouvernement. De son côté, Daniel Cohn-Bendit affirme, dans *Paris-Match*, que Lionel Jospin « n'est pas un homme de parole », et ajoute : « C'est son problème s'il pense rencontrer les Verts quand il discute avec Voynet. » Il estime incarner « quelque chose d'autre » que la ministre de l'environnement.

Lire page 6

## Serbie : le réveil de l'opposition

- Un groupe d'économistes appelait les opposants à Milosevic à manifester, jeudi, à Belgrade
- Le pouvoir riposte en jouant sur leurs divisions
- « Le Monde » dresse le portrait d'une opposition fragile
- Un entretien avec Bernard Kouchner sur la situation au Kosovo

L'OPPOSITION serbe devait se compter, jeudi 19 août, à l'occasion d'une manifestation au centre de la capitale, devant le parlement fédéral, à l'initiative d'un groupe d'économistes indépendant, le G 17. Il s'agit du premier rassemblement de masse convoqué à Belgrade depuis que la campagne anti-Milosevic a débuté, il y a un mois et demi, par des manifestations diverses dans des villes de province. Mercredi à Nis, dans le sud de la Serbie, 25 000 personnes se sont mobilisées sous un mot d'ordre simple : « Changer. » Les opposants réclament le départ de Slobodan Milosevic, président de la fédération de Yougoslavie. *Le Monde* analyse l'état de l'opposition serbe, dresse le portrait de ses principales figures et analyse ses forces et ses faiblesses.

L'objectif de la manifestation de Belgrade est d'obtenir un soutien populaire au Pacte pour la stabilité de la Serbie, document élaboré par le G 17 qui prône un gouvernement de



transition formé uniquement d'experts. Les partis politiques seraient mis de côté au moment où leur crédit apparaît général ; la formule apparaîtrait comme un moindre désagrément pour M. Milosevic, et donc plus acceptable pour lui. Les espoirs de l'opposition sont toutefois compromis par ses divisions. La manifestation se voulait unitaire et l'Eglise devait s'y associer. Mais ces derniers jours, Vuk Draskovic, président du Mouvement serbe du renouveau (SPO), a refusé de prendre la parole au meeting, même si son mouvement y participe. Le général Momcilo Perisic, ancien chef de l'état-major de l'armée, opposant prestigieux, ne devait pas s'y rendre.

Dans un entretien au *Monde*, Bernard Kouchner exhorte à l'arrêt des exactions contre les Serbes du Kosovo : « Aucune souffrance passée ne justifie l'intolérable », déclare le représentant de l'ONU dans la province.

Lire pages 2 et 3

## Turquie : l'impuissance

PLUS DE 1 000 sauveteurs étrangers venus de 19 pays se sont joints aux équipes turques de secours dans un effort désespéré pour arracher les victimes du séisme de mardi aux ruines des sept provinces détruites. Cette course contre la mort apparaît comme dérisoire face à l'immensité des dégâts causés par la secousse, dont le bilan a d'ores et déjà dépassé le chiffre de 4 000 morts et d'environ 18 000 blessés. Les observateurs craignent cependant qu'il continue de s'alourdir. Devant l'ampleur des destructions et la faiblesse des moyens encore mis en œuvre par les autorités, un mot résume le sentiment de la population, repris, jeudi 19 août par la presse turque : « Impuissance ».

Lire notre reportage page 4 et notre éditorial page 14

## Quand l'armée française organisait la « chasse aux sorcières »

C'EST L'HISTOIRE - authentique - d'un espion qui, voulant donner le change, hurlait avec les loups. Cinquante ans après, les archives des armées françaises commencent à parler. Deux chercheurs du service historique des armées, Marie-Catherine et Paul Villatoux, lèvent un coin du voile, grâce à des documents officiels et souvent originaux, sur la personnalité de Georges Pâques. Concernant « la menace de subversion communiste dans les forces armées » en 1949-1950, leur étude est parue dans le dernier numéro de la *Revue historique des armées*.

On est alors en pleine « guerre froide » Est-Ouest. Charles de Gaulle a quitté le pouvoir et il évoque la menace d'une troisième guerre mondiale. Washington présente l'armée rouge comme « une machine à faire peur » et Moscou dénonce, à grands renforts de propagande, la mise sur pied de l'OTAN, assimilée à « une machine de guerre » anticommuniste en Europe, et l'« impérialisme » américain. La France, plongée en plein conflit indochinois, craint l'action combinée du PCF, qualifié de « parti de l'étranger », et d'« une cinquième colonne soviétique », bras séculier et clandestin d'un complot subversif qui viserait sa puis-

sance militaire. Les deux chercheurs ont débarrassé des textes de responsables politiques et militaires de l'époque, qui ont pour but d'organiser « une contre-préparation psychologique » de manière à rendre les armées françaises capables de « passer à l'offensive » face au « péril intérieur ».

Les états-majors sont mobilisés pour instaurer ce qu'ils appellent la « défense en surface », le moyen par lequel l'armée interviendrait en cas de guerre nationale ou de maintien de l'ordre. Les services spéciaux le sont aussi : le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (Sdece), ancêtre de l'actuelle DGSE, institue « une section d'action psychologique » dont l'activité sera, en temps de paix comme en période de guerre, le « sabotage psychologique » hors des frontières nationales, à charge pour la direction de la surveillance du territoire (DST) d'en faire probablement autant sur le sol national. Cette action psychologique contre les « menées antinationales » s'imposera au sein des armées françaises en Algérie, de 1954 à 1962, lorsque des officiers des « cinquièmes bureaux » assimileront le Front de libération nationale (FLN) à « une cinquième colonne » communiste.

Or, au départ, deux hommes vont plus spécialement orienter cette politique de lutte contre des « menées communistes » au sein des forces armées : Georges Bidault, président du conseil, et René Plevin, ministre de la défense. « *Détail qui laisse songeur*, notent Marie-Catherine et Paul Villatoux, *l'un des premiers à appeler de ses vœux une telle innovation n'est autre que Georges Pâques* » qui, en 1949, a proposé la mise en place, au niveau du président du conseil, d'une administration interministérielle chargée de la guerre psychologique. Georges Pâques est alors chargé de mission au cabinet de Georges Bidault. Il servira plus tard, en 1961, puis en 1962, à l'état-major de la défense nationale et à l'OTAN. Mais, surtout, la DST le démasquera en 1963, pour ses activités au profit du KGB soviétique, qui remontent en réalité à 1944, quand il était directeur de la radio d'Alger où s'était installé le gouvernement provisoire du général de Gaulle. Espion de l'Est, Georges Pâques était un anti-Américain farouche qui considérait les Etats-Unis comme le pays des « fauteurs de guerre ».

Jacques Isnard

## Forfait pour dopage



MERLENE OTTEY

À QUARANTE-HUIT HEURES des championnats du monde d'athlétisme qui ont lieu à Séville, la sprinteuse jamaïcaine Merlene Ottey a admis, mercredi 18 août, avoir subi un contrôle positif à la nandrolone, un anabolisant. A trente-neuf ans, elle renonce à une ultime prestation sur la piste.

Lire page 22

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 E ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal COM, 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 F ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.

## LES TROISIÈMES CYCLES DE L'ISG

Ciblez les métiers en développement

- ➔ Marketing stratégique, développement et communication commerciale
- ➔ Création, reprise et management de PME
- ➔ Ingénierie d'affaires et négociations internationales
- ➔ Finance internationale, trading et marchés des capitaux
- ➔ Audit, conseil et contrôle de gestion
- ➔ Gestion des Ressources Humaines et organisation des entreprises
- ➔ Logistique et grande distribution
- ➔ Management et nouvelles technologies : du multimédia au commerce électronique
- ➔ Droit et management des affaires européennes / euro transactions
- ➔ Communication globale et information
- ➔ Executive MBA pour cadres d'entreprise en activité (week-ends et soirées)
- ➔ International MBA dispensé sur 3 continents (Europe, Amérique, Asie)

15 mois de spécialisation, 8 mois de pratique (pré-emploi) en entreprise.

Admission : BAC + 4, BAC + 5 • CADRES D'ENTREPRISE (pouvant justifier de plusieurs années d'expérience)



DONNEZ RAISON A VOS AMBITIONS

Contact : Marion Maury  
ISG - 8, rue de Lota 75116 Paris - Tél. 01 56 26 26 26

ÉTABLISSEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ RECONNU PAR L'ÉTAT

## Le difficile procès des Khmers rouges

FIN AOÛT, des juristes de l'ONU se rendront à Phnom Penh pour y négocier, avec le gouvernement cambodgien, l'organisation d'un procès des Khmers rouges. On en vient donc, enfin, aux questions concrètes, avec l'espoir d'aboutir à l'ouverture au début de l'an 2000 du procès de « crimes contre l'humanité », dans le cadre encore à définir d'une juridiction mixte de droit cambodgien. Cette ambition, toutefois, doit tenir compte de plusieurs risques, notamment celui d'impliquer dans le procès d'un pouvoir criminel mais éphémère l'ensemble d'une classe dirigeante. Des spécialistes ajoutent que la volonté d'expliquer aux Cambodgiens les traumatismes subis dans les années 70 pourrait, en réveillant une mémoire latente, traumatiser de nouveau certains d'entre eux.

Après avoir renoncé à un tribunal international et accepté une juridiction cambodgienne « à caractère international », l'ONU propose aujourd'hui de nommer le procureur ainsi que la majorité (trois sur cinq ou cinq sur sept) des membres du tribunal. Le gouvernement de Hun Sen ne s'est pas encore prononcé sur la nomination du procureur, mais le ministre cambodgien des affaires étran-

gères a déjà exclu que la majorité des juges soit nommée par les Nations unies. Sur ce point donc, jugé crucial à l'ONU et à Washington pour asseoir la crédibilité de toute juridiction, les positions de départ semblent diverger.

L'ONU souhaite également qu'une fois les inculpations prononcées la police cambodgienne arrête les Khmers rouges concernés encore en liberté, en majorité réfugiés dans l'extrême ouest du pays, sur la frontière avec la Thaïlande. Cet obstacle n'est pas insurmontable. Le risque d'une rébellion dans cette région épuisée, épouvantail encore brandi le 15 août par Ieng Sary, ancien numéro trois de la hiérarchie khmère rouge, semble s'évanouir avec le temps, les compromis et les affaires. Phnom Penh peut également placer sous les verrous un homme comme Ke Pauk, ancien exécutif des basses œuvres de Pol Pot, intégré dans l'armée royale au lendemain de son ralliement en 1998. La volonté des Nations unies d'aboutir à un seul procès pose moins problème.

Jean-Claude Pomonti

Lire la suite page 14



## LES SÉRIES DE L'ÉTÉ Les aliments du monde

### 4. Ce maïs aux mœurs libérées

Comme la pomme de terre, le maïs avait prospéré dans le Nouveau Monde dès les civilisations précolombiennes, avant de conquérir l'Ancien. Noté dans le journal de bord de Christophe Colomb, ce symbole de l'alimentation américaine a pourtant mis longtemps à s'imposer en Europe, où il a d'abord fait les délices des animaux et des amateurs de pop-corn.



## POUR OU CONTRE Berlin ou monospace ?

De plus en plus de conducteurs choisissent des monospaces. Dans ces « voitures à vivre », ils ont l'impression d'être « comme à la maison », un sentiment partagé par les enfants. « En se transformant en salon, ces engins oublient des valeurs essentielles telles que la rapidité et la beauté », regrette Hervé Poulain, commissaire-priseur, défenseur de la berline. Sixième volet de notre série.

## LACS DE FRANCE Chapelet d'Aquitaine

De Souillac à Bayonne, du Médoc aux Landes, l'Aquitaine égrène un chapelet d'une vingtaine de lacs et d'étangs : au total, plus d'un milliard de mètres cubes d'eau douce. Elus et aménagés doivent protéger leurs rives des appétits des promoteurs et leurs eaux des pollutions de tous ordres.

## MUSIQUES Le blues du Blanc

Les pays latins l'ignorent. Pourtant, pas moins de 2 254 stations de radio et même des télévisions sont consacrées outre-Atlantique à la country music. A l'origine l'un des modes d'expression des petits Blancs conservateurs, cette musique tente aujourd'hui quelques rebelles. Voyage à Nashville, Tennessee, où elle est née.

International	2	Tableau de bord	18
France	6	Aujourd'hui	22
Société	8	Météorologie	24
Régions	10	Jeux	24
Carnet	12	Abonnements	24
Horizons	13	Culture	25
Entrepris	15	Guide culturel	26
Communication	18	Radio-Télévision	33









## Comment se débarrasser de Slobodan Milosevic ?

**IL RÉGNE** ces jours-ci une atmosphère de fin de règne à Belgrade, où l'idée que Slobodan Milosevic, le « dernier tyran des Balkans », n'est plus au pouvoir

### ANALYSE

Son départ « est juste une question de temps et de technique »

pour très longtemps est largement partagé. « Personnellement, je l'ai déjà détrôné. Il est fini. C'est juste une question de temps et de technique », explique le sociologue Miljenko Dereta, animateur de l'ONG locale Initiative civique. Divisée et minée par les querelles de personnes, l'opposition à M. Milosevic est d'accord sur un point : le président yougoslave doit partir. Reste à savoir comment.

Les « légittimistes », comme le général Momcilo Perisic, veulent le voir, non pas acculé à la démission, mais destitué par le Parlement fédéral qui l'a élu. Ce scénario est toutefois improbable car les époux Milosevic, alliés aux ultranationalistes de Vojislav Seselj, contrôlent les deux tiers du Parlement fédéral.

L'option d'une sortie « constitutionnelle » de M. Milosevic – il serait relevé de ses fonctions pour avoir outrepassé ses pouvoirs – se double d'un autre problème. Une fois sa démission intervenue, que faire de M. Milosevic ? « S'il se retire dans sa ville natale de Pozarevac, il pourrait devenir une attraction touristique », a proposé récemment le maire de la ville rebelle de Cacak, Velimir Ilic. Mais la communauté internationale pourrait aussi bien demander que M. Milosevic soit livré au Tribunal pénal international en échange d'une aide à la reconstruction. Sa fuite vers un pays tiers susceptible de l'accueillir – la liste est vite dressée – semble possible. La Chine, dit la rumeur belgradoise, pourrait bien lui servir de havre, d'autant que sa fortune a été transférée, entre autre, à Hongkong, bien avant que ses comptes ne soient officiellement gelés.

### MÉCONTENTEMENT PALPABLE

Pour d'autres, comme Zoran Djindjic, président du Parti démocrate et figure de l'opposition, le maître de Belgrade pourrait être contraint de quitter le pouvoir « dès le mois de novembre » sous la pression de la rue. Car la colère est grande aujourd'hui en Serbie. Sept années de sanctions, des défaites militaires à répétition et enfin les onze semaines de bombardement de l'OTAN ont plongé le pays dans le chaos. Les grandes usines des villes du Sud ont été détruites, l'infrastructure routière est dévastée, plus de la moitié de la population active est au chômage. Les Serbes, traumatisés par les frappes aériennes, auraient doublé leur consommation de tranquillisants. A Belgrade, les files d'attente pour l'achat de viande d'essence contre des tickets de rationnement ne sont pas rares, le marché noir est omniprésent. La classe moyenne a été laminée tandis que seule une petite fraction de la population comprenant la nomenclatura et les profiteurs de guerre survive.

Le mécontentement est palpable, y compris au sein de l'ar-

mée où nombre de réservistes ren- trés du Kosovo n'ont pas touché leur solde depuis des mois. « Il ne peut se fier à l'armée. Les jeunes recrues ne sont pas pour lui, c'est évident. Va-t-il refuser de leur donner des armes comme il le fit il y a dix ans avec les jeunes Albanais du Kosovo, dispensés du service militaire ? », interroge un observateur, qui craint de voir se profiler « une guerre civile ».

Au mécontentement populaire, le pouvoir est prêt à répondre. « Il se battra jusqu'à la dernière goutte de sang, jusqu'au dernier Serbe », estime Nebojsa Covic, un des chefs de l'opposition. « Quelqu'un qui a cent mille policiers à son service n'a pas besoin de légitimité », confirme un étudiant membre de Otpor (Résistance), une organisation violemment opposée au président yougoslave. En outre, « le dernier remaniement ministériel [plusieurs postes-clés ont été confiés à cinq ultranationalistes] prouve que Milosevic, très lié aux radicaux de Seselj, est prêt à les employer », estime Miljenko Dereta. « Il contrôle encore beaucoup de choses : ce qui reste de l'économie, les banques, les médias, la police, tandis que quelques généraux de l'armée seulement le soutiennent », poursuit le sociologue.

### SCÉNARIO « À LA ROUMAINE »

Mais M. Milosevic est aussi très seul. Si aucune défection n'est apparue au sein de son Parti socialiste de Serbie (SPS), certains de ses membres émettent quelques réserves en privé. « Il faut savoir qu'un processus de différenciation est en cours actuellement au sein de la coalition au pouvoir. Nombreux sont ceux qui, parvenus au sommet, ne sont pas prêts à lier leur destin à quelque chose qui a échoué. De nombreux officiels commencent à changer de discours », expliquait à l'hebdomadaire *Vreme*, Vojislav Kostunica, un des chefs de l'opposition. Enfin, tout comme Vesna Pesic, ex-présidente de l'Alliance civique et figure de proue de l'opposition à M. Milosevic, beaucoup à Belgrade n'excluent pas la possibilité d'« un scénario à la roumaine », en référence au soulèvement de décembre 1989 qui fit plus de mille morts et mena à l'exécution de Nicolae Ceausescu et de son épouse.

Un autre dénouement est aussi évoqué. Celui de la tenue d'élections législatives anticipées, réclamées par l'opposition. Le SPS et les ultranationalistes sont d'accord : « Si l'opposition le veut, nous pouvons fixer une date dès demain », a indiqué, mardi 17 août, le vice-premier ministre serbe Vojislav Seselj, chantre de l'idée d'une « Grande Serbie ».

Ces élections seront assurément défavorables à la formation de M. Milosevic, qui a perdu ses fiefs du sud du pays et du Kosovo. En revanche, elles pourraient ouvrir la voie à l'ultranationaliste Vojislav Seselj. Comme le confie Miljenko Dereta, « le plus fou, c'est de penser que le nationalisme est sur le déclin en Serbie. Il a tout simplement changé de costume. Il s'est transformé en patriotisme pendant les bombardements. Du côté de l'opposition, le discours reste très serbe. Les gens se comportent désormais comme si la Serbie, débarrassée du Kosovo, était devenue un Etat ethniquement pur ».

Marie Jégo

# Les violences contre les Serbes rendent illusoire la volonté de construire un Kosovo multiethnique

Selon la KFOR, il se produit en moyenne deux à trois crimes par jour contre les Serbes vivant encore à Pristina

### PRISTINA

de notre envoyée spéciale  
Il ne fait pas bon, aujourd'hui, être albanais et vouloir, malgré tout, protéger ce qui reste de Serbes au Kosovo. Un homme lut- tait ainsi contre la mort, mardi 17 août, dans un hôpital de Pristina, pour s'être interposé alors que deux de ses compatriotes atta- quaient une femme serbe, en plein jour, dans un appartement de la ville. La KFOR l'a trouvé, une heure plus tard, gisant sur un toit avec une balle dans l'abdomen. Les agresseurs avaient disparu, mais la femme a pu être sauvée. La veille, en revanche, un jeune Albanais avait obéi aux gardes d'un hôpital qui lui ordonnaient de ne pas cher- cher à aider « une vieille femme serbe en pleurs, pieds nus et à bout de forces, à laquelle ces gardes venaient de refuser l'entrée de l'hôpital », comme l'a confié au Monde ce jeune issu de la diaspora.

### « ACTES DE TERREUR »

La malheureuse a-t-elle échappé au sort de Zorka Zizic, une Serbe de quatre-vingt-cinq ans frappée à mort, dans la nuit de dimanche à lundi, dans l'appartement où elle vivait seule, calfeutrée, depuis deux mois ? Son immeuble était pourtant situé en plein centre- ville, à cent mètres de celui occupé par les centaines d'employés de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) venus préparer l'avenir « démocratique et multiethnique » du Kosovo, tout près des casernes des Irlandais de la KFOR en charge de la sé- curité immédiate de Pristina et à deux pas du « Corso », envahi chaque soir par une foule en liesse qui fête toujours la fin d'une dé- cennie de terreur. « Ma mère lui donnait à manger. Ceux de l'ONU savaient qu'elle était là », dit dou- cement une adolescente albanaise, voisine de palier de la victime, en refermant sa porte pour éviter d'autres questions.

Selon la KFOR, qui commence à s'en alarmer publiquement, il se produit en moyenne deux à trois crimes semblables chaque jour, chaque nuit plutôt, contre les Serbes qui vivent encore un peu partout dans Pristina. Leur

nombre a été estimé par le Haut- Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), il y a une semaine, à « mille ou deux mille », l'imprécision tenant au fait qu'il di- minue tous les jours. Avant la guerre, ils étaient vingt mille à quarante mille selon les médias lo- caux. Si le nombre des assassinats, pillages et incendies de maison tend à baisser au Kosovo en gé- néral, du moins dans les statistiques publiées par la KFOR, les actes de terreur contre les Serbes vivant dans la capitale semblent au contraire « être devenus plus systé- matiques depuis trois semaines », dit la KFOR, qui affirme ignorer qui en sont les auteurs, malgré une quarantaine d'arrestations opérées à Pristina.

### L'ONU renforce ses pouvoirs

**La mission des Nations unies au Kosovo (Minuk) a promulgué le « règlement numéro 2 » autorisant la KFOR et la police internationale de l'ONU à arrêter ceux qui menacent l'ordre public et à les mettre temporairement en détention. Le règlement précise qu'une menace à la paix ou à l'ordre public comprend tout ce qui menace le respect de la loi, les droits de l'homme, la propriété publique et privée ou le fonctionnement des institutions publiques. « Pratiquement, cela nous autorise à déplacer les personnes qui incitent à la violence au travers de discours haineux ou d'autres formes de provocation », explique Hansjoerg Strohmeyer, un des conseillers juridiques de Bernard Kouchner, l'administrateur de l'ONU au Kosovo. Le règlement signifie qu'une personne sera déplacée hors des limites de la ville ou, dans certains cas, – comme pour les meneurs serbes – hors du Kosovo. – (AFP)**

L'un de ces Serbes, vieil écrivain francophone, a déjà subi deux vi- sites nocturnes. Il montre les traces des cinq balles qui ont transpercé son appartement de part en part, sa porte d'entrée calcinée et son téléphone coupé. Une de ces nuits de terreur, il est sorti sur son balcon pour crier : « Po- lice ! Police ! », mais une ombre dans la rue a répondu, sardon- nique : « Il n'y a plus de police maintenant ! »

Xavier Creac'h, protection officer du HCR et témoin de bien d'autres cas, parle d'une famille qui a reçu, en sa présence, vingt-cinq coups de téléphone menaçants en une heure ; d'une fillette de huit ans qui dessine toute la journée des « cerfs-volants » – en réalité, le visage de son grand-père et la taie

d'oreiller qui a servi à l'éteuffer, le 2 août, quand des hommes ont forcé la porte de son appartement et enlevé son grand frère ; ou de cette femme malade de soixante- dix ans, cloîtrée dans une chambre minuscule, qui n'avait pas mangé depuis deux semaines quand elle a été découverte. Sa seule fille a été tuée à Mostar. « Tous les jours, on vient taper à sa porte pour qu'elle parte, dit Xavier. Mais comme elle n'a jamais demandé à quitter sa ville, nous ne pouvons pas l'évacuer. Ce n'est pas notre mandat. »

La KFOR dit, de son côté, qu'elle ne peut mobiliser « un soldat pour chaque Serbe », n'en ayant que 683 à Pristina. Elle n'assure qu'excep- tionnellement des gardes indivi- duelles, comme pour cette famille

Mais le quotidien « libéral » *Koha Ditore* ne parle des agressions contre les Serbes qu'au travers des communiqués sibyllins de la KFOR ou en reproduisant des articles de la presse anglo-saxonne. Car on ne demande pas aux journalistes al- banais de signer des reportages sur le sujet : ils les désigneraient comme des « traîtres » à la cause. Et on n'écrit pas d'éditoriaux sur ces questions, qui tombent ainsi sous le coup d'une sorte d'omerta.

### HARCÈLEMENT CONTINU

Le scénario de « cantonne- ment » des Serbes, comme étape probable vers leur départ du Koso- vo, se déroule partout. Ils sont maintenant surtout concentrés aux frontières de la Serbie : dans le nord, au-delà du fameux pont de Mitrovica, et dans l'est. Les pay- sans serbes sont aussi poussés, par un harcèlement continu – me- naces, tirs et assassinats –, à se re- grouper dans les plus gros villages. Partout, ils semblent rester sous l'influence de chefs installés par le régime de Slobodan Milosevic et ils n'ont guère de mots chaleureux pour les opposants de Belgrade et leurs nouveaux alliés, les chefs du clergé, choisis au Kosovo par M. Kouchner comme repré- sentants de leur communauté.

L'archevêque de Prizren, Mgr Artemije, assure qu'il assistera à la prochaine réunion du Conseil intérimaire « pour dire qu'aucune de ses décisions d'il y a un mois n'est appliquée, que l'épuration ethnique se poursuit, et que si l'UCK ne peut l'arrêter elle est soit complice, soit non représentative ». Il assure sans sourcilier que les Serbes du Koso- vo sont encore cent cinquante mille. Le HCR n'en compte plus que trente mille ou quarante mille sur une communauté de plus de deux cent mille personnes avant mars. Son envoyé spécial pour l'ex-Yougoslavie, Dennis McNa- mara, voudrait que « les chefs d'Etat occidentaux s'expriment à haute voix sur le sort des Serbes, de même que les dirigeants albanais lo- caux », sous peine de faire douter de la nature « humanitaire » de l'intervention de l'OTAN.

S. Sh.

## Bernard Kouchner, haut représentant des Nations unies pour le Kosovo « Aucune souffrance passée ne justifie l'intolérable »

### PRISTINA (Kosovo)

de notre envoyée spéciale  
« Pouvez-vous nous expliquer d'abord en quoi a consisté votre journée ? »

– Une journée folle, encore. J'ai fait trois discours, rencontré cinq cents personnes, toutes les ONG pour la reconstruction. Il y a des avancées. Nous avons lancé deux programmes majeurs pour la reprise d'une vie normale : le paie- ment de l'ensemble du personnel de l'hôpital de Pristina et le net- toyage de la ville. Nous avons eu aussi une bonne réunion avec quatre membres du « gouverne- ment provisoire », non reconnu, de Hashim Thaci : ils ont tous dit qu'ils devaient protéger les Serbes. Quand je remarque qu'ils sont lents à le faire, ils répondent qu'ils n'y peuvent rien tant que nous leur refusons le droit d'avoir leur force de police. Nous leur proposons alors des moyens de le faire avec nous. Nous discutons de propositions concrètes avec la KFOR : im- poser un couvre-feu dans les quar- tiers serbes de Pristina, ce qui semble difficile compte tenu de la dispersion des habitants serbes en ville, multiplier les patrouilles vingt-quatre heures sur vingt- quatre, augmenter pour cela le nombre de soldats et policiers...

– **Qui est responsable des as- sassinats de Serbes ?**  
– Je n'accuse absolument pas les responsables de l'UCK. Ils viennent de comprendre – certains ont compris depuis longtemps – qu'ils avaient tout à fait intérêt à ce que ces actes cessent. Hashim Thaci, Agim Ceku [chef militaire de l'UCK] et les autres ont compris. Le gé- néral Ceku vient d'ailleurs de publier, à notre demande, un communiqué condamnant les actes de ven- geance et le banditisme. Les res- ponsables, cela peut être n'importe qui : des petits voyous dont la mai-



BERNARD KOUCHNER

son a peut-être brûlé au mafias qui veulent faire main basse sur les appartements. Vous connaissez ce mot terrible en albanais pour la vendetta : *hakmarrje*. On ne change pas la culture d'un peuple en quin- ze jours ni en quinze mois. Pour- tant, comme tout dans cette affaire est allé très vite – l'assentiment in- ternational, la protection, l'expul- sion des Albanais, leur retour –, on demande aussi à la réconciliation de brûler les étapes. Mais de là à réduire les haines en quelques semaines...

– **Ce serait un échec du droit d'ingérence ?**

– Non, la vitesse à laquelle tout se déroule comme le degré d'exi- gence internationale montrent bien que ce droit est entré dans les faits, dans les cœurs et dans la ré- flexion. Même s'il est imparfait, plus facile à mettre en œuvre dans un petit pays que dans un grand et qu'il y a encore deux poids deux mesures. Il semble par ailleurs in- juste de demander aux victimes de protéger leurs bourreaux d'hier, et pourtant c'est la responsabilité qui désormais leur incombe. D'autant plus que ce ne sont généralement pas les bourreaux qui sont restés, mais les vieux, les plus pauvres et les plus vulnérables des Serbes. Le premier droit d'ingérence, c'est de protéger son voisin. Faudra-t-il dé-

placer les Serbes à l'intérieur du Kosovo pour mieux les protéger ? Est-ce participer à la purification ethnique ? On ne pourra long- temps défendre les principes au prix de l'assassinat de vieillards sans défense. Si nous devons en arriver à regrouper les Serbes, j'es- père que ce sera à titre provisoire.

» Je suis absolument conscient à la fois de la proximité des énormes souffrances imposées aux Koso- vars, du nombre des morts, des dé- couvertes macabres, mais aussi de la nécessité qu'ils prennent eux- mêmes la responsabilité de proté- ger leurs minorités. Aucune souf- france passée ne justifie l'intolé- rable.

– **Comment rendre respon- sable des Kosovars dont vous ne reconnaissez pas le « gouverne- ment provisoire » ?**

– Nous voulons impliquer les Ko- sovars dans chacune des décisions des Nations unies. Pour cela, j'es- père créer auprès du Conseil transi- toire, où les partis et minorités ont leurs représentants, un autre col- lège formé d'experts qui fera fonc- tionner l'administration en atten- dant les élections. Elles seront démocratiques – nous les surveille- rons – et il n'y aura pas d'argent ex- cessif d'un côté ou de l'autre. Mais pour l'instant, il faut arriver à réu- nir le Conseil de transition. Tous les membres ont donné leur accord pour samedi. On verra : j'ai déjà été échoué...

– **Les affrontements entre Al- banais et forces de l'ONU, per- çues parfois comme un nouvel occupant, notamment les Fran- çais et les Russes, risquent-ils de dégénérer ?**

– J'espère que non. Si de jeunes Albanais affrontent des soldats français sur le pont de Mitrovica, c'est peut-être aussi parce qu'ils savent bien que ces soldats ne les laisseront jamais passer en force.

Ils manifestent : c'est normal, je les comprends puisqu'une ville coupée en deux est insupportable et que huit mille d'entre eux habitent de l'autre côté. Mais lundi, un accord a été signé par les Serbes et les Al- banais sur les modalités de loge- ment de familles albanaises côté nord, à raison de vingt-cinq par jour. Et depuis quatre jours, il n'y a pas d'incidents graves.

« Il semble injuste de demander aux victimes de protéger leurs bourreaux d'hier, et pourtant c'est la responsabilité qui désormais leur incombe »

» Les Français, dites-vous, sont perçus comme amis des Serbes. Mais nous essayons simplement d'empêcher les affrontements. On reproche aussi à la KFOR de ne pas assez protéger les Serbes à Pristina. C'est contradictoire. Si Jacques Chirac venait ici, comme cela avait été prévu, ou Lionel Jospin, ils se- raient acclamés comme Madeleine Allbright et Tony Blair. En France, on « s'étonne » de la lenteur des progrès en termes de sécurité. Mais moi, j'attends toujours les cent soixante policiers promis... Il reste que l'idée de la non-protection des Serbes me rend malheureux tous les jours, comme les crimes passés m'étaient insupportables. »

Propos recueillis par  
Sophie Shihab



# Le bilan du séisme en Turquie ne cesse de s'alourdir : plus de 4 000 morts et 18 000 blessés

Certaines localités dévastées restent inaccessibles

Les autorités turques conservaient toujours l'espoir, jeudi matin 19 août, de découvrir des survivants parmi les débris des immeubles dévastés, par

**ISTANBUL** *de notre correspondante*
« *Impuissance* » : la manchette du quotidien *Sabah*, jeudi 19 août, résumait, en un seul mot, le sentiment qui domine en Turquie deux jours après le tremblement de terre qui a ravagé la région de la mer de Marmara. Plus de mille secouristes étrangers, venus de dix-neuf pays, sont venus s'ajouter aux équipes locales et les opérations continuent sans relâche. Mais face à l'ampleur du désastre, qui s'étend sur sept provinces, leurs efforts désespérés ne donnent évidemment que des résultats limités.

Chaque immeuble détruit doit être fouillé soigneusement, les débris soulevés délicatement pour éviter de blesser des survivants possibles. Des milliers de bâtiments s'étant écroulés, c'est une lourde tâche, presque impossible, qu'ont entreprise les sauveteurs.

Pourtant des survivants continuent d'émerger des décombres. A chaque fois, c'est une lueur d'espoir pour ceux qui continuent d'attendre des nouvelles de parents ou d'amis disparus. A Istanbul, un petit garçon de cinq ans a été trouvé vivant après avoir passé trente-huit heures sous les ruines de son immeuble. Mais tous les membres de sa famille ont péri... La naissance d'une petite fille, par césarienne, en plein air dans les ruines d'Adapazari a apporté un peu de bonheur à sa mère Zehra, et un instant de soulagement pour les équipes médicales qui luttent

le violent tremblement de terre de mardi. Le bilan ne cesse de s'alourdir : plus de 4 000 morts et quel- que 18 000 blessés, selon la cellule de crise mise en

où 2000 personnes ont perdu la vie, les cadavres sont alignés sur la glace de la patinoire locale. Dans d'autres localités, des camions réfrigérés servent de morgues d'appoint...

Les secours ne sont pas encore arrivés partout. Anxieux, en pleurs, criant leur douleur et leur colère, les habitants attendent devant les maisons où sont ensevelis leurs proches, sachant que chaque minute compte. Contrairement à beaucoup de séismes qui sont concentrés sur un point précis, celui-ci a frappé dans plusieurs directions, le plus gros des dégâts étant situé sur une bande de territoire au sud de la mer de Marmara.

Aux survivants, à ceux qui ont été forcés de quitter leurs foyers, détruits ou endommagés, les autorités doivent fournir de la nourriture, de l'eau potable

### Le feu sous contrôle à la raffinerie de Tupras

**L'incendie de la raffinerie de Tupras, causé par le séisme de mardi au principal complexe pétrolier de Turquie, dans le nord-ouest du pays, était sous contrôle jeudi matin, 19 août, mais « pas à 100 % », selon le directeur général de la raffinerie, Husamettin Danis. Trois des six réservoirs en feu, d'une capacité de 10 000 tonnes chacun, se sont effondrés après que leur contenu s'est consumé. En revanche, un autre réservoir, d'une capacité de 8 000 tonnes, était toujours la proie des flammes alors que l'incendie de deux plus petits (3 000 et 1 000 tonnes) était sur le point d'être éteint. Les pompes de la raffinerie ont été remises en marche mercredi soir, permettant aux sa-peurs-pompiers de disposer d'eau sous pression en provenance de la mer de Marmara et de déverser de la mousse sur les flammes. Mercredi, des avions envoyés par l'Allemagne, la France, la Grèce et Israël n'étaient pas parvenus à empêcher la propagation de l'incendie.- (AFP)**

## Déjà fragilisée, l'économie du pays va souffrir de la catastrophe

**LE SÉISME** qui a ravagé mardi le nord-ouest de la Turquie va miner un peu plus une économie déjà durement touchée par la crise russe et frappée par la désertion des touristes. Le pays connaît une croissance très ralentie, qui ne devrait s'accélérer que lentement en raison de la situation du commerce international, jugeait, à la mi-juillet, l'OCDE dans une étude consacrée à la Turquie.

Trois jours après le tremblement de terre, il est bien trop tôt pour faire un bilan chiffré des dégâts et de l'impact sur l'économie. Mais il est certain que les prévisions économiques de l'OCDE, déjà peu optimistes, devront être révisées à la baisse. Les sept provinces, touchées à des degrés divers, hébergent, selon les chiffres officiels, plus de 45 % de l'industrie turque et représentent le tiers du produit intérieur brut (PIB) total. Pour l'ensemble de 1999, les économistes de l'OCDE prévoyaient que la croissance du PIB tomberait à 1,4 %, après une hausse de 2,8 % en 1998, et s'accélé rerait (+ 3,9 %) en 2000.

La Turquie a succombé à la défiance généralisée des investisseurs envers les pays émer-

gents, suite à la crise russe en août 1998. En outre, la capture du chef des rebelles kurdes, Abdullah Ocalan, et les menaces de repré sailles de ses troupes, ont dissuadé des milliers d'étrangers de se rendre en vacances en Tur- quie, alors que le tourisme est une de ses pre- mières ressources.

**REPRISE MENACÉE**

L'inflation est un autre fléau. De près de 81 % l'an dernier, elle devait se ralentir en 1999 aux alentours de 54 % et de 32 % en 2000. Ce niveau, encore très élevé, pourrait empêcher une baisse de ses taux d'intérêt réels à un niveau « susceptible d'encourager une forte reprise », notait l'OCDE. Le Fonds monétaire international (FMI), qui surveille l'économie turque depuis un an, avait lui aussi appelé les autorités, en juillet, « à revigorer leurs efforts d'ajuste- ment ». L'OCDE avait recommandé le mois dernier à la Turquie de procéder à « un large éventail » de réformes structurelles, touchant notamment la sécurité sociale, le secteur bancaire et les entreprises d'Etat.

Le séisme a frappé au cœur l'économie na-

tionale, dans la région où sont concentrées les principales industries, notamment le raffinage et la pétrochimie. Avec Istanbul, le nord-ouest du pays, notamment la rive asiatique de la mer de Marmara, représente la plus forte densité de population et d'industries. Selon l'Institut national des statistiques, Istanbul à elle seule fournissait, en 1997, 22,5 % du produit intérieur brut national.

A Izmit, important centre de raffinage et de pétrochimie, la situation est particulièrement préoccupante. L'étendue des dégâts causés par l'incendie de la plus importante raffinerie du pays n'était pas connue jeudi, mais on craint des risques de pénurie de carburant. Des unités de pétrochimie de la société Petkim (groupe privé Sabanci) sont également installées à proximité. Gérée par le groupe public turc Tu- pras, la raffinerie produisait, avant la catastrophe, 86 % de la consommation pétrolière nationale. La province d'Izmit-Kocaeli, épice ntre du séisme, concentre 15 % de l'industrie, 5 % du total des exportations et 5 % du PIB.

*Babette Stern*

## Quarante Russes et Daghestanais tués par les islamistes

**MOSCOU.** Quarante militaires russes et daghestanais ont été tués par les islamistes au Daghestan depuis le début des affrontements le 7 août dans cette petite république du Caucase, a annoncé, jeudi 19 août, le vice-ministre russe de l'intérieur Igor Zoubov. Ce bilan est le plus élevé annoncé à ce jour par les autorités russes, qui n'avaient reconnu jusqu'à présent que la perte de 29 hommes. Quelque 160 soldats et policiers des forces russes et daghestanaises ont été blessés depuis le 7 août, a ajouté M. Zoubov au cours d'une conférence de presse à Moscou. Par ailleurs, il a estimé à 400 ou 500 le nombre de morts dans les rangs des islamistes, qui occupent plusieurs villages du sud-ouest du Daghestan, dans une zone montagneuse à la frontière avec la Tchétchénie. Lundi, des sources mili- taires russes avaient affirmé que 600 combattants islamistes avaient été tués. « *Les actions militaires intensives vont augmenter ces pro- chains jours* », a assuré M. Zoubov, en annonçant que les forces fé- dérales allaient procéder à « *des opérations massives sur tout le terri- toire du Daghuestan contre les terroristes* ». Les ministères de la défense et de l'intérieur continuent à envoyer des renforts au Dag- hestan, a-t-il ajouté. – (AFP)

## L'Iran et le Japon renforcent leur coopération économique et politique

**TEHERAN.** Le Japon a décidé d'accorder à l'Iran un prêt de 7,5 mil- liards de yens (65,8 millions de dollars), à l'occasion de la visite à Téhéran du ministre nippon des affaires étrangères, Masahiko Ko- mura, qui s'est achevée mercredi 18 août. Ce prêt, accordé à taux préférentiel, sera consacré au financement de la construction d'une centrale hydro-électrique sur la rivière Karun (sud-ouest). Tokyo avait suspendu en 1995 l'octroi de nouveaux versements de prêts pour la construction de cette centrale sous la pression des Etats-Unis, qui accusent l'Iran d'encourager le terrorisme. Tokyo est le premier partenaire commercial de l'Iran, qui fournit au Japon 9 % de ses besoins en pétrole. – (AFP)

**DÉPÊCHES**

■ **ALGERIE : la compagnie aérienne italienne Alitalia** reprendra ses vols vers l'Algérie « *avant la fin de l'année* », a annoncé mercredi 18 août l'ambassadeur d'Italie à Alger, Antonio Armellini. Selon lui, « *les conditions de sûreté et de sécurité ne posent plus problème* ». Ce sont les « aspects économiques et commerciaux de la liaison qui doivent faire l'objet des prochaines négociations », a-t-il déclaré à l'agence algérienne de presse APS. Alitalia, comme toutes les compagnies aériennes occidentales, avait suspendu ses vols vers l'Algérie après la prise d'otages, en 1994 à Alger, dans un avion d'Air France, par un commando islamiste. – (AFP)

■ **IRAK : le directeur de l'agence de presse officielle (INA)** a dé- menti, mercredi 18 août, qu'un vice-premier ministre, Mohamed Hamza al-Zoubaidi, ait fait l'objet d'un attentat. Selon un porte- parole de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (ASRII, opposition chiite), le dirigeant a été « *tué ou grièvement bles- sé* » dans une embuscade dressée mardi par des opposants. – (AFP)

■ **ETATS-UNIS : le procureur indépendant Kenneth Starr** devra continuer ses enquêtes sur les Clinton et rédiger un rapport final avant de pouvoir retourner dans le secteur privé, a estimé mercredi 18 août la justice américaine. Le collège de trois juges qui avait nommé M. Starr il y a cinq ans lui a refusé la possibilité, comme il en avait exprimé le souhait, de passer le relais à ses adjoints. – (AFP)

■ **BRÉSIL : la dette des agriculteurs ne sera pas annulée**, a déclai- ré, mercredi 18 août, le président Fernando Henrique Cardoso, alors que des milliers d'agriculteurs occupaient, pour la deuxième jour- née consécutive, le centre de Brasilia. La commission de l'agri- culture de la Chambre des députés avait approuvé la semaine der- nière une mesure prévoyant l'effacement de 40 % de la dette des paysans, provoquant une baisse immédiate de la bourse de Sao Paulo. – (AFP, Reuters.)

■ **Trois policiers ont été acquittés**, jeudi 19 août, du meurtre de 19 paysans sans terre en 1996. Les trois hommes, qui étaient les pre- miers à comparaître parmi 150 policiers et militaires inculpés dans cette affaire, ont été acquittés pour insuffisance de preuves par le tribunal de Belem, dans l'Etat amazonien de Para. Ce verdict a pro- voqué des heurts entre manifestants et policiers à l'extérieur du tri- bunal. – (AP)

■ **CÔTE D'IVOIRE : le secrétaire général du principal syndicat étudiant** a été arrêté, a indiqué la police mercredi 18 août. Charles Blé Goudé, le secrétaire général de la Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (Fesci), a été présenté à la presse mais n'a pas été autorisé à s'exprimer. Son arrestation, mardi, intervient deux semaines après que le président Henri Konan Bédié eut an- noncé « *des mesures d'apaisement (...)*sur nos campus ». – (AFP)

## Le Nigeria réduit de 38 %

## ses effectifs militaires

**LAGOS.** Le gouvernement nigerian prévoit de réduire de 38 % les effectifs de ses forces armées, qui devraient passer de 80 000 à 50 000 hommes d'ici à quelques mois. L'armée de terre sera réduite à 30 000 hommes, la marine et l'armée de l'air à 10 000 chacune. Le ministre de la défense, Theophilus Danjuma, qui appartient à un gouvernement civil au pouvoir depuis mai après quinze ans de juntes militaires, a précisé que les forces armées seront désormais « *entièrement professionnelles et complètement subordonnées au pou- voir politique* ». Par mesure d'économies, le Nigeria veut aussi limi- ter son rôle au sein de l'Ecomog, la force armée multinationale des Etats d'Afrique occidentale chargée d'opérations de maintien de la paix, notamment en Sierra Leone et au Liberia. – (AFP, Reuters.)

**CORRESPONDANCE**

## Une lettre de la BCEN-Eurobank

*A la suite de nos articles sur l'utili- sation par la Banque centrale de Rus- sie des fonds prêtés par le FMI (Le Monde du 6 août et daté 8-9 août), Andréi Movtchan, président du direc- toire de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord (BCEN-Eurobank), citée à propos des activités de sa fi- liale Financial Management Compa- ny (Fimaco), nous a adressé la lettre suivante :*

La BCEN-Eurobank tient à contester votre interprétation du rapport de PricewaterhouseCoo- pers sur les activités de sa filiale Fi- maco. Sans discuter ici les alléga-

tions de votre journal, présentées comme un aperçu fidèle et mélangé d'analyse des faits que le rapport établirait, elle se permet de ren- voyer vos lecteurs directement à ce dernier (sur le site Internet du FMI : http ://www.imf.org) ou bien à toute étude impartiale aujourd'hui dispo- nible. En la matière, une interpréta- tion ne saurait tenir lieu d'informa- tion, ni à l'adresse de particuliers, ni à celle des professionnels. La BCEN- Eurobank est un établissement de crédit français dont les comptes an- nuels sont régulièrement vérifiés et certifiés sans réserve.

*Philippe Pons*



**MAJORITÉ** Les Verts relancent, à quelques jours de leur « université d'été », le débat sur leur place au gouvernement et dans la majorité, d'une part, et celui qui porte sur

l'avenir de l'énergie nucléaire, d'autre part. Dans un entretien publié par *Paris-Match* (daté 26 août), Daniel Cohn-Bendit indique que Lionel Jospin « *ne [le] recevra pas* », accuse le

# FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 20 AOÛT 1999

premier ministre de ne pas être « *un homme de parole* » et affirme qu'il représente, lui-même, « *autre chose* » que Dominique Voynet au sein des Verts. ● **PORTE-PAROLE** des Verts, De-

nis Baupin a annoncé, mercredi 18 août, le dépôt d'une plainte contre l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs. Dans *Libération*, jeudi, il prévient qu'une décision

de M. Jospin en faveur du réacteur EPR obligerait les Verts à rompre leur alliance avec le PS. ● **LE PCF** réunit, de son côté, son « université d'été » dans le Var.

# Les Verts repartent à l'assaut du PS et du « lobby nucléaire »

Le parti de Dominique Voynet dépose plainte contre une agence gouvernementale et prévient que l'acceptation d'une nouvelle génération de réacteurs nucléaires par Lionel Jospin provoquerait la rupture. Pour Daniel Cohn-Bendit, le premier ministre « n'est pas un homme de parole »

**EST-CE** pour calmer une « université d'été » qui s'annonce plurtôturbulente et calmer la grogne des plus de mille participants attendus à Lorient, du 24 au 27 août ? Toujours est-il que les Verts se remettent à asticoter le gouvernement et, surtout, Lionel Jospin. « *Humiliés* » par le remaniement ministériel opéré par le premier ministre en juillet, les principaux responsables des Verts – au premier chef Dominique Voynet et Daniel Cohn-Bendit, mais aussi Denis Baupin, porteparole national, ou Noël Mamère, député de la Gironde – ont émaillé l'été de leurs déclarations aigres-douces. Dernier point de fixation, le parti de M<sup>me</sup> Voynet a décidé, mercredi 18 août, de porter plainte contre l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), pour « *abus de confiance dans l'utilisation des fonds publics* ».

Créée en 1991, l'Andra est un établissement public chargé de gérer à long terme les déchets radioactifs et de concevoir la mise en place de centres de stockage. Pour les Verts, « *cette plainte s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action* » adopté par leur conseil national et qui vise « *à faire échec à l'enfouissement en profondeur des déchets radioactifs* ». Ils entendent « *refuser le fait accompli de ce terrible cadeau fait aux générations futures* ». Dans un entretien publié par *Libération*, jeudi, M. Baupin va plus loin, indiquant que les Verts « *n'excluent pas d'autres actions juridiques, notamment contre le décret d'autorisation du laboratoire lui-même* », cosigné, pourtant, par M<sup>me</sup> Voynet (*lire ci-contre*).

Deuxième sujet de tension mis en exergue par les Verts, la nouvelle génération de réacteur nucléaire liée au lancement du programme EPR (European

Pressurized Reactor). Conçu à l'origine comme un projet franco-allemand, l'EPR est destiné à remplacer progressivement, à partir de 2005, les réacteurs du parc actuel. Framatome et Siemens ont signé, le 9 juillet, un accord avec EDF structurant leur coopération sur ce projet. Souhaitant sortir du nucléaire à long terme, le gouvernement allemand a cependant décidé se retirer du projet. Versant français, M<sup>me</sup> Voynet, en tant que ministre, « *n'envisage pas une seconde lancer le projet* » (*Le Monde* du 5 août). « *J'ai prévenu* », nous avait-elle assuré. Depuis, les Verts sont montés d'un cran. En cas de non-respect des accords Verts-PS sur le nucléaire, ils envisagent de quitter le gouvernement.

Alliant la stratégie du chaud et du froid, la ministre de l'aménage-

ment du territoire et de l'environnement, interrogée, le 17 août, dans *La Croix*, qui lui demandait si elle avait l'impression d'être entendue par Matignon, répondait par l'affirmative : « *Lorsque j'obtiens du premier ministre un arbitrage favorable, pour la deuxième année consécutive, sur le budget du ministère et l'augmentation de ses effectifs, j'ai bien l'impression d'avoir été entendue* », affirmait M<sup>me</sup> Voynet. « *C'est une bonne base, mais beaucoup reste à faire* », soulignait-elle toutefois.

**AFFICHER LA DIFFÉRENCE**

Reste qu'à la veille de la rentrée les Verts semblent déterminés à afficher leur différence sur plusieurs sujets chauds. Concernant le projet de loi sur les 35 heures, leurs députés n'ont pas l'intention

# Déchets radioactifs : le laboratoire de la discorde

[le programme électronucléaire français], dans des conditions qu'on peut qualifier de "limites" sur le plan de la responsabilité. »

La ministre avait obtenu que soit étudiée la réversibilité d'un éventuel stockage en profondeur des déchets radioactifs. La réalisation de laboratoires souterrains est prévue par la loi, dite « Bataille », du 30 décembre 1991, qui vise à donner au Parlement, d'ici à 2006, les éléments scientifiques et techniques lui permettant de choisir entre trois solutions pour les déchets très radioactifs ou à vie longue, dont le stock national s'élèvera à 90 000 mètres cubes d'ici vingt ans : leur enfouissement dans des couches d'argile ou de granit profondes ; leur entreposage en surface ou en subsurface ; leur transmutation, c'est-à-dire leur transformation en radioéléments moins nocifs dans des réacteurs spécialisés.

« **POUBELLE NUCLÉAIRE** »

L'Andra a prévu de lancer dès cet automne le chantier de construction du laboratoire de Bure, où seront creusés deux puits profonds de près de 500 mètres, reliés par un réseau de ga-

leries. En 2001 doivent commencer des études sur le pouvoir de confinement du sous-sol argileux (fixation des radionucléides par la roche, risques d'infiltration d'eau) et sur la façon d'assurer la sûreté à très long terme d'une telle installation, tout en préservant la possibilité de reprendre les colis radioactifs. Ce n'est qu'au terme de ces analyses que les députés devront décider de la création de centres d'enfouissement pour les déchets nucléaires.

Dans l'immédiat, l'Andra affirme que l'installation expérimentale de Bure, où la loi interdit d'entreposer des déchets radioactifs, n'a pas vocation à se transformer en centre de stockage. Les Verts considèrent, eux, que le laboratoire n'est qu'une préfiguration d'une future « *poubelle nucléaire* ». Ils accusent en outre l'Andra, qui, entre 1994 et 1997, a distribué une vingtaine de millions de francs au département de la Meuse et autant à celui de la Haute-Marne, d'avoir « *exploité la précarité économique* » de ces territoires pour gagner le soutien de leurs élus.

*Pierre Le Hir*

*A. B.-M.*

# Coup d'arrêt pour les 35 heures dans le secteur sanitaire et social

**DIX JOURS** après avoir validé une vingtaine d'accords de branche rejetés par une partie des syndicats, la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, fait taire les mauvaises langues qui l'accusaient d'« engranger le plus d'accords possible, quel qu'en soit le contenu, pour faire la preuve que la loi Aubry est une bonne loi » (*Le Monde* du 14 août). Par un arrêté paru, mercredi 18 août, au *Journal officiel*, la ministre a refusé son agrément à une dizaine d'accords sur les 35 heures applicables dans une partie des 2 000 établissements du secteur social ou sanitaire à but non lucratif, qui emploie près de 150 000 personnes.

Le principal d'entre eux, signé par la CFDT, la CFTC et la Fédération des établissements hospitaliers et d'assistance privés à but non lucratif (Fehap), modifiait la convention collective de la branche en prévoyant une réduction du temps de travail de 10 %, assortie d'au moins 7 % de créations d'emplois. Son financement devait être garanti par l'aide incitative à la réduction du temps de travail, des mesures de modération salariale et des allègements de charges sur les bas salaires. Cet équilibre financier est jugé insuffisant par le ministère, qui relève, dans un courrier adressé, le 5 août, aux partenaires sociaux, un « *surcoût résiduel* » à financer, surcoût « *incompatible avec les évolutions prévues des dépenses publiques* », a fortiori dans des établissements financés par l'assurance-maladie.

Pour la CGT et Force ouvrière, hostiles à un accord prévoyant une économie de 2,6 % sur la masse salariale, la décision ministérielle est « *une bonne chose* », qui va permettre de rouvrir les négociations. Les fédérations CFDT et CFTC de

la santé, elles, ne décolèrent pas. « *Le gouvernement recule devant ses engagements*, commente Sébastien Bosch, de la CFDT. *Nous avons déjà recensé cinq cents accords d'établissement signés et plusieurs milliers d'équivalents temps plein créés. Nous avons fait des concessions en termes de déroulement de carrière pour créer des emplois, mais le gouvernement semble trouver que c'est encore trop cher. Rien ne justifie cette décision, si ce n'est la peur de créer beaucoup d'emplois.* »

« **DES ACCORDS VERTUEUX** »

Du côté patronal, Georges Riffard, le directeur général de la Fehap, ne comprend toujours pas pourquoi les accords conclus à la Croix-Rouge française (13 000 salariés) et dans les établissements sociaux régis par la convention collective de 1966, qui regroupent notamment tous les centres d'aide à l'enfance inadaptée, ont reçu, le 18 août, l'agrément ministériel alors qu'ils prévoyaient un dispositif financier similaire. « *Nous avons satisfait aux mesures que la ministre nous a imposées, précise-t-il. Nous allons déposer un recours gracieux et attendre que Martine Aubry rentre de vacances pour dissiper ce malentendu.* »

A la différence des établissements régis par la convention de 1966, financés par les conseils généraux, une augmentation des effectifs dans les hôpitaux privés à but non lucratif risquerait d'entraîner un surcoût pour l'assurance-maladie. Le gouvernement craint-il une contagion ? « *Nous voulons des accords vertueux*, précise le ministère de l'emploi et de la solidarité. *Quand ils sont vertueux, on veut bien qu'ils se répandent...* »

*Alexandre Garcia*

# Le PCF sonde les interrogations de ses militants

**BIEN QUE DÉMENTIE** par le parquet, l'annonce de réquisitions de renvoi en correctionnelle à l'encontre de Robert Hue, pour le financement occulte du Parti communiste au début des années 90 (*Le Monde* du 19 août), n'aura pas arrangé l'humeur de Robert Hue. Le secrétaire national du PCF ne fera qu'une apparition furtive, dimanche 22 août, à La Seyne-sur-Mer (Var), où il a prévu de prononcer, devant les deux cents participants attendus, dès vendredi, à l'université d'été du PCF, un discours « de rentrée ».

La place du Colonel-Fabien – compte tenu du rendez-vous obligé de la Fête de *L'Humanité*, du 10 au 12 septembre – n'a pas encore bien défini le rôle de cette réunion estivale, la deuxième du genre pour le PCF, qui n'appartient pas à sa culture. Comparé, par exemple, aux thèmes de celle de la LCR – l'école, l'écologie, la

question nationale, les Balkans, etc. –, le programme de l'université d'été communiste est pauvre. Cette réunion ne devrait pas, non plus, permettre un débat entre deux stratégies, comme cela pourrait être le cas chez les Verts, du 24 au 27 août, puisque seuls des proches de la direction seront présents à La Seyne-sur-Mer. Mis à part un échange avec des représentants des autres partis de gauche (PS, Verts, MDC, PRG, LCR et « alternatifs »), cette réunion est essentiellement à usage interne. Ni les ministres communistes – Jean-Claude Gayssoot, Marie-George Buffet, Michelle Demessine – ni les élus « d'ouverture » de la liste « Bouge l'Europe ! » – Geneviève Fraysse, Fodé Sylla – ne seront là, pas plus que le conservateur Alain Bocquet, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, ou le rénovateur Patrick Braouezec, député

de Seine-Saint-Denis, maire de Saint-Denis.

Contrairement aux Verts, les communistes ne se sont pas montrés des partenaires turbulents de la majorité « plurielle » pendant l'été. Le secrétaire national a certes déploré, à la mi-juillet, la baisse du taux de rémunération du livret A, mais il a surtout proclamé son accord avec Lionel Jospin au sujet du du remaniement ministériel : « *Il n'y a pas à gauche de nouvelle donne politique.* » M. Hue avait ajouté qu'en cas de « *poste supplémentaire pour les Verts au gouvernement, il [était] évident qu'il [devait] y avoir un poste supplémentaire pour les communistes* ». Dans *Le Journal du dimanche* du 15 août, M. Gayssoot a explicité le raisonnement en rappelant qu'« *à l'Assemblée nationale, sans le groupe communiste, il n'y a pas de majorité* », tandis que, « *sans les Verts, il y en a une* ».

Mais le fait que nous soyons au gouvernement ne doit pas nous amener à nous taire. Le groupe communiste de l'Assemblée nationale doit être totalement libre. Quant au Parti communiste, il doit être une force de contestation du libéralisme. A chacun son rôle.

**3** Robert Hue entend opérer une mutation en profondeur du PCF, à laquelle vous semblez adhérer. Qu'en est-il au juste ?

Il s'agit de réfléchir au rôle du PCF pour le XXI<sup>e</sup> siècle. La grande nouveauté, c'est que ce sont les communistes qui doivent déterminer la forme du congrès et les questions qui doivent y être débattues. Nous n'avions jamais procédé ainsi. La démarche de Robert Hue me convient.

*Propos recueillis par Alain Beuve-Méry*

*A. B.-M.*

**TROIS QUESTIONS À...**

**MAXIME GREMETZ**

**1** Député de la Somme, souvent critique vis-à-vis du gouvernement, sur quels dossiers estimez-vous que votre parti, le PCF, devra s'efforcer de peser à l'automne ?

Pour ce qui est des 35 heures, nous entendons être très vigilants sur la définition précise de la durée effective du temps de travail, sur le régime des heures supplémentaires et sur le financement. Nous veillerons à ce que le SMIC soit bien augmenté de 11,4 %. Enfin, le nouveau projet ne prévoit plus d'obligation de créer des emplois, ce qui est un non-sens ! Ensuite, il y a le très lourd dossier de la Sécurité sociale, car les dépenses de santé continuent de s'accroître. Il faut impérativement modifier l'assiette des cotisations

patronales, ce dont le gouvernement ne parle plus. Sur les retraites, il y a le problème des cotisations et celui de la multiplication des plans de préretraite, comme dans l'automobile. Quant au budget présenté pour 2000, il est placé sous le signe de l'austérité, alors qu'il y a 25 à 30 milliards de rentrées fiscales supplémentaires. Enfin, il faut relever les minima sociaux et le SMIC, c'est une question de justice. Le gouvernement doit rompre avec la logique sociale-libérale.

**2** Jusqu'où doit aller la pression du PCF ? Jusqu'à menacer de quitter le gouvernement ?

Non, les choses ne se passent pas ainsi. On est au gouvernement, et les ministres communistes doivent continuer à faire leur travail – ce qu'ils ne font pas si mal que ça dans leurs domaines.



# SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 20 AOÛT 1999

**LOGEMENT** Après plusieurs années de vaches maigres, le marché de l'immobilier est à nouveau entré dans une phase de croissance. Sur le marché de l'ancien, le volume des

transactions s'est accéléré à la fin de 1998 et la construction neuve a enregistré une hausse de 9 % en 1998 et au premier semestre de 1999. ● **CE BOOM A PROVOQUÉ** une tension

sur les prix, notamment à Paris. Pour la première fois depuis le début des années 90, le prix moyen au mètre carré a progressé cette année dans tous les arrondissements. Les appar-

tements « familiaux » – trois ou quatre-pièces – sont les plus visés. ● **CETTE HAUSSE MASQUE** des disparités régionales importantes : en Auvergne ou en Lorraine, les prix

sont de 2,5 fois inférieurs à ceux de Paris. ● **LONDRES ENREGISTRE** une véritable flambée des prix de l'immobilier, notamment liée à la baisse des taux d'intérêt.

## Les Français retrouvent le chemin des agences immobilières

S'appuyant sur la progression de 1998, les professionnels du logement estiment que le marché devrait enregistrer un rythme de croissance annuel de 5 % en 1999. A Paris, la reprise a provoqué une tension sur les prix des trois-quatre-pièces, qui sont très recherchés

**L'IMMOBILIER** flambe-t-il ? Il suffit de lever les yeux pour s'en convaincre : après plusieurs années de vaches maigres, les pancartes « à vendre » et, surtout, « vendu » reflorissent sur les balcons, notamment à Paris. Mais les prix ? Le retour de la confiance et de la demande a-t-il uniformément dopé le marché ? Dans la dernière livraison de son « Observatoire des marchés de l'ancien », la Fédération nationale des agents immobiliers (FNAIM) évoque un « dégrillage général » qui toucherait l'ensemble du territoire. Sur le marché de l'ancien, le volume des transactions, quasiment stable en 1996 et 1997, s'est accéléré à la fin de 1998, aussi bien pour les appartements que pour les maisons individuelles. La FNAIM table sur un rythme de croissance annuel moyen de 5 % et estime que rien ne devrait enrayer ce dynamisme dans les prochains mois.

La même euphorie est de mise chez les promoteurs : la construction neuve a enregistré une hausse de 9 % en 1998 et au premier semestre de 1999. Le nombre de logements collectifs et privés mis en chantier est passé de 260 000, en 1997, à 283 000, en 1998. Ce mouvement devrait se poursuivre puisque le nombre des autorisations de construire a connu, en 1997 et 1998, une hausse record de 25 %. La Fédération nationale des promoteurs-construc-teurs (FNPC) qualifie de « cru exceptionnel » les résultats de son secteur pour le premier trimestre de 1999 (+ 16 %) et souligne qu'aucun trimestre n'avait atteint ce niveau depuis 1980.

Remis en confiance par la très forte baisse des taux d'intérêt qui s'est poursuivie tout au long de l'année 1998 ainsi que par la diminution des droits de mutation dans l'ancien, rassurés, aussi, par la légère décade du chômage, les Français ont donc retrouvé le chemin des banques et des agences immobilières. Entre mai 1998 et mai 1999, le volume des crédits à l'habitat distribués par les banques a augmenté de près de 7 %. Le niveau des loyers se maintenant à un niveau élevé, surtout en région parisienne, les ménages acceptent plus sereinement la perspective de s'endetter pour se loger.

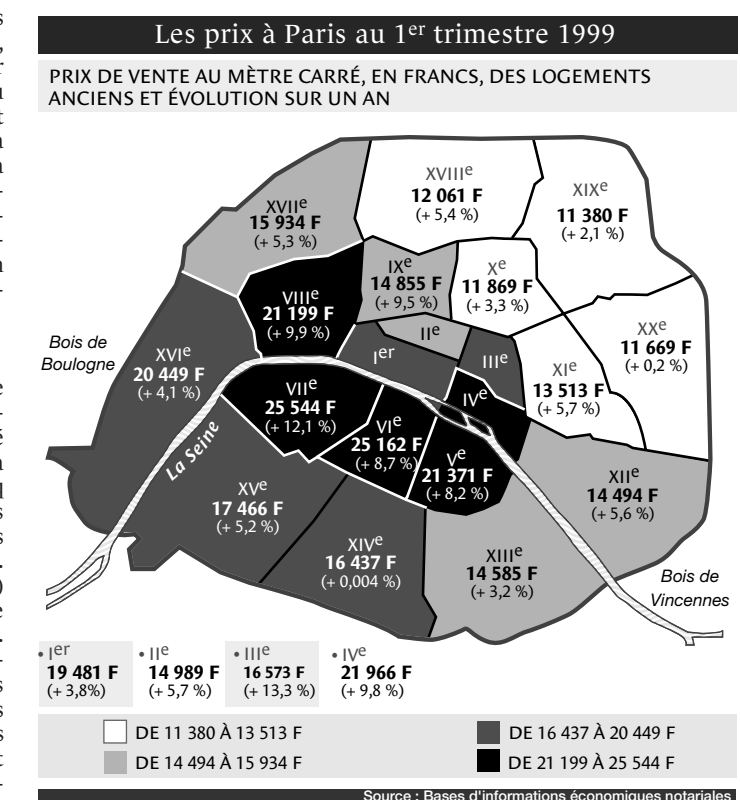
Ce nouvel élan a, en toute logique, provoqué une tension sur les prix confirmée tant par la FNAIM que par la chambre des notaires de Paris. En moyenne, cette augmenta-

tion n'est pas plus forte à Paris qu'en province. Selon la FNAIM, sur l'ensemble du territoire et pour tous types de biens confondus, au premier semestre 1999, les prix ont gagné 5,9 % (contre 3,5 % en 1998, à la même époque). Pour sa part, la chambre des notaires de Paris no-tait, début juillet, une augmentation de 35 % du volume des transactions à Paris et une augmentation de 6 % du prix moyen au mètre carré dans l'ancien (16 226 francs).

### « VENDRE AU PLUS OFFRANT »

Pour la première fois depuis le début des années 90, les vingt arrondissements ont tous enregistré des augmentations de prix. C'est la première fois, aussi, depuis cinq ans, que la barre des 25 000 francs au mètre carré est franchie dans deux arrondissements, le 7<sup>e</sup> et le 6<sup>e</sup>. Le 7<sup>e</sup> (25 544 francs au mètre carré) devient le quartier le plus cher de Paris et devance le 6<sup>e</sup> 25 162 francs). Six arrondissements dépassent, désormais, la barre symbolique des 20 000 francs au mètre carré. Les augmentations les plus fortes touchent l'hyper-centre parisien et non plus les arrondissements réputés prestigieux, comme le 8<sup>e</sup> ou le 16<sup>e</sup>.

Si la reprise est sensible, elle est surtout très nette sur deux types de « produits » qui tirent les prix vers le haut : les logements de grande qualité qui, selon les professionnels, reviennent sur le marché, et les appartements dits « familiaux » de trois à quatre pièces, pour lesquels la demande est très largement su-



Source : Bases d'informations économiques notariales

périeure à l'offre. A Paris, constatent notaires et agents immobiliers, les dispositifs Méhaignerie puis Périssol ont encouragé les investisseurs à acquérir des studios et des deux-pièces. Résultat : les grandes surfaces sont rares, donc chères.

La demande augmentant, les propriétaires font grimper les prix.

Nombre d'entre eux ont acheté ces logements, il y a une dizaine d'années, en plein boom spéculatif et entendent bien, aujourd'hui, se rattraper sur la revente. Certains, quand ils décident de revendre, découvrent également aussi une mauvaise surprise qui les incite à majorer le prix au mètre carré : depuis juillet 1997, la loi Carrez oblige en

effet les propriétaires à faire mesurer la surface de leur logement par un géomètre-expert avant de le proposer sur le marché. Or, beaucoup de propriétaires découvrent, à cette occasion, qu'ils ont acheté 5 à 10 mètres carrés fictifs. Seul moyen

dernier est correct, de peur de se faire souffler l'affaire. Il y a six mois, ils pouvaient s'offrir le temps de la réflexion. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Certains vendeurs en profitent. »

La pratique de l'augmentation du

### De grandes disparités régionales

Un grand studio, en Ile-de-France, peut se négocier à peu près au même prix qu'un grand quatre-pièces en Auvergne ou dans le Limousin : selon l'Observatoire national des marchés de l'ancien mis en place par la Fédération nationale des agents immobiliers (FNAIM), ces disparités régionales reflètent les différences de pouvoir d'achat des clientèles, la plus ou moins grande notoriété des régions et leur degré de dynamisme économique.

Les régions les plus riches ou les plus attractives connaissent ainsi les prix les plus élevés. L'Ile-de-France est en tête, suivie par Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Alsace, l'Aquitaine et Rhône-Alpes. Les moins bien dotées – l'Auvergne, la Bretagne, le Limousin et la Lorraine – affichent des valeurs 2,5 fois inférieures à l'Ile-de-France. Dans cinq régions – Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Poitou-Charente, Bourgogne et Limousin –, le prix au mètre carré des appartements se négocie, en moyenne, entre 6 000 et 6 500 francs.

de s'y retrouver pour eux : augmenter le prix au mètre carré...

« Cette loi explique en grande partie la tension sur les prix que l'on constate à Paris, estime Jean-François Longeagne, négociateur dans une grosse agence immobilière du 14<sup>e</sup> arrondissement. Actuellement, les trois-quatre pièces partent en moins d'un mois, contre deux mois et demi en moyenne pour les deux-pièces. Même si les acheteurs sont de mieux en mieux informés et savent parfaitement ce qu'ils recherchent, ils ne négocient plus le prix quand ce

prix affiché serait même monnaie assez courante sur ce segment très particulier de l'appartement familial. C'est évidemment tentant quand une annonce déclenche immédiatement un raz de marée d'appels. Vingt-quatre visites en quarante-huit heures, en plein mois d'août : les heureux propriétaires d'un joli trois-pièces de 70 m<sup>2</sup> situé à deux pas du parc Georges-Brasens, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement, n'en sont pas revenus. Le prix qu'ils demandaient était pourtant 25 % plus élevé que celui qu'ils avaient eux-mêmes payé pour l'acquérir, en 1997. « On va devoir vendre au plus offrant », s'enthousiasmait le jeune couple.

Exceptionnel ? Peut-être. Mais la litanie unanime des agents immobiliers sur la « pénurie de grandes surfaces familiales », à Paris, est un signe qui ne trompe pas. Y a-t-il, pour autant, un risque de voir revenir la folie spéculative des années 80 ? Sur cette question, les professionnels semblent sereins. « La bulle que nous avons connue jadis est dégonflée, affirment, en juillet, les notaires parisiens. Les prix ont retrouvé des progressions régulières et modérées même si certaines tensions peuvent apparaître sur certains produits. » Entre 1985 et 1990, le prix au mètre carré avait doublé à Paris et enregistré des hausses de 57 % à 73 % en petite couronne.

Entre 1985 et 1990, le prix au mètre carré avait doublé à Paris et enregistré des hausses de 57 % à 73 % en petite couronne.

Ch. G.

Christine Garin

## La construction de maisons individuelles soutenue par le prêt à taux zéro

**SOUTENUE** par le prêt à taux zéro, la maison individuelle reste un moteur pour la construction neuve. Avec 166 500 mises en chantier en 1998 (+11 % par rapport à 1997), dont 81 % en « diffus » (hors lotissements), elle représente près de 60 % de la production de logements neufs. 70 % des 112 500 prêts à taux zéro distribués en 1998 ont financé la construction d'une maison individuelle, de 110 mètres carrés en moyenne et d'un coût moyen de 670 000 francs, selon le bilan annuel publié par la Société de gestion du fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété (SGFGAS).

Les bénéficiaires de ce type de prêt, accordé sous conditions de ressources et de composition familiale, sont, pour 70 % d'entre eux, des jeunes âgés de moins de trente-cinq ans. Ils disposent, en moyenne, de revenus nets mensuels s'élevant à 13 700 francs, 40 % ayant un

niveau de revenu qualifié d'intermédiaire compris entre 2 et 3 SMIC pour une ou deux personnes, entre 2,5 et 3 SMIC pour trois personnes et plus. Plus du tiers des emprunteurs sont des ouvriers, et 35 % ont moins de 5 % d'apport personnel quand ils se lancent dans l'accession à la propriété.

Où fait-on construire lorsqu'on bénéficie d'un prêt à taux zéro ? D'abord en zone rurale (33 %), puis dans les communes périurbaines (33 %), alors que le cœur des villes, qui accueille 60 % de la population française, n'est accessible qu'à 34 % de ce type d'accédants.

La baisse générale des taux pratiqués par les banques permettant d'améliorer la solvabilité des ménages, la part du prêt à taux zéro dans les plans de financement a tendance à baisser. Le prêt principal représente, désormais, en moyenne, 57 % des sommes empruntées par les ménages, contre 52 % il y a un an. Pour les

opérations dans l'ancien qui concernent la frange la plus modeste des bénéficiaires d'un prêt à taux zéro, la part du prêt principal est passée de 60 % à 63 %.

La SGFGAS estime que « tous les indicateurs sont au beau fixe » et table sur une production de 120 000 prêts à taux zéro en 1999. De son côté, l'Union nationale des constructeurs de maisons individuelles (UNCMI) se réjouit de voir le prêt à taux zéro continuer à « porter » le marché : 65 % des acquéreurs de maisons individuelles en diffus bénéficient d'un tel prêt. Sauf accident, souligne l'UNCMI, cette tendance « très favorable » devrait se poursuivre. Les professionnels prévoient ainsi 181 000 mises en chantier de maisons individuelles en 1999, dont 147 000 en diffus et 34 000 en lotissements groupés.

## L'incroyable flambée des prix à Londres

### LONDRES

de notre correspondant à la City C'est à deux pas du célèbre marché aux puces de Portobello Road que l'ancien ministre Peter Mandelson vient d'acheter un appartement de trois pièces sous les combles pour 249 000 livres (2,5 millions de francs). « Il faut être câblé pour se payer ce taudis à pareil prix », a déclaré avec délectation le vendeur au *Times*, le quotidien conservateur trop heureux de mettre en « une » les déboires immobiliers de l'éminence grise de Tony Blair. Quelques mois auparavant, l'achat, dans des conditions illégales et dans le même quartier bourgeois de l'ouest de la capitale, d'une petite maison mitoyenne assortie d'un minuscule jardin qui avait doublé de valeur en cinq ans, avait contraint l'étoile montante du New Labour à la démission.

Peter Mandelson est la dernière victime de la flambée vertigineuse des prix de l'immobilier résidentiel londonien. Lors du deuxième trimestre, les prix ont augmenté de 12 % par rapport à la période correspondante de 1998, soit le double de la moyenne nationale. « J'ai trois cents candidats potentiels pour une maison victorienne de 600 000 livres dans le nord londonien, qui n'est pas la plus chic, relève un agent immobilier. Dès qu'elle viendra sur le marché, le premier candidat de la liste

n'aura pas le choix et devra se décider sur le champ. » Le *gazumping*, pratique qui consiste, pour le vendeur, à revenir sur un accord de vente pour céder le bien au plus offrant, semble de nouveau la norme, comme lors du boom d'il y a dix ans.

Dans les endroits les plus huppés, comme Chelsea, Kensington et Hampstead, les pancartes « à vendre » sont aussi rares que les papiers gras. Résultat : même les quartiers de l'East End ou du sud de Londres sont désormais englobés dans une zone résidentielle lim-trophe chère. Les yuppies partent à l'assaut de secteurs en plein remodelage devenus à la mode du jour au lendemain comme Clerkenwell ou Bermondsey, même si l'environnement est dégradé. La spéculation est telle que la chambre de commerce du Grand Londres vient de dénoncer les difficultés de recrutement d'instituteurs, d'infirmières, de secrétaires ou de chauffeurs d'autobus provoqués par la pénurie de logements disponibles et surtout abordables.

Plusieurs éléments expliquent cette incroyable flambée des prix. Tout d'abord, l'atterrissage en douceur de l'économie britannique a maintenu un pouvoir d'achat suffisamment élevé pour permettre aux acquéreurs potentiels de faire de la

surenchère permanente. Ensuite, les taux d'intérêt, et donc les prêts hypothécaires à taux variables – la norme dans cette nation de petits propriétaires –, sont au plus bas

### « Le premier candidat de la liste n'aura pas le choix et devra se décider sur-le-champ »

depuis trente ans. Cette faiblesse du coût du crédit allié à la concurrence créée par la distribution de dividendes provenant de la démantèlement des sociétés hypothécaires et aux gains boursiers de ces dernières années poussent les bénéficiaires à être moins regardants sur le prix d'un logement. De quoi occulter complètement les points noirs du placement-brique : l'insécurité d'un marché du travail totalement libéré et la faiblesse de l'inflation, qui rend ce type d'investissement moins séduisant.

Troisième moteur : l'essor de la City, première place boursière européenne où travaillent des centaines de milliers de jeunes gens gagnant des fortunes. Leur pré-

sence alimente la ruée sur les petits appartements que l'on achète pour les louer au prix fort aux banquiers étrangers. Il n'existe aucun mécanisme de blocage des loyers et les propriétaires ont tous les droits. Quant aux constructions neuves, qui sortent de terre comme des champignons le long de la Tamise, elles sont particulièrement recherchées par les investisseurs asiatiques, Hongkong en tête, pour qui Londres demeure un bastion du capitalisme et un havre de paix dans la tourmente planétaire.

Enfin, avec la crise des transports, en particulier celle des chemins de fer de banlieue, l'état des transports en commun au sein même de la capitale compte souvent dans les calculs de prix. D'où le succès de quartiers excentrés mais bien reliés au centre-ville par le métro ou de ceux situés autour de la future extension de la Jubilee Line jusqu'à Stratford, qui devrait être opérationnelle à l'automne. Le bonheur des uns fait en revanche le malheur des autres : la hausse fantastique de l'immobilier est limitée à Londres, au sud-est de l'Angleterre et à Edimbourg, chefs-lieux de la haute finance et des services. Dans le Nord industriel en déclin, les prix en termes réels ont chuté.

Marc Roche

## Opération contre l'immigration irrégulière à Calais

**AU MOINS 210 CANDIDATS POTENTIELS** à l'immigration clandestine vers la Grande-Bretagne ont été placés en garde à vue depuis mardi 17 août à Calais (Pas-de-Calais) dans le cadre d'un renforcement des contrôles frontaliers. Le flux des clandestins vers la Grande-Bretagne, où la législation sur le droit d'asile est plus souple qu'en France, s'est accéléré ces dernières semaines, notamment en raison de la guerre du Kosovo. Sur les 210 personnes gardées à vue, 18 ont fait l'objet d'arrêtés de reconduite à la frontière tandis que 35 autres ont été remises en liberté. Parmi les autres, 52 personnes affirment être des Kosovars, mais ne possèdent pas de papiers permettant de les identifier. L'opération, coordonnée par la police aux frontières, vise principalement les passeurs. Les contrôles ont été renforcés dans les gares parisiennes et sur les grands axes routiers menant vers Calais.

### DÉPÊCHES

■ **CORSE** : dans un entretien à *La Corse votre hebdo* du vendredi 20 août, le préfet de Corse, Jean-Pierre Lacroix, insiste sur l'idée que le « respect de la loi ne se négocie pas » tout en rappelant sa volonté de travailler dans « la sérénité » et « l'ouverture ». « Certains ont cru que dialogue se confondait avec arrangement ou compromission. Il n'y a pas d'arrangement avec l'application de la loi », affirme le préfet qui a pris ses fonctions le 10 mai, après la mise en examen de Bernard Bonnet.

■ **ALIMENTATION ANIMALE** : Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat, a confirmé, mercredi 18 août, les informations selon lesquelles cinq entreprises ne respectaient pas fin 1998 et début 1999 les normes en matière d'alimentation animale, incorporant notamment des boues d'épuration. M<sup>me</sup> Lebranchu a affirmé que ces anomalies avaient, depuis, été corrigées.

■ **JUSTICE** : six militants du Parti pour l'organisation d'une Bretagne libre (POBL, indépendantiste) ont été mis en examen, mercredi 18 août, après la destruction, mardi 10 août, lors du Festival interceltique de Lorient, d'un stand de l'Union démocratique bretonne (UDB, autonomiste). L'auteur présumé de l'incendie a été placé en détention provisoire.



## RÉGIONS

## GRANDS LACS À LA FRANÇAISE

## Un chapelet aquatique dans son écrin de forêts landaises

De l'estuaire de la Gironde au Pays basque, s'égrènent une vingtaine de lacs, d'étangs et de marais, dont certains reliés par des canaux. Ce réservoir naturel, à l'équilibre fragile, représentant un stock d'un milliard de mètres cubes d'eau douce, exige une constante vigilance

## BISCARROSSE (Landes)

de notre envoyé spécial

De même qu'on parle couramment de « chaînes » de montagnes, de « ceintures » vertes autour des métropoles, de « cordons » dunaires ou littoraux, de même peut-on, sans crainte de verser dans l'image facile, évoquer les « chapelets » de lacs. L'expression s'applique à merveille à l'Aquitaine. De Soulac à Bayonne, selon un axe nord-sud rectiligne parallèle à la côte, plus d'une vingtaine de plans d'eau, immenses ou minuscules, s'égrènent de part et d'autre du centre de gravité de cet écosystème hydrographique exceptionnel en Europe qu'est le bassin d'Arcachon, qui garde – pour combien de siècles encore ? – sa spécificité : communiquer avec l'océan.

Cette triple richesse – mer, forêt, lacs –, héritée de la géologie et d'une histoire vieille de quelque vingt mille ans, donne à Hourtin-Carcans, Lacanau, Cazaux-Sanguinet, Biscarosse-Parentis, Léon ou encore Irieu, dont la plupart sont reliés entre eux par des canaux appelés parfois « courants », une unité et un charme particuliers. Leurs atouts touristiques s'appuient sur un mélange où il n'est pas toujours facile de faire cohabiter loisirs, gestion des eaux, révision des plans d'occupation des sols (POS), ressources ornithologiques remarquables et écologie exigeante.

Voilà ainsi stockés plus d'un milliard de mètres cubes d'eau douce. Le lac septentrional de Carcans, le plus grand en superficie, en renferme à lui seul 210 millions. Mais il est « distancé » en capacité par celui de Cazaux, moins vaste certes mais beaucoup plus profond, et dont les eaux sont d'une si grande pureté qu'elles sont utilisées par les communes voisines pour l'alimentation de leur population.

Comme tout milieu naturel fragile soumis, dans le temps et l'espace, à des conflits d'occupation, voire d'exploitation, les lacs aquitains, où l'eau se renouvelle beaucoup moins vite que dans la mer, ont à se prémunir contre bien des solliciteurs gourmands : le promoteur qui, à Biscarosse, veut exploiter le gisement touristique en lotissant les rives – « au compte-gouttes et avec soin, j'insiste... » ; l'élu qui aménage des installations nautiques, comme à Hourtin ; l'industriel de Parentis qui a besoin d'eau pour ses fabrications ; le paysan qui, dans des trouées de forêt, s'est mis à la culture de maïs intensive, génératrice d'excès de phosphore et d'azote, ou qui crée un atelier de lavage des légumes ; le sportif qui a fait d'un plan d'eau une base nationale d'entraînement de ski nautique ; le passant négligent ou le plaisancier – voire l'oiseau – qui, un jour funeste, a introduit accidentellement dans l'eau un germe d'une algue immergée ou amphibie envahissante.



DANIEL ANIZON

Les berges des lacs aquitains, comme ici celui de Biscarosse, attirent les convoitises des promoteurs.

Alain Dutartre et Henri Beuffé, hydrobiologistes au Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts (Cemagref) de Bordeaux, suivent régulièrement, avec une sorte de tendresse scientifique, l'état de santé de « leurs » lacs.

## UN ENNEMI REDOUTABLE

Une de leurs préoccupations du moment, précisément, porte trois noms : la *lagarosiphon major*, la *ludwigia* et la *myriophyllum brasiliense*, des algues communes d'aquarium venues d'Afrique du Sud ou d'Amérique latine qui prolifèrent, contaminent les plans d'eau par les canaux et risquent d'étouffer les rives. C'est ainsi qu'en moins de cinq ans l'étang Blanc a été conquis par cet ennemi redoutable sur 80 % de sa surface. Sur le marais d'Orx, réserve naturelle au nord de Bayonne, la colonisation menace et on doit employer les grands moyens, comme des bateaux faucardeurs qui arrachent les herbiers et complètent avantageusement les traitements chimiques par pesticides, plus dommageables.

Il faut aussi ralentir les inévitables, et bien connus, processus de comblement, « en réduisant les apports nutritifs, ce qui se traduira par une diminution de la production végétale, donc de la formation de la

vase », explique M. Beuffé. Sans omettre d'« aménager des bassins dessableurs judicieusement placés sur le cours des rivières, qui portent ici le nom de crastes et qui viennent se jeter dans les lacs ». Travail quotidien des experts, travail de Sisyphe aussi, qui exige une vigilance de tous les instants et « une relativisation de tous nos diagnostics », disent prudemment les « médecins » des eaux.

Au bout de la détermination, surtout lorsqu'elle s'appuie sur un effort collectif, il y a, heureusement, la récompense. Lancé en 1987, amélioré par des avenants successifs, le « contrat de lac » de Parentis-Biscarosse regroupe, sous l'égide du ministère de l'environnement, administrations, industriels et élus. Il a permis, à la fois, la remise à neuf des réseaux d'assainissement – qui évacuent les eaux usées, une fois traitées, dans le sous-sol sableux – et une réduction sensible des rejets d'une usine qui fabriquait des charbons actifs pour l'épuration. « Les résultats sont remarquables », juge Pierre Junca, maire (UDF) de Biscarosse. Et « ce n'était pas gagné d'avance », ajoute-t-il, pour une commune dont la superficie est le double de celle de Paris, avec une population multipliée par dix l'été. M. Dutartre confirme : « Les rejets de phosphore

## Cousseau enfin sous les eaux, pour son bien

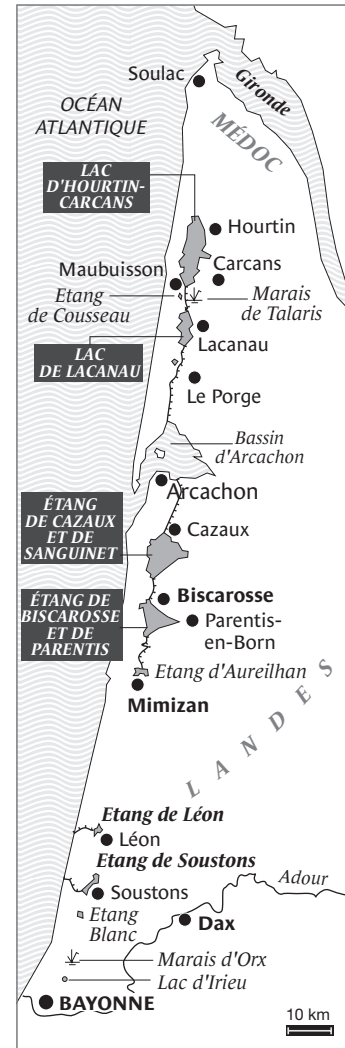
Entre les lacs de Lacanau et de Carcans, à l'écart de la plage lacustre de Maubuisson, se situent, sur 600 hectares, l'étang de Cousseau et le marais de Talaris. Ils forment une des cinq réserves naturelles du département de la Gironde, dont trois sont gérées par la Sepanso, une association de protection de la nature du Sud-Ouest. François Sargos, responsable de cette réserve créée en 1976, estime qu'il s'agit d'« un véritable petit parc national, avec une réglementation très contraignante ». Office national des forêts, communes, Conservatoire du littoral, conseil général de la Gironde se coordonnent pour acheter les terrains les plus sensibles. C'est le royaume des colverts, des bécasses, des grues cendrées... et des droseras, une plante carnivore rouge qui emprisonne les insectes. Grâce à l'aménagement, en 1998, de canaux et d'une écluse, l'eau abondante va désormais mieux circuler dans l'étang et le marais, et faire baisser l'acidité. « De novembre à mai, ils seront noyés... pour leur plus grand bien », sourit M. Sargos.

de l'usine sont passés de 70 à 6 tonnes par an. » Quant au pétrole, qui est encore exploité dans le lac, essentiellement par une filiale d'Esso, il est lui aussi surveillé. « Le système d'alerte des pétroliers est extrêmement sophistiqué et les pollutions sont nulles ou infinitésimales », assure M. Junca.

L'exemplaire contrat de lac des Landes a d'ailleurs fait des émules en Gironde. Début août, Henri Sabarot, maire (CPNT) de Carcans, a réuni dans son bureau tous les responsables intéressés et leur a proposé de mettre au point, sur le même modèle, un contrat de lac.

L'ensemble du site, qui englobe aussi le lac de Lacanau, est soumis à la « loi littoral » de 1986. « Une loi dont j'apprécie globalement la rigueur et les contraintes », dit tout net M. Sabarot, enfant du pays, chasseur invétéré de canards et de bécasses : il se présente comme « tout le contraire d'un maire bétonneur » et a révisé le POS en 1997, gommant d'anciennes zones constructibles.

Dominique Gisson, une des animatrices de l'association Vive la forêt, connaît par cœur, elle aussi, la « loi littoral » – « notre rempart ». Elle aligne les cas de permis de



construire à Hourtin, Lacanau, Le Porge, où « tous les sites sensibles sont menacés », en infraction manifeste, selon elle, avec lois et règlements. « Nous voulons faire des exemples en intentant systématiquement des procès en démolition... tant que nos adhérents cotisent suffisamment pour pouvoir payer notre avocate. Il y a dix jours, le tribunal administratif de Bordeaux nous a donné raison sans hésiter et a annulé un permis de 163 maisons à la marina de Talaris, près de Lacanau-Ville. » Bien que satisfaite de son « succès », elle peste : « Est-il normal, au regard du droit de l'urbanisme et de l'environnement, que ce soit une association qui, en fait, se substitue à l'Etat défailillant dans son contrôle de légalité des actes communaux ? »

La conversation est étouffée un instant par le vrombissement d'un bateau à moteur rapide, qui déchire l'eau bleue du lac. Elle sourit, un peu amère : « Théoriquement, la vitesse et la puissance sont limitées, mais chaque année les arrêtés préfectoraux admettent une certaine tolérance... »

François Grosrichard

PROCHAIN ARTICLE :  
le lac Léman

## Le bassin d'Arcachon face au casse-tête de l'envasement

## BORDEAUX

de notre correspondant

Derrière la carte postale idyllique du bassin d'Arcachon où plaisanciers, pêcheurs et ostréiculteurs vivent en harmonie, la réalité est plus sombre. Le 4 janvier, plus d'une centaine de ces derniers ont bloqué l'entrée du port d'Arcachon pour empêcher la sortie d'un bateau de dragage chargé d'enlever les sédiments entassés au fond de l'anse. En moyenne, 20 000 à 30 000 mètres cubes de vase sont rejetés chaque année dans un chenal à l'entrée du bassin. Les ostréiculteurs sont persuadés que ces opérations, mal réalisées en 1998, sont la cause de la disparition de 80 % des larves d'huître cet été-là (Le Monde du 26 novembre 1998). Selon eux, une partie de ces boues polluées se serait échappée du bateau et aurait contaminé les mollusques. Les éleveurs vivent toujours dans la psychose du tributylétain (TBT), une peinture antisalissures utilisée notamment dans l'industrie nautique qui, à la fin des années 70, a décimé huîtres et naissain – les larves –, plongeant toute la profession dans une longue crise économique.

L'Institut français de recherches pour l'exploitation de la mer (Ifremer) est pourtant catégorique : « Le TBT n'est pas en quantité suffisante dans les eaux du bassin pour tuer le

naissain, assure Claude Pellier, responsable de la station Ifremer d'Arcachon. Si c'était le cas, on aurait vu des signes avant-coureurs depuis 1985, date du début du rejet des sédiments en mer. » Or, cet été-là, les larves d'huître ont été nombreuses. A l'Ifremer, c'est plutôt l'hypothèse des variations de température, fatales aux embryons, qui est avancée, voire confirmée. Mais cette explication ne satisfait pas les ostréiculteurs. « On suppose que d'autres molécules toxiques ont remplacé le TBT, avance Marc Druart, président de la section régionale conchylicole. On nous a juré que les rejets ne se faisaient jamais à l'intérieur du bassin, alors que nous avons trouvé des sédiments qui prouvent le contraire. »

Après la mobilisation impressionnante des ostréiculteurs cet hiver, la sous-préfecture d'Arcachon avait demandé l'arrêt immédiat du dragage du port jusqu'à nouvel ordre. Plusieurs réunions dites de concertation ont rassemblé, dans un climat électrique, professionnels, scientifiques et pouvoirs publics. En vain : personne n'a pu s'accorder sur un même projet. Les éleveurs d'huîtres demandent la mise en place de lagunages dans les prés salés de La Teste, à côté d'Arcachon. Ce système a été utilisé jusque dans les années 80 pour le port d'Arcachon, avant d'être abandonné pour des raisons de sécurité. Au-

jourd'hui, le maire de La Teste n'en veut pas. De son côté, la direction du port d'Arcachon souhaite poursuivre le dragage avec rejet en mer. Elle est prête à immerger les boues à sept kilomètres au large du bassin, pour s'assurer que les sédiments ne reviendront pas, poussés par les vagues ou le courant, vers les bancs d'huîtres. « Que chacun mette de la bonne volonté », réclame, sceptique, M. Druart. Pourquoil ne pas essayer, à titre expérimental, un bassin de décantation en même temps que le rejet en mer ? »

En juin, le port a déposé une demande de permis d'immersion en mer à la préfecture. L'enquête publique doit se dérouler du 1<sup>er</sup> au 15 septembre. En attendant, les vases continuent de s'amonceler ; certains chalutiers et voiliers « touchent », obligés d'attendre la marée haute pour sortir en mer. « Quelle que soit la solution, le dragage devient urgent, s'inquiète M. Pellier. La sédimentation peut fermenter, entraînant des rejets toxiques, des odeurs désagréables et la mort des poissons. » Le choix sera difficile : si le préfet de Gironde n'autorise pas l'immersion, le port va continuer de s'ensaver jusqu'à ce qu'on trouve une autre solution. Si elle accepte, elle risque de subir les foudres des ostréiculteurs.

Claudia Courtois

## CORRESPONDANCE

## Une lettre du préfet et du président du conseil régional de Bretagne

A la suite de l'article intitulé « La Bretagne échoue dans sa "reconquête" de l'eau » (Le Monde du 29 juillet), Claude Balland, préfet délégué signant pour le compte du préfet de région, Yves Mansillon, absent, et Josselin de Rohan, président (RPR) du conseil régional de Bretagne, nous ont fait parvenir une « déclaration commune » :

La Bretagne est la première région à s'être mobilisée pour la reconquête de la qualité des eaux. (...) Dès le départ, les promoteurs du programme Bretagne-Eau pure (Etat, collectivités territoriales, Agence de l'eau) avaient annoncé qu'il devrait s'inscrire dans la durée et que les résultats visibles, en termes de taux de nitrates notamment, ne pourraient être immédiats. Il n'est donc pas approprié de parler d'échec, même si le niveau des pollutions n'a pas encore diminué et que leurs manifesta-

tions regrettables sont particulièrement visibles en certains points de nos côtes. (...) Les mesures du plan Bretagne-Eau pure 2 visent à modifier les pratiques de production dans les bassins versants, à mettre aux normes les bâtiments d'élevage, et à traiter les déjections animales en zone d'excédent structurel d'azote. (...) Ces nouveaux outils, ces importants crédits nationaux, régionaux et locaux vont progressivement donner leur pleine mesure (...). Ceux qui, les premiers, se sont mobilisés et ont œuvré dans un contexte difficile pour réduire le niveau des pollutions en Bretagne ne doivent pas retenir d'un jugement encore prématuré et aux conclusions excessivement sévères que leurs efforts sont inutiles. C'est au contraire la poursuite de cette politique avec une détermination sans faille qui donnera des résultats.







## HORIZONS

ENQUÊTE

## 4 CES ALIMENTS QUI ONT CHANGÉ LE MONDE

**Cette plante du Nouveau Monde, qui a conquis l'Ancien, a contribué à la splendeur des civilisations pré-colombiennes. Symbole, aujourd'hui, du mode d'alimentation américain, le maïs a mis longtemps à s'imposer en Europe, en dépit de ses vertus nutritives et gustatives**

**S**OIT un après-midi d'été pluvieux dans une maison de vacances pleine d'enfants qui ont épuisé les charmes du Monopoly, du portrait chinois et autres jeux de société. L'absence de télévision, passée jusque-là inaperçue, commence à rendre nerveuse la petite troupe, que l'on croyait pourtant pour un temps servée de feuilletons débiles. Il est temps d'agir. Prenez, l'air mystérieux, la direction de la cuisine, choisissez une casserole de bonne dimension ou un fait-tout de taille conséquente. Faites chauffer un peu d'huile au fond du récipient. Appelez les enfants. Négligez leurs remarques sceptiques, voire geignardes. Versez, au fond de la casserole, des grains de maïs, de l'espèce dite « à éclater », que l'on trouve facilement aux Etats-Unis, et dans toutes les bonnes épiceries de luxe de nos villes de France. Le maïs doit tapisser sur une seule couche le fond du récipient. Poussez les feux, et maintenez le couvercle fermement sur la casserole. Pif ! paf ! pouf ! les petits grains explosent, heurtent les parois du récipient. La curiosité du public commence à se réveiller devant ce petit 14 juillet culinaire. On secoue plusieurs fois la casserole, et lorsque les explosions ont cessé, il est temps de soulever le couvercle. On découvrira alors une masse de flocons blancs remplissant totalement le récipient. « Ouais !!! du pop-corn ! c'est trop bien ! », s'exclame la troupe, dont la morosité s'est muée en un enthousiasme juvénile, franc et massif. Les grains de maïs ont multiplié leur volume par quarante, tout en gardant le même poids.

La performance accomplie assurant un crédit de quelques heures de prestige et d'autorité au fabricant de pop-corn, on pourra se risquer à raconter, en attendant le retour du soleil, l'histoire du maïs, plante du Nouveau Monde qui a conquis l'Ancien. Et ce faisant, transmettre mine de rien quelques éléments de connaissances historiques, géographiques, botaniques, ethnologiques à de jeunes esprits qui ne se méfient pas, puisqu'ils sont en train de se goinfrer de pop-corn, comme dans un multiplexe projetant la dernière production des studios Walt Disney.

La première mention du maïs se trouve à la date du 5 novembre 1492 dans le journal de bord de Christophe Colomb, qui avait abordé à Cuba le 27 octobre de la même année : « Il y avait là de grandes terres cultivées, avec des racines, une sorte de fève et une sorte de blé appelé maïse qui est très savoureux cuit au four ou bien séché et réduit en fa-



GORAN TACEVSKI/IVU

## Ce maïs aux mœurs libérées

rine. » La racine était vraisemblablement la patate douce, et la sorte de fève, le haricot américain qui allait bientôt traverser l'Atlantique pour faire carrière en Europe. Les Européens, qui suivirent Christophe Colomb pour découvrir puis conquérir le Nouveau Monde, prirent goût à cette denrée, dont les Amérindiens, qui n'en manquaient point, leur faisaient volontiers don. On la trouvait partout sur le continent, sauf là où l'altitude, ou la latitude, provoquait des gelées fatales à sa germination. Sur les hauts plateaux andins, on lui substitue la pomme de terre, autre don de l'Amérique à l'humanité.

L'importance du maïs dans les civilisations précolombiennes est attestée par les récits mythiques de ces peuples. Le *Popol Vuh*, Grand Livre des Mayas, dont l'empire s'étendait dans le sud du Mexique et au Guatemala actuels, décrit ainsi la naissance de l'humanité : « Le premier homme était fait d'argile, il fut détruit par une inondation. Le deuxième homme, de bois, fut dispersé par une grande pluie. Seul le troisième homme a survécu. Il était fait de maïs. »

LES enfants à qui l'on racontera cette histoire ne manqueront pas d'y voir quelque analogie avec celle des trois petits cochons et du grand méchant loup, ce qui donnera l'occasion au conteur de préciser que Walt Disney n'a rien inventé. Pour preuve, il suffira de montrer à ces jeunes sceptiques un fac-similé des archéologues de l'Etat de Virginie de l'année 1623. Celles-ci rapportent que les colons anglais, qui s'efforçaient d'acclimater les céréales européennes dans un environnement peu favorable, seraient morts de

faim si « Lady Pocahontas ne leur avait pas pourvus de maïs. C'est à elle et à Dieu qu'il faut rendre grâce que la colonie ait été sauvée de la mort, de la faim et d'autres tribulations ». On sait de quelle piété reconnaissante les colons de toutes nationalités firent montre à l'égard de ces populations qui les avaient accueillis et nourris dans des temps difficiles. Pour faire fuir les tribus indiennes et s'approprier leurs terres au moindre coût humain, il n'était

le dieu Cinvatl et la déesse Chicomecoatl, la première femme réputée savoir faire la cuisine, une qualité que la mythologie occidentale, machiste et antiféministe, s'est bien gardée de reconnaître à Eve, la première femme de la création.

Le point culminant de la fête était le sacrifice d'une jeune femme choisie pour sa beauté, somptueusement parée de bijoux les plus précieux, censée incarner Xolomen, la déesse du jeune maïs. Le grand

« Le premier homme était fait d'argile, il fut détruit par une inondation. Le deuxième homme, de bois, fut dispersé par une grande pluie. Seul le troisième homme a survécu. Il était fait de maïs »

pas nécessaire de les combattre : il suffisait d'incendier leurs champs de maïs pour les contraindre à l'exil.

Au Pérou, les conquistadors prirent prétexte des rites, à leurs yeux barbares, des Incas lors des grandes cérémonies de la moisson du maïs pour justifier leur entreprise d'éradication du paganisme et de massacre de masse des Indiens qui pratiquaient leur religion ancestrale. Reconnaissons tout de même, sans toutefois excuser les pratiques abominables de Hernando Cortés et de ses chevaliers, que les fêtes incas en l'honneur des dieux du maïs étaient loin de correspondre à l'idée que l'on se fait aujourd'hui des droits de l'homme. Pendant dix jours du quatrième des dix-huit mois du calendrier inca, le peuple festoyait aux frais de l'empereur en l'honneur du couple divin du maïs,

l'éducation morale et sexuelle des jeunes pourra également s'appuyer sur une description comparative de la manière dont le blé et le maïs procèdent à leur reproduction. Le blé possède des fleurs bisexuées, il se féconde lui-même. De plus, il cache si bien ses fleurs qu'aucun pollen étranger ne peut l'atteindre. Et si, par hasard, cela était tout de même le cas, se produirait un phénomène de rejet. Au contraire, le maïs expose ses fleurs, mâles et femelles, à tout vent. Au premier souffle, le pollen mâle part vagabonder, fécondant les épis de sa propre espèce, mais d'autres aussi. Inversement, des pollens venus d'ailleurs sont volontiers acceptés par la fleur femelle. Maguelonne Toussaint-Samat, auteure de l'indispensable *Histoire naturelle et morale de la nourriture* (éditions Bordas), résume cela d'une formule lapidaire : « Le blé a de la vertu. En revanche le maïs est prêt à tous les adultères. »

Toujours est-il que ce maïs aux mœurs libérées va permettre le développement et la splendeur des civilisations précolombiennes. Les traces d'un repas à base de maïs datant de sept mille ans ont été retrouvées dans les grottes de Tehuacan, au sud du Mexique. Les épis consommés à cette époque ne dépassaient pas 2,5 cm. Les chercheurs ont établi que, quelques siècles plus tard, une hybridation sauvage s'était produite avec la téosinte, une graminée qui peut atteindre 3 ou 4 m de haut. Les épis magnifiques de ces hybrides furent remarqués par les Indiens, qui les cultivèrent, créant ainsi une abondance de nourriture permettant l'expansion démographique et le développement de la puissance des empires inca et maya. Courge, hari-

cot et maïs formaient les « trois sœurs saintes », base de l'alimentation de l'Amérique précolombienne.

Fait remarquable : cette trilogie répond à une double nécessité, agricole et diététique. La courge plantée au pied du maïs développe un large réseau de feuilles rampantes qui gardent l'humidité au pied des plants. Le haricot, qui grimpe le long des tiges, enrichit le sol par ses racines riches en bactéries. La consommation simultanée de ces trois aliments, encore largement pratiquée en Amérique latine, compense la carence du maïs en vitamines et apporte, par le haricot, les protéines nécessaires dans un régime végétarien. C'est pour avoir négligé cela que les conquérants espagnols firent une mauvaise réputation au maïs : consommé seul, il est la cause d'avitaminoses, provoquant une maladie que les Espagnols appelaient *pelagra* ou « peau rugueuse ».

PENDANT longtemps, le maïs demeura une céréale strictement américaine, adoptée par les colons qui en tiraient plus d'avantages et de richesses que du blé, du seigle ou de l'orge introduits dans le Nouveau Monde. Aux Etats-Unis d'Amérique, le mot *corn* finit par désigner uniquement le maïs, qui remplaça les autres céréales dans des produits qui sont aujourd'hui symboliques du mode d'alimentation américain : on le retrouve des corn-flakes du petit déjeuner jusqu'au verre de bourbon de l'après-dîner, en passant par les épis de maïs doux grillés sur barbecue.

En dépit de ses vertus nutritives et gustatives, le maïs mit beaucoup de temps à s'imposer en Europe. Outre la mauvaise réputation que lui firent les conquistadors victimes de la *pelagra* en Espagne et au Portugal, pays dont le climat était favorable à son introduction, son caractère difficilement panifiable heurtait les habitudes. Il lui fallut faire le détour par l'Orient – dès le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, les marchands vénitiens avaient vendu des plants de maïs aux Ottomans – pour qu'il nous revienne *via* la Hongrie et les Balkans. Peu à peu, il gagna l'Italie, où certaines régions pauvres en firent la base de la nourriture sous forme de polenta, bouillie de maïs qui cale l'estomac du laboureur.

En France, pendant longtemps, la culture du maïs resta limitée à des régions d'élevage avicole, comme la Bresse ou le Sud-Ouest, où il servait à la production de volailles de qualité, ou bien au gavage des oies et de canards pour le foie gras. L'arrivée d'espèces précoces, adaptées au printemps frais des plaines du nord de l'Europe, fit passer, entre 1950 et 1990, la surface cultivée de maïs en France de 300 000 à 1,8 million d'hectares. Des fortunes se sont construites sur les silos de maïs, devenu une céréale maîtresse du système agricole européen.

Il existe, en langue française, peu de livres de recettes consacrées au maïs. On dispose néanmoins en traduction française d'un ouvrage, *L'Art de cuisiner le maïs*, rédigé par deux Allemandes, Erika Bänziger et Vreny Walther-Schärz (éditions Auzou). C'est dire à quel point le maïs reste encore étranger au patrimoine culinaire français, puisqu'il faut aller chercher outre-Rhin les recettes pour l'accommoder ! Les deux dames, visiblement végétariennes et écologistes, qui ont rédigé cet ouvrage s'offusquent que l'on réserve la plus grande partie de la production à la nourriture animale. Un gâchis, selon elles, puisque 7 calories-maïs consommées par une vache ne donnent que 1 calorie sous forme de viande...

On ne s'étonnera donc pas de ne pas trouver, dans cet ouvrage par ailleurs fort complet, la recette du plat national du Val d'Aoste, la polenta aux petits oiseaux, qu'il convient d'aller goûter dès la réouverture du tunnel du Mont-Blanc, avant que cette spécialité ne disparaisse, tuée net par une directive de Bruxelles.

Luc Rosenzweig

★ « Ces aliments qui ont changé le monde », c'est aussi sur France-Info dans la chronique quotidienne d'Anne Hudson.

PROCHAIN ARTICLE :  
Le sucre, perfide onjoleur



# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléc. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

## Le drame turc

CES images-là sont trop connues, horriblement banales, trop de fois vues, suscitant impuissance, rage et effroi : celles du malheureux cherchant à dégager à mains nues les membres de sa famille encore emmurés sous les décombres ; celles de survivants hagards, émergeant d'un nauage de poussière ; celles de rescapés, souvent les plus pauvres d'entre les pauvres, contemplant la ruine de bicoques mal construites, immeubles érigés sans permis, hors normes, lèpre urbanistique habituelle où va se loger la misère et à laquelle le destin vient de porter un coup de plus ; celles de mini-gratte-ciel abattus comme châteaux de cartes aux côtés d'autres, à quelques mètres, mystérieusement épargnés, comme dans un drame sans règle, sans motif et qui laisse sans recours.

Ce sont les images de l'ouest de la Turquie, et plus particulièrement de la ville d'Izmit, ravagée mardi par un tremblement de terre. Le bilan officiel donnait, jeudi, quarante-huit heures après la secousse, 4 000 morts et des dizaines de milliers de disparus ; chacun sait déjà, là bas, que le bilan des morts risque d'être beaucoup plus élevé et immense celui des destructions matérielles.

Le drame a cumulé les paramètres les plus mortifères. Le séisme a été l'un des plus puissants jamais enregistrés en cette partie du monde ; il a frappé la nuit ; il a touché une région très construite et manifestement mal construite. Mais aucun pays n'est jamais prêt pour un trem-

blement de terre. Pas plus les riches que les pauvres, pas plus l'Italie que le Japon, la Turquie que l'Iran. Les scientifiques multiplient les avertissements sur la dangerosité de telle ou telle région – c'était clair dans le cas d'Izmit –, mais ne donnent ni l'année ni le mois du désastre, toujours prédit, jamais vraiment annoncé. Alors, au petit matin, dans l'ampleur des ruines et des morts, c'est toujours le même refrain : le choc, la rage, l'interrogation sur la surprise, la colère contre des secours impréparés.

Avec raison, parce que c'est son affaire, la presse turque se refuse à n'incriminer que la fatalité, le jeu de plaques tectoniques qui ne préviennent pas de leurs mouvements. Elle accuse le pouvoir à la une : « *Assasins* » ; elle stimagtise non la géologie mais une logique mafieuse ; elle dénonce ce jeu bien politique, où mafias et partis, entrepreneurs et élus de tous bords s'entendent pour bâtir « *à la sauvage* », hors normes, gagnant sur la sécurité. La presse met en lumière les failles d'un système, d'un régime. Elle s'interroge sur la lenteur de la puissante armée turque – le vrai pouvoir, l'institution qui se taille la part belle du budget, cette armée membre de l'OTAN, tout occupée à mener « sa » guerre dans le Kurdistan de Turquie – à se mobiliser au service des victimes.

Proximité géographique et culturelle oblige : l'Union européenne, elle, fait bien de se porter au secours de la Turquie, sans réserve, immédiatement. L'urgence humanitaire est là, immense.

<b>Le Monde</b> est édité par la SA LE MONDE <p>Président du directoire, directeur de la publication<span> </span>: Jean-Marie Colombani Directoire<span> </span>: Jean-Marie Colombani<span> </span>; Dominique Alduy, directeur général<span> </span>; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint</p> Directeur de la rédaction <span> </span> : Edwy Plenel Directeurs adjoints de la rédaction <span> </span> : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhometau Directeur artistique <span> </span> : Dominique Roynet Secrétaire général de la rédaction <span> </span> : Alain Fourment Rédacteurs en chef <span> </span> : <p>Alain Frachon, Erik Izraelewicz (<i>Editoriaux et analyses</i>)<span> </span>; Laurent Greilsamer (<i>Suppléments et cahiers spéciaux</i>)<span> </span>; Michel Kajman (<i>Débats</i>)<span> </span>; Eric Le Boucher (<i>International</i>)<span> </span>; Patrick Jarreau (<i>France</i>)<span> </span>; Franck Nouchi (<i>Société</i>)<span> </span>; Claire Blandin (<i>Entreprises</i>)<span> </span>; Jacques Buob (<i>Aujourd'hui</i>)<span> </span>; Josyane Savigneau (<i>Culture</i>)<span> </span>; Christian Massol (<i>Secrétariat de rédaction</i>) Rédacteur en chef technique<span> </span>: Eric Azan</p> Médiateur <span> </span> : Robert Solé Directeur exécutif <span> </span> : Eric Pialoux <span> </span> ; directeur délégué <span> </span> : Anne Chaussebourg Conseiller de la direction <span> </span> : Alain Rollat <span> </span> ; directeur des relations internationales <span> </span> : Daniel Vernet <span> </span> ; partenariats audiovisuels <span> </span> : Bertrand Le Gendre Conseil de surveillance <span> </span> : Alain Minc, président <span> </span> ; Michel Noblecourt, vice-président Anciens directeurs <span> </span> : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994) Le Monde est édité par la SA Le Monde Durée de la société <span> </span> : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994. Capital social <span> </span> : 1 003 500 F. Actionnaires <span> </span> : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.
---

### IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

## La Yougoslavie et l'Occident

ON ASSURE que le département d'Etat n'aurait pas été d'accord avec le secrétaire à la défense pour l'autorisation donnée à une firme américaine de construire une aciérie en Yougoslavie. Il s'agit là en effet d'une affaire d'intérêt militaire, et l'on sait que les Etats-Unis interdisent l'exportation des matières stratégiques dans les pays d'obédience communiste.

Si le gouvernement américain, après l'intervention de M. Truman, autorise cette exception, c'est évidemment qu'il attache une grande importance à la rupture entre Tito et le Kominform, qu'il tient cette rupture pour définitive, et qu'il veut développer les liens économiques entre la Yougoslavie et l'Occident. Il aura fallu à la diplomatie américaine plus d'un an et la réalisation de trois conditions préalables pour aboutir à cette conclusion que Tito devait être soutenu économiquement.

### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http ://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

# Recensement : un bon score pour la décentralisation

par *Pierre Richard*

LES premiers résultats du recensement montrent l'émergence d'une « autre France », moins jacobine, au développement territorial plus équilibré. Paris ne règne plus sur la province et, dans la plupart de nos régions, commencent à se constituer des pôles de croissance puissants. La richesse d'un pays vient de la multiplicité d'initiatives autonomes, et nous tenons là les premiers signes d'une décentralisation réussie !

Si l'urbanisation croissante de notre pays se confirme, une analyse plus fine des tendances actuelles montre, en effet, l'importance des transformations de l'organisation territoriale française.

Bien sûr, la population française reste majoritairement, faudrait-il dire massivement, urbaine : près de 80 % des Français résident en ville. Bien sûr, l'Ile-de-France conserve une supériorité écrasante, puisqu'elle regroupe 18,7 % de la population totale. Bien sûr, la désertification démographique du territoire continue de s'accroître sur un croissant central, de la Champagne-Ardenne au Limousin et à l'Auvergne. Toutefois, on constate une profonde modification des tendances générales qui dessine un processus de rééquilibrage entre Paris et les grandes métropoles régionales et indique l'essor d'un habitat périurbain.

Leur importance vaut que l'on s'y arrête. Les transformations du paysage urbain et de l'équilibre général du territoire – parce qu'elles vont toutes dans le sens d'une décentralisation par les faits – appellent en effet à redéfinir nombre de problématiques liées à l'aménagement du territoire. Le cas de l'Ile-de-France est étonnant : elle reste certes la première région française, et la région la plus dynamique de la Communauté européenne. Mais elle perd des habitants à un rythme désormais non négligeable ; plus d'un demi-million de Franciliens ont ainsi émigré vers d'autres zones de notre territoire depuis 1990, ce qui représente une augmentation massive des départs par rapport à la période 1982-1990 (dix fois plus).

La concentration en Ile-de-France n'est donc pas un fait inéluctable ! Au-delà des effets de seuil liés à l'hyperconcentration, il faut d'abord y voir, me semble-t-il, l'impact des politiques d'aménagement du territoire impulsées au cours des années 70. Des secteurs entiers d'activités, et non des moindres, ont en effet réussi le pari de leur implantation en province : les télécommunications dans l'ouest de la France, l'aéronautique dans le Sud-Ouest...

Mais cette déconcentration découle aussi de profondes transformations de notre espace de vie. Je citerai deux points essentiels : d'une part le processus de construction européenne qui conduit à renforcer le développe-

ment des zones frontalières et des zones situées le long des axes de communication, d'autre part les mutations économiques et technologiques actuelles qui favorisent une redistribution spatiale des activités : le TGV, le développement des liaisons aériennes à bas prix, Internet, le développement du télétravail et du travail à temps partiel... tous ces facteurs modifient en profondeur notre mode de vie, fondé désormais sur la liberté de choix en tous domaines.

Or la mobilité toujours plus grande des hommes, des entreprises et des capitaux qui en résulte remet sérieusement en cause la notion de localisation. Il n'est pas rare qu'un analyste financier, un professeur d'université ou un créateur d'entreprise Internet, réside à 500 km de son « lieu de travail » où il se rendra trois jours par semaine. Qui pourra prédire aujourd'hui « la carte des services » de demain, quand la distance ef-

#### Nous étions accoutumés à un modèle en cercles concentriques, constitué d'un centre-ville entouré d'une banlieue proche et de ses communes périphériques. Si nous voulons tenir compte du déclin relatif des banlieues et de l'essor du périurbain, il nous faut changer la donne

fective compte moins que l'accessibilité et la durée du temps de transport ? Rappelons qu'il faut aujourd'hui plus de temps pour traverser la capitale sur sa diagonale que pour se rendre de Paris à Lille.

Ainsi, le recensement montre l'émergence de métropoles régionales où les taux de croissance, à une ou deux exceptions près, sont supérieurs à 7 % (la moyenne nationale étant proche de 3,4 %). La décentralisation a permis à certains pouvoirs locaux de rivaliser avec la capitale, et donné aux élus les moyens d'améliorer la compétitivité et l'attrait de leur territoire. Certes nos métropoles ne rivalisent pas encore avec celles de l'Allemagne ou de l'Espagne, par exemple. Mais la France est néanmoins en train d'augmenter le rayonnement de ses grandes villes, Paris bien sûr, Marseille, Lyon, Toulouse, Nice, Nantes, Strasbourg, Montpellier, Bordeaux et Rennes...

Parallèlement à cet essor des grandes métropoles régionales, on observe un autre phénomène majeur : l'émergence de zones périurbaines, suffisamment proches des centres-villes pour avoir accès au pôle de services, mais suffisamment éloignées pour en éviter les nuisances. Ces zones représentent aujourd'hui plus de 10 % de notre territoire et 20 % de la population,

## Le difficile procès des Khmers rouges

*Suite de la première page*

Enfin, à l'issue d'une enquête menée sur place à la fin de l'année 1998, l'ONU a choisi de limiter le procès à ceux qui ont pris les décisions qui ont provoqué la mort d'1,7 million de Cambodgiens de 1975 à 1978 et à leurs principaux exécutants. Sont donc directement concernés, par un procès du type de Nuremberg, les membres du comité central, les chefs de région et les dirigeants de l'appareil de sécurité. Ce point est important : les échelons inférieurs du mouvement khmer rouge ne sont pas visés, ce qui épargne des membres de l'actuel gouvernement cambodgien dont le rôle a été marginal, au sein du mouvement, dans les années 70.

En revanche, au sein de la classe politique, on retrouve tout l'éventail possible de relations avec les Khmers rouges : de la guerre contre eux à la collaboration, de la négociation de déflections à l'alliance politique, du

témoignant ainsi d'un véritable changement de mode de vie des citadins, qui sont de plus en plus nombreux à vouloir à la fois habiter « à la campagne proche de la ville » et travailler « en ville proche de la campagne ».

Ce phénomène de « rurbanisation » n'est pas sans incidence sur la politique des transports, sur le développement des infrastructures, ou encore sur une exigence accrue en matière d'environnement... L'urgence porte sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre le degré d'osmose ville-campagne que souhaitent nos concitoyens, sans pour autant céder à la facilité du « mitage » anarchique du territoire en cercles dépendants les uns des autres, avec des centres qui péricliteraient. Tous ces facteurs nous incitent à repenser les notions d'agglomération et d'intercommunalité à l'échelle du pays tout entier.

Car c'est bien là le cœur du problème. La désaffection croissante de la population pour certaines banlieues, révélée par les résultats du recensement, confirme ce que nous montre chaque jour l'actualité, à savoir la désérence de zones urbaines de plus en plus « malades », repliées sur elles-mêmes, où les difficultés des populations démunies se trouvent considérablement aggravées par un cadre de vie plus que médiocre, des logements de mauvaise qualité, des équipements collectifs inaccessibles, inadaptés ou insuffisants, des espaces verts inexistantes... Toutes les études d'urbanisme et de sociologie l'ont montré : les problèmes de la ville ne seront pas réglés par une « politique des quartiers », mais par une refonte de nos cités.

Or nous ne pourrions procéder à une restructuration des habitats, des transports et du cadre de vie que si un pouvoir fort d'agglomération, légitimé par la population, est mis en place.

L'émergence de l'agglomération en milieu urbain, et des pays en zone rurale, peut nous fournir l'axe dominant de la recomposition nécessaire de notre organisation administrative. Là encore les évidences d'autrefois ne tiennent plus. Certes, l'histoire de la France a privilégié l'uniformisation du territoire sous une seule loi, une seule langue et une seule instance dirigeante. Mais l'ampleur des transformations doit nous pousser à prendre appui sur ce qui est désormais acquis, l'unité, pour favoriser la diversité, seule réponse possible à la complexité et au rythme des mutations en cours. Il est urgent de cesser d'adopter, et d'imposer, des schémas d'organisation territoriale à l'identique sur tout le territoire : ainsi, ne pourrait-on concevoir une « Alsace » qui rassemblerait les compétences de la structure régionale actuelle et des deux départements ? Ne pourrait-on, en faisant un véritable « département-agglomération », donner consistance au « Grand Lyon », ce qu'il est déjà en termes de rayonnement économique ?

Certes, ceci ne correspond pas à la vision uniforme et stratifiée de notre organisation actuelle, mais cette proposition donnerait une impulsion nouvelle à la décentralisation : les compétences seront mieux gérées sur des territoires mieux découpsés, mieux organisés, plus en phase avec les réalités socio-économiques du pays. Les structures territoriales doivent pouvoir vivre, se modifier, se réorganiser constamment. C'est ce que font les entreprises aux prises avec la concurrence, c'est ce que doivent pouvoir faire nos collectivités locales si elles veulent améliorer l'efficacité globale de la nation française.

*Pierre Richard est président du Crédit local de France et de Dexia.*

a eu recours, le féal du jour, pour peu qu'il s'incline après sa défaite. Qu'il y ait donc une résistance générale de l'« élite » au grand débâlage que pourrait constituer un vrai procès pour crimes contre l'humanité est affaire de logique, non de morale.

Dernier débat, sans doute le plus important, celui qui concerne les victimes, y compris les Khmers rouges purgés ou qui ont perdu, comme tout le monde, des membres de leurs familles sous Pol Pot. Il s'agit, en priorité, de leur rendre à la fois des comptes et justice. Sous une apparente passivité, la mémoire est encore écorchée. Privées de sépulture et de reconnaissance, les âmes des défunts errent. Dans une société encore sujette aux paniques collectives, personne ne peut prédire, au juste, comment les Cambodgiens vivront un procès qui refera défilier, devant leurs yeux, l'enfer de leur propre enfance ou celui traversé par leurs parents. Il pourrait y avoir une bonne dose d'indifférence, au moins apparente.

Certains, toutefois, pensent que l'épreuve morbide sera de trop, que les cicatrices sont trop fraîches, que des êtres qui s'accrochent déjà mal d'avoir vécu l'horreur peuvent subir de nouveaux et graves traumatismes. En outre, le système im-

posé par les Khmers rouges étant de tuer pour être épargné, les bourreaux de la base, sans influence mais pas forcément anonymes, ne vont-ils pas paniquer ?

D'autres estiment que, pour accepter l'avenir, celui de leurs enfants, donc pour sortir de leur actuelle culture de survie, les Cambodgiens doivent confronter leur passé proche et tenter, au moins, de comprendre ce qui s'est passé et comment on en est arrivé à de telles extrémités. Bref, pour procéder à une déculpabilisation collective et rendre ses droits à la notion la plus élémentaire de justice, il est indispensable de désigner et de condamner les véritables responsables de leurs malheurs.

*Jean-Claude Pomonti*

#### RECTIFICATIF

#### BANQUES

Contrairement à ce que nous avons écrit dans *Le Monde* du 18 août sur la foi des informations publiées sur le site Internet de la BNP, le conseil d'administration de la banque ne compte plus Jean Gandois parmi ses membres. Deux nouveaux administrateurs ont fait leur entrée : Jean-Marie Messier, PDG de Vivendi, et François Grappotte, celui de Legrand.



# ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 20 AOÛT 1999

**MONDIALISATION** Il ne se passe plus un jour sans que de nouveaux mariages d'entreprises ne soient annoncés en Europe. Télécommunications, banque, chimie,

pétrole, automobile : pas un secteur ne semble devoir y échapper. ● LA NAISSANCE DE L'EURO, qui impose aux groupes un changement de dimension pour exister au sein du

marché unique, nourrit cet engouement. ● LA PRESSION exercée par les concurrents américains, en train de constituer des groupes de taille mondiale, contraint aussi les anciens

champions nationaux européens à se regrouper pour éviter d'être marginalisés. ● LES GROUPE EURO-PÉENS tentent d'autant plus volontiers l'aventure qu'à chaque

nouvelle fusion la Bourse applaudit des deux mains. Ces concentrations sont aux yeux des actionnaires des gages d'économies d'échelle et de rentabilité future.

## Après les Etats-Unis, la folie des fusions s'empare de l'Europe

La pression exercée par les concurrents américains, en train de constituer des groupes de taille mondiale, contraint les anciens champions nationaux européens à se regrouper pour éviter d'être marginalisés

**JUSQU'OU** ira l'engouement pour les fusions ? Il ne se passe plus de jour sans que de nouveaux mariages d'entreprises soient annoncés. Télécommunications, banque, chimie, pétrole, automobile : pas un secteur ne semble devoir y échapper. Même des métiers moins « glamour », comme le machinisme agricole, le tabac ou l'aluminium qui paraissaient devoir être épargnés, succombent à leur tour. Selon une étude du cabinet d'audit KPMG Corporate Finance, près de 2 500 opérations transfrontalières ont été réalisées au cours du premier semestre. Leur montant total a dépassé les 411 milliards de dollars (384 milliards d'euros), en hausse de 68 % par rapport au premier semestre de 1998.

### COURSE AU GIGANTISME

La course au gigantisme ne semble pas prête à s'arrêter. Après s'être développée aux Etats-Unis, elle s'empare de toute l'Europe. La naissance de l'euro, qui impose aux groupes un changement de dimension pour exister au sein du marché unique, vient sans doute nourrir cet engouement. Il se trouve renforcé par la pression exercée par les concurrents américains, en train de constituer des groupes de taille mondiale. Face à ces nouveaux « titans », les anciens champions nationaux européens apparaissent comme des Lilliputiens. Craignant d'être marginalisés, ils ressentent la nécessité urgente de se regrouper.

Les dernières réticences qu'ils pouvaient avoir à s'associer avec des rivaux d'hier, tombent lorsqu'ils considèrent les réactions des marchés boursiers. A chaque nouvelle fusion, les investisseurs applaudissent des deux mains : ces concentrations sont, à leurs yeux, des gages d'économies d'échelle et de rentabilité future. « Il y a une prime aux grands groupes. Acquérir une taille mondiale offre une visibilité sur les marchés financiers, valorise mieux les cours de Bourse et donne un meilleur accès aux capitaux », reconnaissait le PDG de Pechiney lors de l'annonce, le 11 août, de la fusion de son groupe avec le canadien Alcan et le suisse Algroup.

Le secteur des télécommunications a été le premier à prendre la mesure de ces changements. A voir les groupes américains se regrouper, s'emparer de sociétés performantes dans les nouvelles technologies, les opérateurs européens ont senti la nécessité de réagir, sous peine de se laisser distancer et de

Les principales opérations depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 1999							
CLASSEMENT en valeur							
ACQUÉREUR		CIBLE		DATES	OPÉRATION	SECTEUR	VALEUR
						en milliards de dollars	
ATT	(EU)	MEDIAONE	(EU)	22/04/1999	OPA hostile	Télécommunications	62,5
VODAFONE	(GB)	AIRTOUCH	(EU)	17/01/1999	Rachat	Télécommunications	60,3
OLIVETTI	(ITALIE)	TELECOM ITALIA	(ITALIE)	20/02/1999	OPA hostile	Télécommunications	57,9
ELF AQUITAINE	(FRANCE)	TOTALFINA	(FRANCE)	19/07/1999	Contre-OPE	Pétrole	51,1
TOTALFINA	(FRANCE)	ELF AQUITAINE	(FRANCE)	05/07/1999	OPE hostile	Pétrole	48,1
BNP	(FRANCE)	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	(FRANCE)	09/03/1999	Contre-OPE	Finances	37,7
		PARIBAS	(FRANCE)				
QWEST	(EU)	US WEST	(EU)	04/06/1999	OPE amicale	Télécommunications	35
BP AMOCO	(GB)	ARCO	(EU)	04/04/1999	OPE amicale	Pétrole	27,2
LUCENT	(EU)	ASCEND	(EU)	01/02/1999	Rachat	Télécommunications	21,4
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	(FRANCE)	PARIBAS	(FRANCE)	01/02/1999	OPE amicale	Finances	18,2
FLEET FINANCIAL	(EU)	BANK OF BOSTON	(EU)	14/03/1999	OPE amicale	Finances	15,9
ALLIED SIGNAL	(EU)	HONEYWELL	(EU)	07/06/1999	OPE amicale	Électronique	15,6
DEUTSCHE TELEKOM	(ALL)	ONEZONE	(GB)	06/08/1999	Rachat	Télécommunications	13,6
REPSOL	(FRANCE)	YPF	(ARGENTINE)	30/04/1999	OPA amicale	Pétrole	13,5
NTL	(EU)	CABLE & WIRELESS CABLE	(GB)	26/07/1999	Rachat	Télécommunications	13
BRITISH AEROSPACE	(GB)	MARCONI ELECTRONICS	(GB)	10/01/1999	Rachat	Défense	12,8
GLOBAL CROSSING	(BERMUDES)	FRONTIER CORP	(EU)	17/03/1999	Rachat	Télécommunications	12,6
DOW CHEMICAL	(EU)	UNION CARBIDE	(EU)	04/08/1999	OPE amicale	Chimie	11,7
BANCO DE SANTANDER	(ESPAGNE)	BANCO CENTRAL HISPANO	(ESPAGNE)	15/01/1999	OPE amicale	Finances	11,3
AIR LIQUIDE	(FRANCE)	BOC	(GB)	13/07/1999	OPA amicale	Gaz industriels	11,1
AIR PRODUCTS	(EU)						
LLOYDS TSB	(GB)	SCOTTISH WIDOWS	(GB)	23/06/1999	Rachat	Finances	11,1
INTESA	(ITALIE)	COMIT	(ITALIE)	01/07/1999	OPE amicale	Finances	9,6
ALCAN	(CANADA)	PECHINEY	(FRANCE)	11/08/1999	OPE amicale	Aluminium	9,2
		ALGROUP	(SUISSE)				
BAT	(GB)	ROTHMANS INT	(SUISSE)	12/01/1999	Rachat	Tabac	8,7
VOLVO	(SUÈDE)	SCANIA	(SUÈDE)	06/08/1999	Rachat	Poids lourds	7,4
AT HOME	(EU)	EXCIDÉ	(EU)	19/01/1999	OPE	Internet	6,5
VIVENDI	(FRANCE)	US FILTER	(EU)	22/03/1999	Rachat	Eau	6,2
FORD	(EU)	VOLVO	(SUÈDE)	28/01/1999	Rachat	Automobile	6,2
ALCOA	(EU)	REYNOLDS	(EU)	11/08/1999	OPE	Aluminium	5,6
RENAULT	(FRANCE)	NISSAN	(JAPON)	27/03/1999	Participation	Automobile	5

Source : Thomson Financial Securities Data - Le Monde

perdre pied dans la révolution du numérique et d'Internet. Prise de contrôle de sociétés de téléphone mobile, concentration dans le câble, rachat de sociétés spécialisées dans les technologies Internet : chaque groupe a sa stratégie d'approche. La bataille autour de Telecom Italia a durci encore la compétition. Même si les action-

naires ont préféré la solution nationale proposée par Olivetti à celle avancée par Deutsche Telekom, le conflit a démontré que les anciens monopoles nationaux n'étaient plus intouchables. Déjà, la compagnie publique suédoise Telia et l'opérateur public norvégien Teletnor ont choisi, début juin, de se regrouper. De tels rapprochements

amicaux ou hostiles risquent de se multiplier dans les prochains mois.

Si les tensions semblent s'être momentanément apaisées dans la pharmacie et la chimie, témoins de vastes regroupements dont le dernier en date est celui de Rhône-Poulenc et Hoechst, le secteur pétrolier fait l'objet de toutes les spéculations. Lorsque le britannique

BP a racheté l'américain Amoco en août 1998, un tabou a été brisé. Depuis, la course à la taille s'est engagée. Exxon a réagi en prenant Mobil. L'espagnol Repsol a mis la main sur l'argentin YPF, le norvégien Statoil tente de fédérer tous les actifs publics du pays afin de s'inscrire dans les nouvelles références mondiales, et Total et Elf, considé-

rés comme les deux champions nationaux français, se livrent une bataille sans retenue pour savoir lequel l'emportera sur l'autre.

Les appétits sont tous aussi féroces dans le secteur bancaire. La constitution d'ensembles puissants de par et d'autre de l'Atlantique, à l'image de Deutsche Bank-Bankers Trust, ajoutée à l'arrivée de l'euro, ont fait prendre conscience à beaucoup d'acteurs de la nécessité de changer de dimension. Les uns, à l'image de Fortis-Générale de Banque, ont opté pour des regroupements transfrontaliers. En Europe du Sud, chaque pays essaie d'abord de regrouper ses forces, en plus ou moins bon ordre. Les banques espagnoles Banco de Santander et Banco Central ont fusionné amicalement. Après un long conflit avec Mediobanca, grand ordonnateur du capitalisme italien, la Comit, qui devait initialement se rapprocher d'Unicredito, s'est alliée avec Intesa. Quant au projet SBP (Société Générale-BNP-Paribas), il tourne à la confusion générale.

### INTENSIFICATION

Ces grands mouvements devraient s'intensifier dans les prochains mois. La peur d'être marginalisé et de ne plus avoir la bonne dimension pour capter les marchés et les capitaux est telle qu'elle provoque une fringale généralisée de fusion. Aucun secteur ne semble devoir y échapper. Une récente étude de Merrill Lynch prédit une accélération des mariages dans la distribution alimentaire, pour contrer la montée en puissance de l'américain Wal-Mart en Europe, après le rachat du britannique Adsa. D'autres s'attendent à des regroupements rapides dans l'aluminium européen après la fusion d'Alcan, Pechiney et Algroup.

Le bouleversement dans l'économie européenne s'annonce profond. D'autant que tous les pays peuvent désormais y participer. Jusqu'à alors, les grandes fusions semblaient circonscrites à l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, qui ont des marchés de capitaux importants. Avec l'euro, les autres pays européens ont désormais accès à ces marchés élargis. L'italien Olivetti ou l'espagnol Repsol en ont profité pour mener des acquisitions énormes, qui auraient été hors de leur portée auparavant. D'autres risquent d'être tentés de les imiter.

Martine Orange

### TROIS QUESTIONS À...

#### GÉRARD LAYOLE

**1** Chef de projets à l'institut Entreprise & Personnel, vous venez de réaliser une étude intitulée « Fusions-acquisitions : les chemins périlleux de l'intégration ». Comment expliquer que ces opérations donnent souvent des résultats moins bons que prévu ?

Il y a plusieurs explications. Comme elles ne sont souvent ni techniques, ni financières, ni organisationnelles, on les qualifie, faute de mieux, de culturelles. Mais la dimension culturelle est souvent un alibi. On la met en avant pour dissimuler des problèmes liés à des enjeux réels, en particulier des intérêts divergents. D'ailleurs, contrairement à ce que l'on croit, les problèmes culturels n'émanent pas toujours de l'entreprise rachetée. Si les avantages sociaux sont plus importants dans l'entreprise prédatrice, des tensions risquent d'y apparaître car les salariés craignent qu'on les remette en cause.

**2** Y a-t-il des recettes ? Faut-il par exemple toujours essayer de conserver la culture et le savoir-faire de l'entreprise achetée ?

Non, il n'y a pas de recette. Certains disent qu'il faut la conduire comme un projet industriel, dans la transparence. Mais c'est souvent

impossible. Les fusions-acquisitions constituent toujours une période d'incertitude durant six à douze mois, y compris pour la plupart des dirigeants. Il faut apprendre à gérer l'incertitude. Certaines entreprises comme General Electric et Lafarge, habituées à des opérations de croissance externe, nomment toujours un responsable à plein temps de la fusion. Certains disent qu'il faut chercher à préserver la culture de l'entreprise acquise. Je pense pour ma part que cela dépend des cas. L'entreprise qui en achète une autre doit se demander si la culture de l'entreprise-cible fait partie de ce qu'elle veut acheter. Si vous cherchez à acquérir des compétences techniques ou commerciales dont vous ne disposez pas en interne, il faut bien sûr garder la culture d'entreprise. Si vous achetez des raffineries et un réseau de distribution pour accroître la quantité d'essence vendue, la culture d'entreprise n'a pas d'intérêt.

**3** Les fusions-acquisitions entraînent-elles toujours des suppressions d'emplois ?

A priori, oui, mais il faut regarder de plus près. Si une entreprise externalise une activité ou crée une filiale, il s'agit autant de déplacement que de réduction d'emplois.

Propos recueillis par Frédéric Lemaître

## Les repreneurs de poussières d'empire

**LES BOURSIERS** n'ont pas compris. Alors que l'américain Dow Chemical commençait à s'entêter dans les biotechnologies, pourquoi a-t-il décidé brusquement de racheter son compatriote Union Carbide ? Un de ces vieux groupes chimiques qui fait du plastique, des solvants, du chlore. Des activités que tous les chimistes essaient d'abandonner. William Stavropoulos, le PDG de Dow Chemical, a eu beau parler, comme le veut désormais l'usage, « de groupe de taille mondiale et de création de valeur », il n'a pas convaincu. Le lendemain, les marchés ont sanctionné ce projet de rapprochement.

Ils sont quelques-uns à oser braver les analystes et les investisseurs qui ne jurent plus que par Internet, les biotechnologies et la finance. Parce que le monde aura toujours besoin d'acier, de chimie lourde, de plastique, de machines agricoles, ces derniers résistants pensent qu'il a un avenir dans ces secteurs. Alors que les grands groupes à la mode s'empressent de se débarrasser de toutes ces activités, en créant des sociétés indépendantes plus ou moins viables, eux se précipitent pour reprendre ces poussières d'empire.

Depuis quelques mois, les fusions et les rachats se multiplient

dans ces secteurs, considérés comme « les bas morceaux » de l'économie. Les actionnaires du constructeur américain de machines agricoles Case ont ainsi massivement approuvé, mercredi 17 août, la fusion avec l'européen New Holland, filiale de Fiat, en vue de créer le numéro un mondial du machinisme agricole.

### DEVENIR INCONTOURNABLE

Dans le tabac, métier abandonné par les investisseurs effrayés par l'importance des risques judiciaires, des ténéraires sont en train de réorganiser tout le secteur. Japan Tobacco s'est récemment porté acquéreur de l'américain RJ Reynolds (Camel, Winston). Après avoir acquis Rothmans, le britannique BAT a poursuivi sur sa lancée en achetant pour 4,2 milliards de livres (2,7 milliards d'euros) le reste du capital du canadien Imasco qu'il ne possède pas encore. Pour financer l'opération, le groupe a prévu de dépecer la firme canadienne et de vendre toutes les activités financières que cette dernière possédait pour ne conserver que le tabac.

Au-delà des classiques économies d'échelle, les dirigeants de ces groupes espèrent acquérir une taille qui leur permettra de mieux

résister aux cycles, voire d'avoir un poids tel qu'ils puissent suffisamment peser sur l'organisation de leur secteur. Par le biais de fusions, certains sont en voie de devenir des partenaires incontournables. A la suite de leur rapprochement, Case-New Holland se trouvera en situation de quasi-duopole avec l'américain John Deere sur le marché du machinisme agricole. Dow Chemical et Union Carbide reconnaissent officiellement avoir ensemble 20 % du marché mondial et 40 % du seul marché américain du polyéthylène, plastique utilisé pour les sacs et les emballages alimentaires. Le nouvel ensemble, créé par Alcan, Pechiney et Algroup, va se retrouver à l'égalité avec l'américain Alcoa. Leur deux voix risquent de peser très lourd sur le monde de l'aluminium, jusque-là très anarchique.

Ces grands ensembles ne dégaieront jamais la même rentabilité qu'une société naissante qui réussit dans les nouvelles technologies. Mais ils sont en train de se bâtir des rentes régulières sur des pans entiers de l'économie. Pour l'instant, les autorités de la concurrence ne semblent pas s'en émouvoir.

M. O.

### Les premières banques, conseils pour les fusions-acquisitions

Classement des banques d'affaires sur le marché des fusions-acquisitions, au cours du premier semestre 1999, établi par Thomson Financial Securities Data

- 1. Goldman Sachs** : 110 opérations d'une valeur totale de 362 milliards de dollars
- 2. Merrill Lynch** : 108 opérations ; 287 milliards.
- 3. Morgan Stanley Dean Witter** : 107 opérations ; 257 milliards
- 4. Salomon Smith Barney** : 99 opérations ; 180 milliards.
- 5. Donaldson, Lufkin & Jenrette (DLJ)** : 115 opérations ; 174 milliards.
- 6. Lehman Brothers** : 60 opérations ; 169 milliards
- 7. Crédit Suisse First Boston** : 81 opérations ; 168 milliards.
- 8. Chase Manhattan** : 33 opérations ; 116 milliards
- 9. Allen & Co** : 5 opérations ; 68 milliards
- 10. JP Morgan** : 41 opérations ; 63 milliards
- 11. Lazard (New York, Londres, Paris)** : 32 opérations ; 44 milliards. La Société générale, première banque française, se classe au 22<sup>e</sup> rang, avec 10 opérations d'une valeur totale de 9,2 milliards.



# André Lévy-Lang a décidé de quitter la présidence de Paribas

Les états-majors de la banque d'affaires et de la BNP sont décidés à réaliser rapidement le rapprochement des deux établissements.

Les négociations se poursuivent entre la Société générale et la BNP sous l'égide de l'autorité bancaire

Le conseil de surveillance de Paribas a pris acte, mercredi 18 août, de sa défaite boursière indiquant vouloir « *aborder le rapprochement avec la BNP et la construction du nouveau groupe dans un esprit d'ou-*

*verture* ». André Lévy-Lang, président du directoire de Paribas, a annoncé au conseil qu'il va quitter ses fonctions dans les prochains jours. Il avait défendu au cours des six derniers mois le rapprochement avec la

Société générale (SG) que les actionnaires de Paribas ont massivement rejeté au bénéfice d'un mariage avec la BNP. L'organisation future de Paribas va dépendre maintenant de l'issue de l'autre volet de la

bataille des banques entre la BNP et la Société générale. Les autorités bancaires françaises cherchent toujours une « *solution concertée* ». Selon le *Wall Street Journal* du jeudi 19 août, le gouverneur de la

Banque de France, Jean-Claude Trichet, aurait proposé à la BNP et la Société générale un compromis selon lequel chacune des banques détiendrait une participation minoritaire dans le capital de l'autre.

**FIN DE PARTIE** pour André Lévy-Lang. Le président du directoire de Paribas a annoncé, mercredi 18 août, lors du conseil de surveillance de la banque, qu'il va quitter ses fonctions. Il remettra sa démission lors du prochain conseil, qui se tiendra après la publication des résultats définitifs des offres. Il tire la leçon de son échec, et a pris sa décision dès les résultats connus, confie un membre du conseil. Paribas ne souhaitait pas faire de commentaire à ce sujet.

Tandis que M. Lévy-Lang militait depuis le 1<sup>er</sup> février pour un mariage avec la Société générale (SG), il a essayé en effet une sévère défaite. La BNP détient 65,1 % de Paribas, la Société générale n'ayant convaincu que 26,3 % des actionnaires de la banque de la rue d'Antin.

Prenant acte de son changement de propriétaire, le conseil de Paribas « *a affirmé son soutien au président du conseil de surveillance et au directoire dans leur volonté de rapprochement avec la BNP et la construction d'un nouveau groupe dans un esprit d'ouverture, de respect des forces et des valeurs des métiers de Paribas* », indique le communiqué diffusé à l'issue du conseil. Michel François-Poncet, président du conseil de surveillance, restera pour « *gérer la transition* », « *à la demande du PDG de*

*la BNP, Michel Pébereau* ». Les 31 membres de la direction, puis les 200 principaux cadres de Paribas avaient été réunis dans la matinée de mercredi par MM. Lévy-Lang et François-Poncet. Ce dernier leur a indiqué que la question de la démission de M. Lévy-Lang était « *prématurée* ».

**PREMIERS CONTACTS**

Les équipes de Paribas, non sans amertume, sont dans l'attentisme. Elles souhaitent que les choses aillent vite. Elles n'avaient guère apprécié le côté parfois conquérant de certaines équipes de la Générale au cours des négociations menées en vue du rapprochement des deux établissements. « *Ces maladresses, commises quelques semaines après l'annonce du mariage avec SG, n'ont pas été corrigées ensuite* », explique un proche. La BNP souhaite adopter une méthode plus douce. Les premiers contacts ont été pris avec les équipes de Paribas. Mais la tâche semble délicate. Il s'agit en effet de mener à bien un rapprochement de deux banques dont les états-majors se sont affrontés pendant plusieurs mois.

Pour autant, l'organisation future de Paribas dépendra de l'issue de la bataille : mariage à deux (BNP-Paribas) avec une SG indépendante, ou mariage à trois pour

former SBP (SG-BNP-Paribas). Si le sort de Paribas s'est réglé sur les marchés, ce n'est pas le cas pour l'offre de la BNP sur SG, qui a rallié 36,8 % du capital (31,5 % des droits de vote). Le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (Cecei) doit décider s'il autorise la BNP à conserver sa participation minoritaire dans SG.

Il a indiqué mardi qu'il se réunirait pour rendre sa décision la semaine prochaine, mais plusieurs sources indiquent que cette date pourrait être avancée. Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, qui préside le Cecei, a rencontré dans la soirée de mercredi les présidents de la BNP et de la Société générale, respectivement Michel Pébereau et Daniel Bouton, et d'autres rendez-vous sont pris pour jeudi. L'autorité bancaire veut trouver une solution concertée, qui pourrait mettre fin à la bataille entre les deux banques. « *Le Cecei cherche une solution, mais aucune n'a aujourd'hui été trouvée* », commentait simplement jeudi une

source proche du Cecei. « *La thèse d'aucune des deux banques n'est convaincante* », soulignait une dé pêche de l'AFP.

**PARTICIPATIONS CROISÉES**

Selon l'édition de jeudi du *Wall Street Journal*, les deux banques pourraient engager des partenariats dans certains domaines spécifiques mais ces coopérations n'aboutiraient pas à la fusion à trois SBP. Ce schéma prévoit que la BNP conserve « *au moins une partie* » des 36,8 % de la SG qu'elle dé-

tient tandis que la SG prendrait également une participation dans le capital de sa rivale. Ce scénario, qui n'est pas commenté par les intéressés, ne semble pas être acceptable par les protagonistes. « *L'idée est de permettre aux participants de sauver la face, mais son acceptabilité dépendra du niveau des participations* », déclare une personne proche des discussions citée par le quotidien anglosaxon. La BNP milite becs et ongles pour pouvoir conserver sa participation, tandis que la Générale estime

que l'existence de cette participation minoritaire hostile lui serait très préjudiciable. La BNP affirme qu'elle va rallier de nouveaux actionnaires à son projet.

A la question de savoir ce qui se passera si le Cecei autorise la BNP à conserver sa participation, Daniel Bouton, président de SG, répond, dans une interview à l'hebdomadaire *Paris-Match* du 19 août : « *Ce sera la bataille. Mais ce n'est pas moi qui aurai déclenchée. Ce serait la conséquence d'une décision contraire à la volonté des deux tiers des actionnaires de la Société générale* ». Et de poursuivre : « *Les dirigeants de la BNP ont perdu et ils le savent. Mais ils essaient d'obtenir par la voie politique et technocratique ce que les actionnaires leur ont refusé* .» Le son de cloche est évidemment tout autre à la BNP, qui affirme déceler des « *preuves de désagrégation* » de l'actionnariat de SG. En tout cas, les discussions promettent d'être encore animées ces prochains jours.

*Pascale Santi*

## Une décision logique

LE PREMIER grand perdant dans cette bataille des banques est André Lévy-Lang, président du directoire de Paribas. La défaite est dure, et « *injuste* », selon certains. Il doit essayer le revers cinglant des actionnaires, qui ont choisi à 65 % la BNP et seulement à 26,3 % son projet de mariage avec la Société générale (SG), schéma que M. Lévy-Lang a défendu pendant plus de six mois. Il en tire les leçons et s'en va.

Préparé dans le plus grand secret, le projet de mariage avec SG, annoncé le 1<sup>er</sup> février, a fait l'effet d'une bombe. Il faut dire que le patron de Paribas a surpris tout le monde en changeant soudainement de stratégie à la fin de 1998. Il avait jusqu'alors défendu bec et ongles l'indépendance de Paribas. Il s'est ensuite rallié à l'idée de la nécessité de bouger. Les mouvements de concentration dans le secteur bancaire en Europe et dans le monde ont certes joué, de même que la naissance de l'euro. Mais il a surtout été acculé par ses actionnaires à adopter une stratégie plus audacieuse. Le principal d'entre eux, Claude Bébéar, président d'Axa, l'avait même critiqué publiquement en octobre 1998, poussant alors dans la coulisse à une union avec la BNP ou le Crédit lyonnais.

Si M. Lévy-Lang a toujours fait l'unanimité sur son « *extrême intelligence* », ses choix ont parfois été contestés vivement dans une maison comme Paribas où, par tradition, les baronnies ont toujours été puissantes. Arrivé à la tête du groupe en juin 1990, au lendemain de l'OPA ratée sur la Compagnie de navigation mixte, M. Lévy-Lang mettra des années à redresser la barre. Sa vie de banquier n'a rien d'un long fleuve tranquille.

Affaiblié par cinq ans de nationalisation, la Compagnie financière de Paribas peine à retrouver, au début des années 90, son rôle

traditionnel de parrain du capitalisme français. Elle est, comme les autres banques, touchée de plein fouet par la crise immobilière. Paribas annonce les premières pertes de son histoire en 1991, et se retrouve en déficit en 1995. En 1996, Paribas réussit enfin, à la deuxième tentative, son OPA sur la Navigation mixte, « *certainement la plus belle opération de M. Lévy-Lang* » à la banque, souligne un cadre.

**ADEPTE DU CONSENSUS**

Mais déjà les critiques sur le « *manque de stratégie* » de M. Lévy-Lang se développent. La route de Paribas croise une première fois celle de la Société générale, qui lui rachète le Crédit du Nord en 1996. Ensuite Paribas absorbe la Compagnie bancaire, sa filiale, pour mieux se protéger. Mais, sous la contrainte, M. Lévy-Lang sera forcé d'envisager une alliance d'une tout autre ampleur...

Courtois, réfléchi, adepte du consensus, M. Lévy-Lang n'est pas un meneur d'hommes, même s'il finira par s'imposer peu à peu chez Paribas. Né en Egypte en novembre 1937, André Lévy-Lang sort major de l'École polytechnique. Il est alors de nationalité égyptienne, ce qui l'empêche d'intégrer un grand corps de l'Etat. Devenu français, il entre au Commissariat à l'énergie atomique, puis, en 1962, chez Schlumberger, où il reste douze ans. Diplômé de l'université de Stanford, M. Lévy-Lang manie à la perfection la langue anglaise. Il entre à la Compagnie bancaire, filiale de Paribas spécialisée dans les services financiers, dont il prend la tête en 1982. Et l'ingénieur se fond sans problème dans la peau d'un banquier. Son style tranchera avec celui du secteur bancaire, dominé par les inspecteurs des finances.

*P. Sa.*

### Le RPF dénonce le pouvoir des fonds de pension

Le secrétaire général du Rassemblement pour la France (RPF), Jean-Jacques Guillet, juge que le résultat de la bataille boursière entre les banques BNP, Société générale et Paribas montre que « *la prétendue démocratie des actionnaires est aujourd'hui un leurre* ». M. Guillet note que « *nos concitoyens se sont rendu compte que seuls les marchés, et avec eux les fonds de pension anglo-saxons, détenteurs à 40 % environ des entreprises concernées, étaient maîtres de la situation* ». Et ce, bien que, selon lui, « *tant [les] acteurs que [les] autorités de tutelle [aient] exprimé leur souci d'une solution franco-française* ». « *Ainsi, la prétendue démocratie des actionnaires est aujourd'hui un leurre. Elle ne le serait pas moins demain s'il existait des fonds de pension français qui auraient les mêmes préoccupations de rentabilité que les autres* », affirme M. Guillet, se démarquant ainsi du RPR qui avait estimé mardi que la situation aurait été différente si des fonds de pension français avaient existé.





## Le dénouement « à la française » est le pire des scénarios pour la City

### LONDRES

de notre correspondant à la City  
L'expression revient sans cesse à la City : « *What a pity!* » Quel dommage, en effet, que la BNP ne soit pas parvenue à gagner la majorité de la Société générale. Aux yeux de la première place boursière européenne, la guerre sans merci que se livrent depuis près de six mois trois des plus belles banques françaises a débouché sur le pire scénario possible : l'arbitrage des pouvoirs publics. Surtout aussitôt l'immanquable parallèle entre une France que l'on

croit – sans doute prématurément – convertie aux mérites de la création de valeur pour l'actionnaire et le modèle anglo-saxon.

« *Le gouvernement français a réagi de manière très française au lieu de laisser le marché trancher, comme c'est le cas aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Les actionnaires sont assez grands pour déterminer seuls où réside leur intérêt. En donnant l'impression de favoriser la BNP, l'objectif des autorités était en fait de déterminer un schéma général de consolidation du secteur bancaire français auquel*

*devront se conformer les autres établissements excluant les étrangers, y compris ceux originaires de la zone euro* » : ce point de vue de Prash Arora, gestionnaire de portefeuilles chez Old Mutual, est partagé par de nombreux supporters de Michel Pébereau, le président de la BNP.

### MAUVAIS SOUVENIR

Dale Robertson, d'Edinburgh Fund Managers, une charge écosaise détentrice de titres de la BNP, a gardé de la dernière intervention ratée de la Banque de

# L'effervescence en France donne des idées de concentration aux marchés allemands

### FRANCFORT

de notre correspondant  
L'issue de la bataille bancaire française intéresse de près la place de Francfort. « *Si elles n'ont aucune chance de pouvoir s'immiscer dans le jeu, les banques allemandes l'observent avec une grande attention* », indique un analyste financier. Alors qu'ils se sont abstenus de multiplier les commentaires au plus fort de la tempête, les principaux établissements privés retiennent encore leur souffle.

La Dresdner Bank, qui détient une participation inférieure à 1 % dans la BNP, est aujourd'hui la plus concernée. Son président du

directoire, Bernhard Walter, a fait part, lundi 16 août, de son désir d'accroître « *fortement* » cette coopération. « *Les pourparlers étaient depuis six mois interrompus, mais pas rompus* », a-t-il déclaré, avant de préciser que la Dresdner « *ne se contente pas d'observer, elle est très proche* » des opérations en cours en France.

### DIFFÉRENCE DE POIDS

M. Walter a multiplié les allers-retours à Paris ces derniers jours, participant notamment au conseil d'administration de la BNP, lundi soir. La banque francfortoise confirme être « *en contact per-*

*manent* » et au plus haut niveau avec son homologue française. « *Avant la bataille boursière, nous réfléchissions déjà à un approfondissement de ce partenariat* », indique une porte-parole de la Dresdner Bank, qui ne veut pas en dire davantage sur les intentions de son établissement.

« *La Dresdner Bank est sûrement très intéressée par une extension du partenariat, commente un analyste financier de Francfort, mais cela pourrait être plus compliqué si la BNP devient nettement plus importante qu'elle.* » Dans ce cas, l'établissement allemand aurait du mal à faire valoir ses points de

vue, voire à augmenter sa participation au capital du nouvel ensemble. « *La coopération est possible lorsque les deux parties sont d'un poids équivalent, confirme un autre observateur. Dans le cas d'une solution à trois, avec Paribas et la Société générale, la BNP aurait beaucoup d'autres possibilités et une séparation n'est pas à exclure.* »

Plus largement, les six derniers mois de bras de fer inspirent des commentaires contradictoires sur l'image de la place parisienne. « *Cela n'aura pas été très positif* », dit Volker von Krüchten, analyste à la BHF Bank. Les divergences entre les établissements, d'une part, le secteur bancaire et la Banque de France, d'autre part, contrastent, fait-on remarquer, avec le consensus cultivé à Francfort.

### « NE JAMAIS DIRE JAMAIS »

En revanche, certains estiment que le capitalisme français aborde une nouvelle ère au travers des restructurations bancaires : « *Il est assuré, qu'après la bataille, plus rien ne sera comme avant* », estime le correspondant à Paris du quotidien économique Handelsblatt. « *Le vieux compagnonnage entre l'Etat et l'économie n'est plus non plus à l'ordre du jour* », bien que cette mutation « *soit loin d'être évidente* », observe le journal.

Enfin, l'effervescence bancaire chez le voisin français redonne un peu d'actualité aux réflexions sur la concentration du secteur en Allemagne. Pour le moment, les fusions d'envergure sont très hypothétiques. Entre les grandes enseignes privées, les cas de figure ne sont pas nombreux. Après la fusion laborieuse des deux grandes banques bavaroises au sein de l'Hypovereinsbank, le rapprochement entre cette dernière et la Dresdner Bank est évoqué. Il dépendra en partie de la volonté d'un de leurs principaux actionnaires communs, l'assureur Allianz. Selon le patron de la Dresdner, qui repousse encore cette éventualité, « *il ne faut jamais dire jamais. Mais pas pour le moment* ».

Signe que les esprits sont peut-être en train d'évoluer, la Bourse de Francfort a été animée, mercredi 18 août, par des rumeurs de fusion entre la Dresdner et la Deutsche Bank. Une hypothèse très improbable voici encore quelques semaines. Toutefois, selon le représentant d'une grande banque française, « *une tentative de prise de contrôle inamicale demeure difficilement imaginable* » outre-Rhin.

Marc Roche

Philippe Ricard

## Trois des plus grandes banques japonaises étudient leur union

TROIS des plus grandes banques japonaises, Industrial Bank of Japan, Dai-Ichi Kangyo Bank et Fuji Bank, ont décidé de s'allier et de former une holding commune à partir de l'automne 2000, ont indiqué, mercredi 19 août, le quotidien économique japonais *Nihon Keizai Shimbun* et la télévision NHK. Selon ces sources, l'accord signé par les trois banques donnera naissance au plus grand groupe bancaire au monde, avec un actif total de 142 milliards de yens (1 200 milliards d'euros, 1 300 milliards de dollars).

« *Tout ce que nous pouvons dire pour le moment, c'est que les trois banques sont en train de négocier plusieurs hypothèses d'alliance* », a indiqué un porte-parole de l'Industrial Bank of Japan (IBJ), sans confirmer ces informations de presse. Fuji Bank et DKB se sont refusées à faire le moindre commentaire. Ces deux établissements sont déjà alliés dans les activités fiduciaires (*trust banking*), c'est-à-dire essentiellement la gestion des fonds de pensions et d'épargne.

### UN SECTEUR EN RESTRUCTURATION

Selon le *Nihon Keizai Shimbun*, « *les opérations bancaires des trois groupes vont être séparées en plusieurs secteurs : banque de détail, activités destinées aux entreprises, et banque d'investissement sur la base des techniques financières de haut niveau* ». Les trois établissements ont l'intention, selon le quotidien

nippon, de mettre en commun les domaines à fort volume d'activité et de réorganiser leurs filiales et leurs petites activités de courtage.

Le secteur bancaire japonais, alourdi par d'énormes créances douteuses résultant de la crise boursière et immobilière du début de la décennie, est entré depuis un an dans une phase de profonde restructuration, encouragée par des injections massives de fonds publics.

Deux des principales banques, spécialisées dans les prêts à long terme, la Long-Term Credit Bank of Japan et la Nippon Credit Bank, écrasées par les dettes, ont fait faillite et ont dû être nationalisées en 1998. La banque Industrial Bank of Japan (IBJ), également spécialisée dans les crédits à long terme utilisés essentiellement pendant l'après-guerre pour financer la reconstruction du pays, fait figure de survivante. Mais devant l'extinction programmée de son métier d'origine – le financement à long terme des entreprises –, elle ambitionne de se transformer en banque d'investissement.

Même si les informations des médias japonais n'ont pas été confirmées officiellement, les titres des trois groupes concernés ont flambé, mercredi 18 août, à la Bourse de Tokyo. L'action Dai-Ichi Kangyo a gagné 11,1 %, le titre Fuji Bank a enregistré une hausse de 11,7 %, et celui de l'IBJ a progressé de 11,3 %. – (AFP)



# COMMUNICATION

LE MONDE / VENDREDI 20 AOÛT 1999

## ONDES COMMUNAUTAIRES

# Radio Djiido, « le lien » kanak, cherche un second souffle

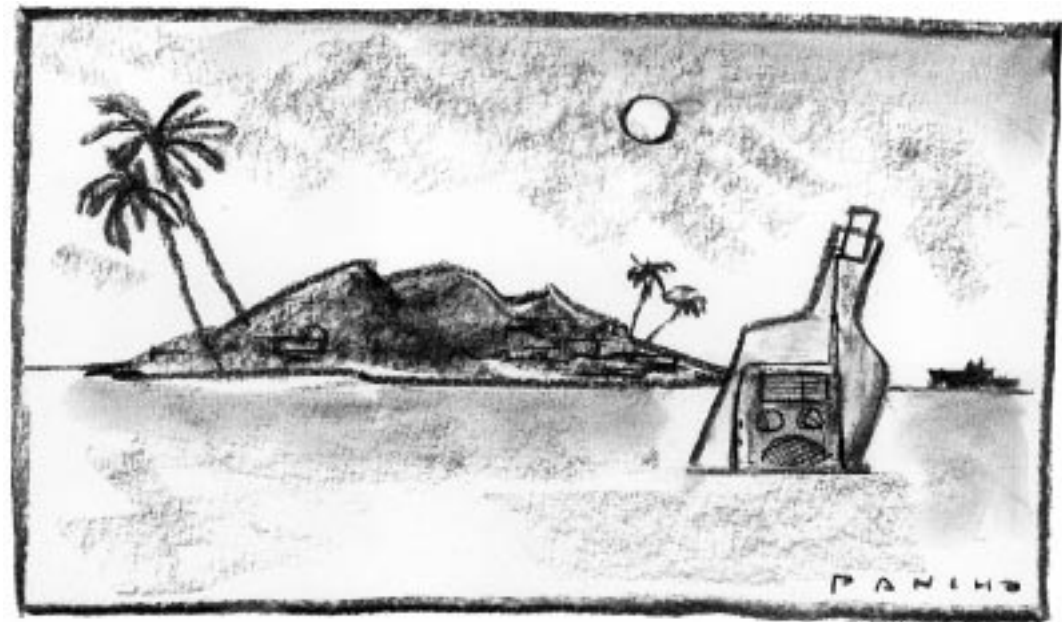
97,4. En phase avec la jeunesse locale grâce à une programmation musicale variée, la station est en quête d'identité, entre l'esprit militant d'hier et les réalités de la Nouvelle-Calédonie d'aujourd'hui

NOUMÉA

de notre correspondant  
« L'invité du jeudi », émission politique de Radio Djiido, accueille ce jour-là Dominique Bur, haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, qui s'apprête à quitter ses fonctions après un séjour de quatre ans. Au micro de cette radio indépendantiste (97,4 FM), le « *Hausaire* », comme on l'appelle ici, rappelle les formidables enjeux du nouveau statut d'autonomie croissante et conclut par des souhaits de réussite pour tous les Calédoniens. En prenant congé, il passe sans la voir devant une note de service, punaisée dans la petite salle de rédaction, qui rappelle la période troublée des premières années : « *A partir de 20 heures le portail, ainsi que tous les volets et la porte d'entrée doivent être fermés ; l'éclairage extérieur doit être allumé dès la tombée de la nuit.* »

Radio Djiido a été fondée symboliquement en 1985, le 24 septembre (date anniversaire de la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie par la France en 1853, transformée en 1984 en « jour de deuil kanak »), par le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS). C'était l'un des pires moments de violence politique entre pro et anti-indépendantistes. En 1999, elle cherche sa voie entre l'esprit militant de ses débuts et les réalités d'aujourd'hui.

Quatorze ans après, lorsqu'ils lisent à l'antenne papiers et dépêches, ses journalistes transforment toujours rituellement le secrétaire d'Etat à l'outre-mer en « *ministre des colonies* » et classent les infos de la métropole sous la rubrique « *Nouvelles de l'étranger* ». Mais la publicité est désormais timidement présente à l'antenne, et



Djiido s'apprête à signer un contrat de plus de 1,5 million de francs avec l'office des Postes pour passer à une diffusion en numérique sur l'ensemble de l'archipel.

Djiido (« le lien » en langue fwai de Hienghène) tente de rester l'organe fédérateur d'un mouvement indépendantiste, aujourd'hui désuni et profondément transformé depuis qu'il est entré dans les institutions à partir de la signature des accords de paix de Matignon en 1988. Journalistes et animateurs, tous militants et autodidactes, ont cherché, dès cette date, à se former, en Australie ou en métropole. Les salaires symboliques des débuts ont un peu augmenté, mais restent très modestes dans une île où le coût de la vie dépasse celui de l'Hexagone.

Radio Djiido, dont le budget 1999 s'élève à 4,5 millions de francs, dont

825 000 francs de recettes propres, vit essentiellement de subventions versées par les trois provinces (deux pro et une anti-indépendantistes), le Congrès local et quelques municipalités amies. Faute de moyens humains et matériels conséquents, elle n'a pas encore pris le virage du professionnalisme comme sa concurrente Radio Rythme bleu, très proche du député Jacques Lafleur (RPR), chef de file des anti-indépendantistes.

L'ambiance de la station donne encore aujourd'hui l'impression d'un joyeux désordre. Bulletins d'informations commençant en retard, virgules sonores mal placées et interviews interminables n'ont pas disparu. Mais les auditeurs sont nombreux et fidèles, et pardonnent volontiers ces imperfections. Car Radio Djiido a aussi des qualités : de

l'irrévérence, une fraîcheur de ton, une ouverture à tous les courants politiques et socio-économiques, et une couverture de l'actualité de la région bien supérieure à celle de RFO Radio.

Djiido, c'est aussi une programmation musicale variée, en phase avec les goûts des jeunes Kanaks, grâce notamment au reggae et au kaneka, la musique identitaire locale que les animateurs de la station ont largement contribué à lancer depuis une dizaine d'années.

« *On draine beaucoup de sympathie. Les gens nous disent : "Il faut vous maintenir." Mais on n'a pas les moyens de nos ambitions* », estime Lucienne Moréo-Séé, journaliste depuis 1990, devenue rédactrice en chef en 1998. Quand le découragement est trop grand, c'est sa mère qui la pousse à tenir le coup « *pour*

le peuple ». Mais la radio est en sous-effectif chronique, avec actuellement trois journalistes et un stagiaire à Nouméa, et un journaliste à Koné, en province du Nord.

« Il n'y a pas de stratégie de communication au sein du FLNKS. Et pas d'orientation claire sur la radio »

Journaliste dès 1986, puis rédactrice en chef de 1989 à 1998, Nicole Waïa, qui siège depuis mai comme élue FLNKS à la province du Sud et au Congrès local, enfonce le clou : « *Aujourd'hui, il n'y a pas de stratégie de communication au sein du FLNKS. Et pas d'orientation claire sur ce que doit être la radio.* »

Nicole évoque les années 80 où il fallait garder vingt-quatre heures sur vingt-quatre les locaux de la station située dans un quartier résidentiel sur les hauteurs de Nouméa. Aujourd'hui, dans une Nouvelle-Calédonie apaisée, dont les habitants sont appelés à approfondir leur « *communauté de destins* », la jeune femme, qui fut la cheville ouvrière de Djiido, « *juge l'avenir de cette radio incertain, car on ne connaît pas sa place dans le processus en cours.* »

Franck Madæuf

PROCHAIN ARTICLE :  
Radio Kreiz Breizh,  
dans les Côtes-d'Armor

## DÉPÊCHES

■ **TÉLÉVISION** : Rémi Dessarts quitte le groupe Hachette Filipacchi Médias (HFM), dont il était directeur général adjoint de la filiale presse magazine. Selon HFM, il devrait succéder à Emmanuel Chain au poste de directeur de l'information de M6, qui ne confirme pas l'information. Arrivé en 1998 dans le groupe Hachette, M. Dessarts, quarante-trois ans, était auparavant chez Prisma Presse, où il a créé le magazine *Capital*.

■ **ProSieben Media AG, la deuxième télévision commerciale d'Allemagne**, derrière RTL, a annoncé, mardi 17 août, qu'elle lancera une chaîne d'informations en continu en janvier 2000 baptisée N24. ProSieben investit 50 millions de deutschemarks (25,6 millions d'euros) dans cette chaîne, qui espère atteindre l'équilibre en quatre ans. - (Bloomberg.)

■ **MULTIMÉDIA** : la chaîne américaine CBS a acquis 38 % de **Jobs.com**, un site Internet de recherche d'emplois, pour profiter du transfert du marché des petites annonces estimé à « 17 milliards de dollars (16,1 milliards d'euros) » et « *jusqu'alors réservé à la presse écrite* », selon CBS. - (AFP.)

■ **MÉDIAS** : News Corporation, le groupe contrôlé par le magnat australo-américain Rupert Murdoch, a réalisé, lors de l'exercice 1998-1999, un bénéfice net de 917 millions de dollars (965 millions d'euros), en baisse de 25 % par rapport à l'année précédente malgré un chiffre d'affaires de 13,6 milliards de dollars (12,9 milliards d'euros), en hausse de 6,2 %. Le bénéfice d'exploitation consolidé est, lui, en diminution de 4,2 %.

■ **PRESSE** : *La Nouvelle République des Pyrénées*, quotidien du soir publié à Tarbes (Hautes-Pyrénées) appartenant au groupe La Dépêche du Midi, n'a pas paru mercredi 18 août, à la suite d'un arrêt de travail du syndicat du Livre CGT. En juin, la parution du quotidien avait été suspendue durant trois jours après l'annonce d'un plan social.

## TABLEAU DE BORD

### ÉCONOMIE

■ **JAPON** : le vice-ministre des finances japonais Haruhiko Kuroda a mis en garde, jeudi 19 août, contre les conséquences d'une trop forte poussée du yen sur l'économie nipponne, alors que la monnaie continuait à s'affermir face au dollar et à l'euro. « *Un yen trop fort à un stade prématuré n'est pas favorable pour le Japon. Nous sommes de ce fait prêts à prendre des mesures décisives quand cela sera nécessaire* », a-t-il déclaré.

■ **RUSSIE** : Moscou souhaite obtenir une restructuration sur quarante ans de la dette de l'ex-Union soviétique, a indiqué le représentant du président russe chargé des relations avec le G 8, Alexandre Livchits. « *Ce n'est pas un délai fantaisique* », a assuré M. Livchits.

■ **CORÉE** : le ministère sud-coréen des finances a annoncé mercredi 18 août une série de mesures pour réduire le pouvoir des grands conglomérats du pays, les *chaebols*, sur les institutions financières non bancaires et pour accélérer le plan de réformes de ces conglomérats. La situation financière des *chaebols* est catastrophique.

■ **PAYS-BAS** : le taux de chômage a enregistré une nouvelle baisse en s'établissant à 3 % de la population active entre mai et juillet 1999, contre 3,1 % entre avril et juin, et 3,9 % de mai à juillet 1998. En données brutes, 209 000 chômeurs ont été recensés de mai à juillet dernier.

■ **FRANCE** : la balance commerciale a dégagé un excédent de 7,81 milliards d'euros sur les six premiers mois de 1999, soit une baisse de 25 % par rapport à la même période de 1998 (10,4 milliards d'euros), selon des données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables, publiées jeudi 19 août par les Douanes.

### AFFAIRES

● **ADECCO** : le leader mondial du travail temporaire a annoncé, mercredi 18 août, son intention d'acquérir le numéro cinq mondial, l'américain Olsten Corp, fort de 1 000 agences dans le monde. Le nouvel ensemble devrait peser 13,7 milliards de dollars (12,8 milliards d'euros) de chiffre d'affaires.

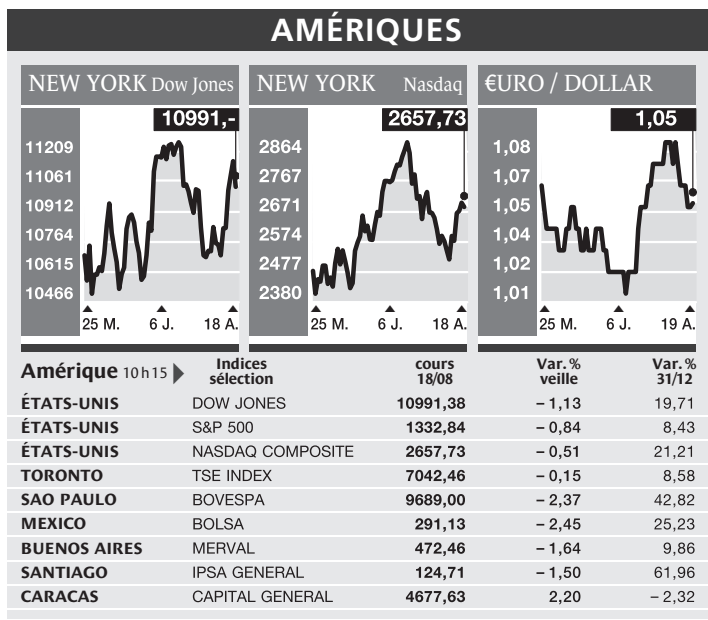
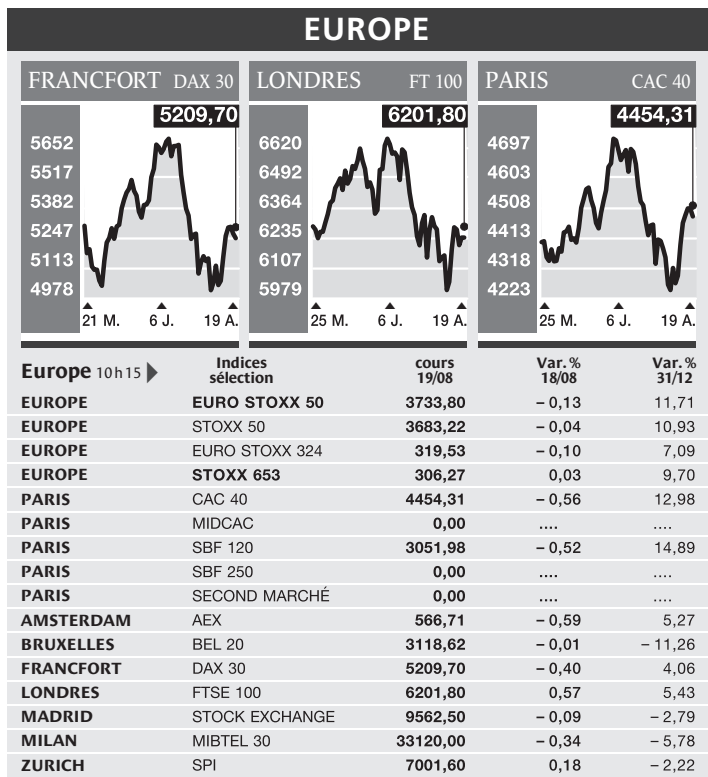
● **DELHAIZE** : le spécialiste belge de la grande distribution a annoncé, mercredi, son intention d'acquérir l'américain Hannaford pour 3,6 milliards de dollars (3,4 milliards d'euros). Hannaford est une chaîne régionale forte de 152 supermarchés dans le nord-est des Etats-Unis.

● **LUCENT** : l'équipementier téléphonique a annoncé, mercredi 18 août, le rachat d'Excel Switching, un fabricant de commutateurs programmables pour 1,7 milliard de dollars (1,6 milliard d'euros).

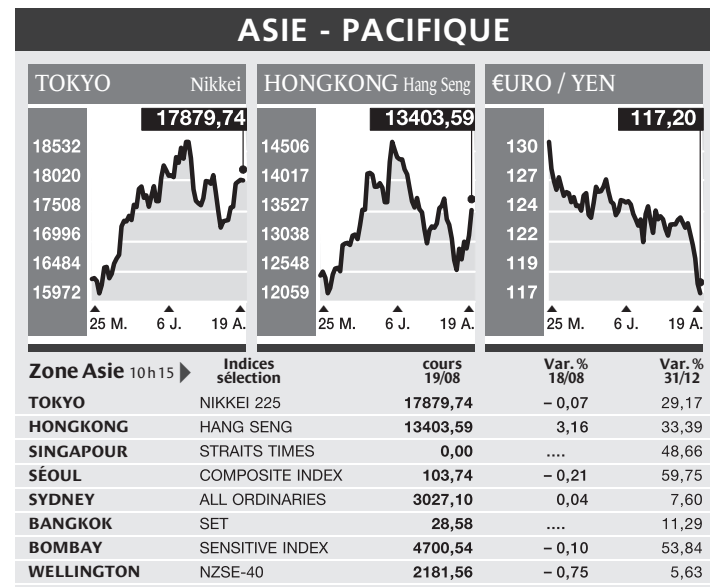
● **IRIDIUM** : le consortium de télécommunications par satellites placé sous la protection de la loi sur les faillites, depuis le vendredi 13 août, a proposé un plan de conversion de 1,45 milliard de dollars de dettes en actions (pour l'équivalent de 33 % du capital). Un groupe de créanciers a rejeté cette proposition tandis que Motorola, le principal actionnaire d'Iridium, serait prêt à convertir les prêts qu'il a accordés.

● **PLANET HOLLYWOOD** : la chaîne de restaurants est en faillite. Ses ventes sont en chute de 27 % et son déficit s'élève à 30 millions de dollars.

● **TRACTEBEL** : le cours de la filiale énergie de Suez-Lyonnaise a été suspendu mercredi à la Bourse de Bruxelles. Des spéculations entourent le titre depuis des mois, les uns pariant sur une fusion entre Suez et sa filiale, qu'il contrôle à 50,3 %, d'autres sur un rapprochement entre Tractebel et sa filiale Electrabel, travaillant en Belgique uniquement. Le groupe se refuse à tout commentaire, dans l'attente d'un communiqué.



Cours de change croisés	Cours	Var. %
19/08 10h15		
DOLLAR	1,05175	1,6038
YEN	117,20500	17,86500
EURO	0,95080	0,85231
FRANC	6,23505	5,59550
LIVRE	0,62447	0,56030
FRANC SUISSE	1,52065	1,36515



Taux de change fixe zone euro	Taux	Var. %
FRANC	6,55957	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,86386	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03399	1,62607
MARKKA FINLAND.	5,94573	1,10324

Taux d'intérêt (%)	Taux	Matif
FRANCE	2,45	917
ALLEMAGNE	2,66	88,64
GDE-BRETAG.	4,69	97,26
ITALIE	2,63	97,26
JAPON	0,05	97,26
ÉTATS-UNIS	4,91	97,26
SUISSE	0,68	97,26
PAYS-BAS	1,90	97,26

### BOURSES

WALL STREET a clôturé en baisse mercredi 18 août. Le Dow Jones, principal indice de la Bourse de New York, a perdu 1,13 % à 10 991,38 points. Cette faiblesse de la place américaine a rejailli sur les places financières européennes. A Paris, l'indice CAC 40 a ouvert jeudi 19 août en baisse de 0,47 % à 4 458,43 points, alors qu'il était resté inchangé la veille. A Francfort, l'indice Dax a lui aussi ouvert en baisse jeudi, s'affaissant à 5 213,21 points contre 5 230,47 points à la clôture la veille. A Tokyo, enfin, la Bourse a elle aussi terminé en baisse de 0,07 % à 17 879,74 points.

### CHANGES-TAUX

LE DOLLAR est tombé au plus bas face au yen. Le billet vert valait jeudi 19 août en début de matinée 111,57 yens contre 113,71 yens la veille. Ce décrochage s'explique par le fait que la situation économique s'améliore au Japon. Les chiffres de la croissance dans l'Archipel ont récemment été revus à la hausse. Aussi les investisseurs achètent-ils du yen. L'euro continue de perdre du terrain face au dollar. Il cotait jeudi 1,0494 dollar. Sur les marchés obligataires, le rendement des obligations d'Etat françaises émises à dix ans s'inscrivait à 4,96 % contre 4,97 % mercredi. Celui des emprunts d'Etat allemands, les Bunds, émis à la même échéance, s'établissait à 4,82 %, contre 4,84 % la veille.



VALEURS EUROPÉENNES

Les rumeurs de fusion se multiplient en Europe. En Allemagne, une lettre confidentielle a affirmé qu'une union de la Deutsche Bank avec la Dresdner Bank n'était pas exclue. Le titre de la Dresdner Bank a d'abord gagné 3 % mercredi 18 août avant de clôturer en baisse de 0,58 % à 40,96 euros, et celui de la Deutsche Bank a cédé 0,97 % à 63,03 euros. En Italie, le cours d'Unicredito a progressé mercredi de 2,12 % à 4,33 euros à la faveur de spéculations sur un rapprochement de la banque italienne avec sa consœur, Banca nazionale del lavoro. En Suisse, la valeur Crédit suisse holding s'est appréciée mercredi de

1,79 % à 284 francs suisses au bénéfice de rumeurs la fiançant avec une banque allemande. L'action GEC a gagné mercredi 27 pence à 599,5 pence. Le fabricant d'électronique a bénéficié de spéculations concernant une éventuelle alliance avec le français Thomson-CSF. Le titre Adecco a perdu mercredi 5 francs suisses à 825 francs suisses (-0,60 %). Le numéro un mondial du travail temporaire a annoncé mercredi son intention d'acquérir deux divisions, « prestations de personnel généraliste » et « informatique », de la société américaine Olsten Corp. La nouvelle a provoqué des prises de bénéfice sur le titre.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. Includes sub-section 'AUTOMOBILE' with entries like AUTOLIV SDR, BASF AG, BMW, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. Includes sub-section 'BANQUES' with entries like ABNQUY NATIONAL, ABN AMRO HOLDING, ALLIED IRISH BA, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. Includes sub-section 'TÉLÉCOMMUNICATIONS' with entries like BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, CABLE & WIRELES, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. Includes sub-section 'CONSTRUCTION' with entries like ACCIONA, ACCESA REG, AKTOR SA, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. Includes sub-section 'PRODUITS DE BASE' with entries like ALUMINIUM GREEK, ARBO WIGGINS AP, ASSIDOMIEN AB, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. Includes sub-section 'CONSOMMATION CYCLIQUE' with entries like ACCOR/ RM, ADIDAS-SALOMON, ALITALIA, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. Includes sub-section 'CHIMIE' with entries like ACA -A, ACA -B, AIR LIQUIDE, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. Includes sub-section 'PHARMACIE' with entries like AZTRAZENACA, ELAN CORP, GLAXO WELLCOME, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. Includes sub-section 'ÉNERGIE' with entries like AKER MARITIME, BP AMOCO, BURMAH CASTROL, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. Includes sub-section 'SERVICES FINANCIERS' with entries like LASMO, PETROLEUM GEO-S, PRIMAGAS, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. Includes sub-section 'SERVICES FINANCIERS' with entries like ALMANNI, ALPHA FINANCE, AMVESCAP, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. Includes sub-section 'ALIMENTATION ET BOISSON' with entries like ALLIED DOMECO, ASSOCIAT BRIT F, BASS, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. Includes sub-section 'ASSURANCES' with entries like AGF/ RM, ALLEANZA ASS, ALLIANZ AG, etc.

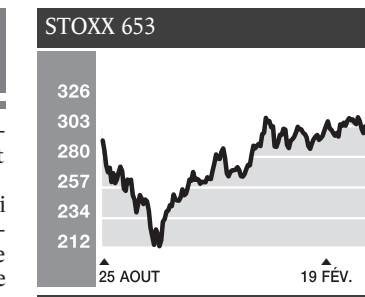


Table listing various companies and their stock prices, including GRANADA GROUP, HERMES INTL, HPI, HUNTER DOUGLAS, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ASTRAZENACA, ELAN CORP, GLAXO WELLCOME, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including AKER MARITIME, BP AMOCO, BURMAH CASTROL, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including LASMO, PETROLEUM GEO-S, PRIMAGAS, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ALMANNI, ALPHA FINANCE, AMVESCAP, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ALLIED DOMECO, ASSOCIAT BRIT F, BASS, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including AGF/ RM, ALLEANZA ASS, ALLIANZ AG, etc.

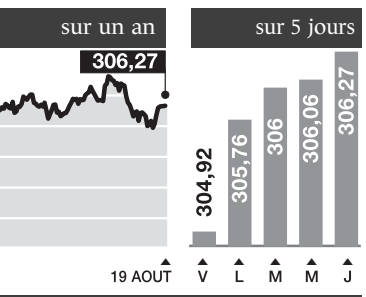


Table listing various companies and their stock prices, including AXA/ RM, CGU, CNP ASSURANCES, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ABB PARTICIP -A, ABB PARTICIP -B, ABB PARTI, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including AKER MARITIME, BP AMOCO, BURMAH CASTROL, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including LASMO, PETROLEUM GEO-S, PRIMAGAS, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ALMANNI, ALPHA FINANCE, AMVESCAP, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ALLIED DOMECO, ASSOCIAT BRIT F, BASS, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including AGF/ RM, ALLEANZA ASS, ALLIANZ AG, etc.

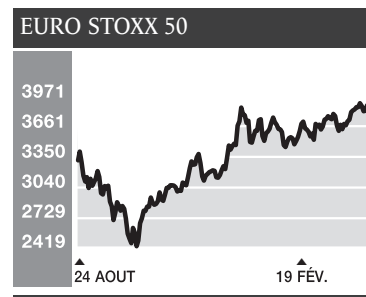


Table listing various companies and their stock prices, including AXA/ RM, CGU, CNP ASSURANCES, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ABB PARTICIP -A, ABB PARTICIP -B, ABB PARTI, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including AKER MARITIME, BP AMOCO, BURMAH CASTROL, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including LASMO, PETROLEUM GEO-S, PRIMAGAS, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ALMANNI, ALPHA FINANCE, AMVESCAP, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ALLIED DOMECO, ASSOCIAT BRIT F, BASS, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including AGF/ RM, ALLEANZA ASS, ALLIANZ AG, etc.

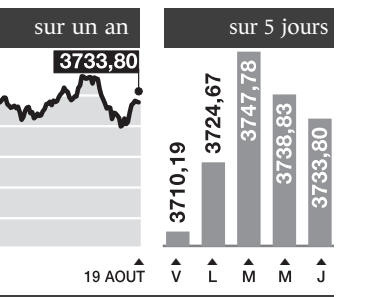


Table listing various companies and their stock prices, including AXA/ RM, CGU, CNP ASSURANCES, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ABB PARTICIP -A, ABB PARTICIP -B, ABB PARTI, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including AKER MARITIME, BP AMOCO, BURMAH CASTROL, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including LASMO, PETROLEUM GEO-S, PRIMAGAS, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ALMANNI, ALPHA FINANCE, AMVESCAP, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ALLIED DOMECO, ASSOCIAT BRIT F, BASS, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including AGF/ RM, ALLEANZA ASS, ALLIANZ AG, etc.

EURO NOUVEAU MARCHÉ

Table listing various companies and their stock prices, including AIRSPRAY NV, ANTONOV, C/AC, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ENVIPO BELG CT, FARDEM HELIUM B, INTERNOH HD, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including 1 & 1 AG & CO.KGAA, AIXTRON, AUGUSTA BETELIUCUN, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ARCADIA CRM, BOOTS CO PLC, CARREFOUR/ RM, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ALCALTEL/ RM, ALTEC SA REG, BAAN COMPANY, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ALMANNI, ALPHA FINANCE, AMVESCAP, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ALLIED DOMECO, ASSOCIAT BRIT F, BASS, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including AGF/ RM, ALLEANZA ASS, ALLIANZ AG, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ALMANNI, ALPHA FINANCE, AMVESCAP, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ALLIED DOMECO, ASSOCIAT BRIT F, BASS, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including AGF/ RM, ALLEANZA ASS, ALLIANZ AG, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including ALMANNI, ALPHA FINANCE, AMVESCAP, etc.

www.lemonde.fr FOOT EN DIRECT

★ CODES PAYS ZONE EURO FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.



FINANCES ET MARCHÉS

VALEURS FRANÇAISES

Le titre Suez-Lyonnaise des eaux était suspendu jeudi 19 août. Le groupe pourrait annoncer le rachat des participations minoritaires dans sa filiale belge Tractebel dont la cotation a été suspendue à Bruxelles.

L'action Elf a ouvert en baisse de 0,39 %, à 176,80 euros, jeudi tandis que celle de TotalFina perdait 1,61 %, à 128 euros. Thierry Desmarest, le président de TotalFina, a déclaré au Financial Times qu'il n'excluait pas de relever son offre à condition que les deux parties trouvent un accord.

Le cours de la BNP gagnait jeudi 0,40 %, à 74,50 euros, tandis que celui de Paribas cédait 0,57 %, à 105 euros, et que celui de la Société Générale abandonnait 0,27 %, à 185,50 euros. Selon nos informations, André-Lévy Lang annoncera la semaine prochaine sa démission du conseil de surveillance de Paribas.

Le titre Crédit Lyonnais gagnait 0,79 %, à 28,24 euros. Les marchés spéculent sur l'entrée dans l'indice CAC 40 de la banque récemment privatisée.

Le secteur de la grande distribution cède aussi à la mode des fusions. Le belge Delhaize a acquis son concurrent américain Hannaford. En réaction, le cours de Casino progressait de 1,07 %, à 84,90 euros, jeudi matin, celui de Carrefour cédait 1,36 %, à 130,10 euros, et celui de Promodès reculait de 0,40 %, à 618,50 euros.

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 19 AOÛT Cours relevés à 10h 15

Table of stock market movements for Thursday, August 19th, showing various indices and company shares with their respective values and percentage changes.

NOUVEAU MARCHÉ

MERCREDI 18 AOÛT Cours relevés à 17h 35

Table of new market movements for Wednesday, August 18th, listing various companies and their stock prices.

Main table of stock market data for various companies, including BIC, BNP, Carrefour, and others, with columns for current price, change, and volume.

Table of international stock market data, listing companies like American Express, A.T.T., and Barrick Gold with their respective values and changes.

Table of international stock market data, listing companies like American Express, A.T.T., and Barrick Gold with their respective values and changes.

Table of international stock market data, listing companies like American Express, A.T.T., and Barrick Gold with their respective values and changes.

SECOND MARCHÉ

JEUDI 19 AOÛT Cours relevés à 10h 15

Table of second market movements for Thursday, August 19th, listing various companies and their stock prices.

Main table of stock market data for various companies, including Dapta-Mallin, Groupe J.C.D., and others, with columns for current price, change, and volume.

SICAV FCP

Une sélection. Cours relevés à 17h 35

Table of SICAV and FCP investments, listing various funds and their performance metrics.

CRÉDIT LYONNAIS

Une sélection. Cours relevés à 17h 35

Table of Crédit Lyonnais investments, listing various funds and their performance metrics.

CRÉDIT LYONNAIS

Une sélection. Cours relevés à 17h 35

Table of Crédit Lyonnais investments, listing various funds and their performance metrics.

LA POSTE

Une sélection. Cours relevés à 17h 35

Table of La Poste investments, listing various funds and their performance metrics.

SG ASSET MANAGEMENT

Une sélection. Cours relevés à 17h 35

Table of SG Asset Management investments, listing various funds and their performance metrics.

LA POSTE

Une sélection. Cours relevés à 17h 35

Table of La Poste investments, listing various funds and their performance metrics.

LA POSTE

Une sélection. Cours relevés à 17h 35

Table of La Poste investments, listing various funds and their performance metrics.

LA POSTE

Une sélection. Cours relevés à 17h 35

Table of La Poste investments, listing various funds and their performance metrics.



**SPORTS** La Jamaïcaine Merlene Ottey, 39 ans, a renoncé aux championnats du monde d'athlétisme (20 au 29 août) de Séville après avoir révélé, mercredi 18 août, dans un

communiqué, un contrôle antidopage positif à la nandrolone le 5 juillet lors du meeting de Lucerne (Suisse). ● CETTE AFFAIRE s'ajoute à la suspension de l'Américain Dennis Mit-

chell (taux de testostérone trop important) ainsi qu'aux contrôles positifs du Britannique Linford Christie (anabolisants) et du Cubain Javier Sotomayor (cocaïne). ● MERLENE OT-

TEY a participé aux six premiers Mondiaux et avec quatorze podiums – trois en or, quatre en argent et sept en bronze –, auxquels s'ajoutent sept médailles olympiques, elle est la plus

médaillée des athlètes. ● DANS UN ENTRETIEN accordé au *Monde* avant la révélation de son contrôle positif, elle plaide pour des analyses plus fréquentes.

## La sprinteuse Merlene Ottey a subi un contrôle positif à la nandrolone

Alors que les Championnats du monde d'athlétisme débutent, vendredi 20 août à Séville, la Jamaïcaine a révélé la nouvelle elle-même et a annoncé son forfait. Après une brillante carrière de vingt années, l'image de l'athlète la plus médaillée de son sport est ternie

### SÉVILLE

de notre envoyée spéciale

Merlene Ottey ne viendra pas à Séville. La sculpturale sprinteuse jamaïcaine, âgée de trente-neuf ans, l'a fait savoir, mercredi 18 août, dans un communiqué. Anticipant d'éventuelles indiscretions, son agent a déclaré qu'elle renonçait à la suite d'un contrôle antidopage positif à la nandrolone effectué le 5 juillet au meeting de Lucerne (Suisse). Pourtant, le laboratoire de Lausanne n'a pas encore procédé à la contre-expertise, donc la Fédération internationale d'athlétisme amateur (IAAF), qui a fait prévenir l'athlète, dimanche 15 août, n'a émis aucune interdiction.

Interrogé, mercredi, par l'agence Associated Press, un membre jamaïcain du congrès de l'IAAF en perdait son latin. S'insurgeant déjà contre le non-respect de la confidentialité, il dénonçait une « parodie de justice », alors que la championne a pris elle-même les devants.

### LA REINE MAUDITE DU SPRINT

C'est que, à la Jamaïque comme sur les stades du monde entier, Merlene Ottey n'est pas la première venue. Elle est l'héroïne d'une de ces histoires dont le sport raffole. Quatrième d'une famille de sept enfants, c'est une travailleuse qui voit dans l'athlétisme un moyen d'échapper à l'avenir tout tracé des femmes de sa famille – « toutes infirmières ou institutrices » –, et la possibilité de décrocher une bourse sportive pour étudier aux Etats-Unis.

Après les hivers glaciaux à l'Université du Nebraska et le mal du pays, Ottey devient, malgré elle, la reine maudite du sprint mondial. Toujours placée, rarement ga-

gnante, elle tient le public en haleine depuis les Jeux olympiques de Moscou en 1980. Elle ferraille avec la grande blonde, l'Allemande Katrine Krabbe convaincue plus tard de dopage, subit la loi des Américaines, Florence Griffith-Joyner, Gwen Torrence ou Gail Devers.

« C'est vrai, j'aurais pu gagner plus de médailles d'or ou un titre olympique, nous déclarait-elle au meeting d'Hechtel (Belgique) samedi 7 août, mais ce qui compte,

sitiver » toutes ces mésaventures. « Il n'y a qu'une médaille d'or à gagner. Alors une médaille, quel qu'en soit le métal, c'est déjà une chance, et moi, j'en ai gagné plus que bien d'autres. »

C'est vrai. Son destin est lié à jamais à l'aventure des championnats du monde dont elle aurait été la doyenne à Séville. Elle a participé à toutes les éditions depuis leur création en 1983, en y remportant le nombre record de 14 médailles dont 3 d'or (relais

### La nandrolone peut s'acheter sur Internet

La nandrolone est l'anabolisant le plus fréquemment détecté par les analyses. Selon des statistiques du Comité international olympique, sur les 1 500 cas positifs constatés en 1996 et 1997, 200 à 250 concernaient la nandrolone. Initialement emprunté à l'arsenal thérapeutique, ce produit – destiné aux malades grabataires, aux grands brûlés ou aux personnes souffrant de dérèglements hormonaux – était essentiellement injectable et donc « visible » pendant des mois dans l'organisme.

Les sportifs de haut niveau se le procurent désormais sous de nouvelles formes non commercialisées comme médicaments mais comme produits dits « précurseurs » (qui se transforment en nandrolone dans l'organisme). D'usage facile – ils se consomment par voie orale et s'achètent sur Internet – ils laissent rarement de trace dans l'organisme au-delà de quarante-huit heures.

c'est que le public et moi sachions que les Allemandes de l'Est se dopaient. Je suis pour tous les types de contrôle [urinaires ou sanguins], on devrait en faire plus. »

D'autres fois, comme en 1995 au mondial de Göteborg sur 100 m ou en 1996 aux Jeux olympiques d'Atlanta sur 200 m, Merlene perd l'or sur le fil. Au Mondial d'Athènes, visage fermé, œil noir, elle veut tant sa victoire qu'elle s'élançait jusqu'à mi-parcours dans la finale du 100 m, sourde au rappel du starter. Elle termine 7<sup>e</sup> sur 8. Elle prétend « po-

4 x 100 m en 1991, 200 m en 1993 et 1995), 4 d'argent et 7 de bronze. Plusieurs fois déjà, elle a annoncé sa retraite sportive, sans jamais pouvoir s'y résoudre. « La dernière fois, j'ai continué parce que j'ai battu mon record personnel (10 s 74 au 100 m en 1996) », protestait-elle à Hechtel. Mais aujourd'hui, à trente-neuf ans, qu'est-ce qui la fait encore courir ?

Même si elle ressasse que « les nouveaux noms ne courent pas plus vite [qu'elle], et qu'ils ne font pas tout dans les meetings », elle a boudé le 200 m au programme des réunions les plus relevées cette saison. Les accords financiers que lui ont proposés, contre un 100 m, certains organisateurs le la satisfont plus. Les théâtres de ses exploits deviennent peu à



Merlene Ottey, lors des Mondiaux d'athlétisme 1997, à Athènes, où elle brigait un 3<sup>e</sup> titre individuel sur 200 m.

peu plus modestes. « Marion Jones ne gagnera plus avec deux mètres d'avance, jurait-elle pourtant à Hechtel. Je sais courir vite, je peux la battre avant la fin de la saison. »

Mais elle avouait dans le même souffle ne s'aligner que sur 100 m à Séville, « parce que les tours préliminaires du 200 m finissent par m'asphyxier ». Elle disait encore qu'elle avait repris un entraîneur, le Slovène Srdjan Djordjevic, pour l'aider par ses conseils à se préserver de blessures physiques que son mental ne supporte plus.

Dans le même temps, elle assurait que son âge lui « procure une motivation supplémentaire », que si elle avait remporté plus de titres, elle aurait raccroché, sans pouvoir s'enorgueillir d'une telle longévité athlétique. Mais les années qui s'enfuient pourraient bien être à l'origine des soucis de Merlene Ottey.

Selon Jacques de Ceaurriz, directeur du laboratoire de contrôle antidopage de Châtenay-Malabry, « la nandrolone est le produit typiquement utilisé par les athlètes

cherchant à prolonger leur carrière ou se trouvant sur la touche pour cause de blessure ». La contre-expertise pourrait bientôt livrer son verdict. Si Ottey la demande à l'IAAF – qui pourra ainsi l'obtenir du laboratoire de Lausanne – avant le 5 octobre, comme l'exige le règlement. En attendant, pourquoi arguer d'une fierté bizarrement placée pour ne pas courir à Séville ? Pourquoi brouiller les pistes en proposant de se soumettre séance tenante, sous la direction de la Fédération jamaïcaine, à un nouveau contrôle dont la championne sait pertinemment qu'il sera sans valeur, puisque seul le deuxième échantillon d'urine prélevé à Lucerne compte dans le cas présent ?

### VINGT ANS D'OLYMPISME

Merlene Ottey a participé à sa première compétition internationale à l'âge de quatorze ans. L'athlétisme est toute sa vie. Alors, elle proteste de son innocence avec des mots qu'on récite la main sur le cœur : « J'ai toujours vécu dans la plus grande honnêteté et intégrité. J'ai toujours respecté une éthique irréprochable. (...) Je me suis toujours vigoureusement prononcée contre l'utilisation de produits interdits. (...) Je dois à ma famille, à mon pays, à mon sport bien-aimé et à mes supporteurs autour du monde la preuve que ceci est une terrible erreur et je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour découvrir la vérité et prouver mon innocence. »

Séville aurait dû être un peu sa fête, la répétition générale de la « dernière » d'un péplum athlétique où elle tient depuis longtemps un des rôles principaux, et qu'on aurait donné en septembre 2000, dans le stade olympique de Sydney (Australie). Elle y aurait tiré sa révérence, « après vingt années d'olympisme ». Peut-être a-t-elle brisé son propre rêve. Pour l'heure, elle seule le sait.

P. Jo.

### COMMENTAIRE

#### FINS DE CARRIÈRE

Avec l'absence de la sprinteuse jamaïcaine, la Fédération internationale d'athlétisme amateur (IAAF) vient de perdre la meilleure ambassadrice de ses championnats du monde, et de laisser dans l'affaire encore un peu de sa crédibilité.

Depuis la création des Mondiaux en 1983, Merlene Ottey avait gagné 14 médailles. Exemple de régularité au plus haut niveau, elle n'en avait pas moins un palmarès « humain ». Confirmant la théorie de Primo Nebiolo, président de l'IAAF, selon laquelle le calendrier athlétique est normalement chargé, Ottey répondait présente en compétition, été comme hiver, en salle comme en plein air.

De combien de lignes pouvait-elle encore enrichir son palmarès en ignorant son corps, qui lui commande le repos depuis longtemps ? D'un bon paragraphe, probablement, si elle a pris le risque de mettre en péril une carrière internationale de près de

20 années. Interrogée il y a quelques semaines sur les changements intervenus dans son sport, Merlene Ottey évoquait le « suivi médical ». Ce constat apparemment anodin confirmait l'existence de pratiques effrayantes. La médicalisation à outrance, la culture du complément, de l'adjuvant, minent le sport.

Peu à peu, persuadé de son incapacité à réussir sur ses qualités propres, l'athlète succombe à la tentation des « alicaments » (terme de biochimie pour décrire les produits d'usage courant dans lesquels sont désormais introduits des principes actifs médicamenteux). La consommation de ces produits ne suscite pas forcément de dépendance physique, mais l'obsession de confort qu'elle entraîne est bien plus alarmante. Ainsi Linford Christie, ami et compagnon d'entraînement de Merlene Ottey, en semi-retraite, s'est-il retrouvé à trente-huit ans nanti d'une concentration de nandrolone très fortement supérieure à celle tolérée. Pour s'assurer qu'il n'avait rien perdu de sa superbe.

Patricia Jolly

## Bien qu'ébranlée par le dopage la Fédération internationale plébiscite son président

### SÉVILLE

d'un de nos envoyés spéciaux

Selon un rituel parfaitement rodé, Primo Nebiolo a été réélu à la tête de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF), mercredi 18 août à Séville. L'Italien étant le seul candidat à sa succession, c'est « par acclamation » que les 199 votants l'ont reconduit, pour un sixième mandat, au sommet de l'organisation basée à Monaco. Président de l'IAAF depuis 1981, Primo Nebiolo aura quatre-vingts ans en 2003, moment où il devrait logiquement passer la main. « Je me suis fait beaucoup d'amis en tant d'années, je suis très fier de noter que vous avez gardé une grande confiance à mon égard », a-t-il commenté.

Si l'homme fort de l'athlétisme mondial est rompu aux plébiscites, le contexte dans lequel a eu lieu cette élection n'est pas le plus favorable qu'il ait connu. Le contrôle positif à la nandrolone de Merlene Ottey a créé un choc d'autant plus important que l'information avait été soigneusement cachée au sein de l'IAAF ; la procédure étant toujours en cours, le principe de confidentialité avait été respecté. Même si Merlene Ottey a annoncé les résultats de son analyse, elle n'est pas

encore « officiellement » une athlète reconnue dopée pour l'IAAF. « Attendons que cette information soit confirmée par le processus traditionnel. Cette nouvelle me semble tellement incroyable », indiquait Herbert Elliot, membre de la commission médicale de la fédération jamaïcaine d'athlétisme.

### « PLUS LE CHOIX »

Reste qu'après les cas de l'Américain Dennis Mitchell (taux excessif de testostérone), du Cubain Javier Sotomayor (cocaïne) et du Britannique Linford Christie (stéroïdes anabolisants), le forfait de Merlene Ottey place les Mondiaux de Séville sous le signe du dopage. Primo Nebiolo s'en serait bien passé. « Je crois qu'il a enfin saisi l'importance de mener le combat contre le dopage. Politiquement, il n'a plus le choix », assure un membre de son entourage.

À l'instar du Comité international olympique (CIO), l'IAAF se retrouve actuellement au cœur de batailles occultes. Mercredi, on a également procédé au renouvellement d'une partie du Conseil de l'IAAF (27 membres). Le scrutin a mis en évidence une poussée nette du bloc anglo-saxon. Celui-ci comprend désormais neuf

membres, soit autant que le bloc « latino-européen » incarné par Primo Nebiolo. Comme au CIO, où des anglophones ont tiré profit de la crise vécue par l'institution olympique et par son président Juan Antonio Samaranch, une dichotomie entre deux visions distinctes du sport est en train de s'installer au sein des forces dirigeantes de l'athlétisme.

Le libéralisme anglo-saxon prône plutôt une attitude maximaliste en matière de dopage : oui pour des sanctions importantes ; mais en cas d'entrave aux libertés individuelles (par exemple, le droit du travail), mieux vaut alors ne rien entreprendre. Par tradition, le bloc européen est plutôt favorable à une intervention des gouvernements. Cette tendance, bien que mise à mal par de récentes tensions entre les institutions sportives et les ministres européens du sport, n'a pas totalement disparu de l'IAAF, comme le craignaient certains. Jean Pocobut, conseiller de Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, pour les questions de dopage, a ainsi été réélu au Conseil de l'IAAF.

Frédéric Potet

### DÉPÊCHE

■ **CYCLISME** : l'Italien Marco Pantani (Mercatone Uno) ne disputera pas le Tour d'Espagne, qui se déroulera du 4 au 26 septembre. Le vainqueur du Tour de France et du Tour d'Italie en 1998 n'a plus couru depuis son exclusion du Giro 1999, le 5 juin, pour un hématocrite trop élevé. – (AFP)

### LOTTO

■ Résultats des tirages n° 66 effectués mercredi 18 août. Premier tirage : 7, 15, 21, 22, 33, 46 ; numéro complémentaire : 16. Pas de gagnant pour 6 numéros. Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 640 760 F (97 683 €) ; 5 numéros : 4 455 F (679,16 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 228 F (34,75 €) ; 4 numéros : 114 F (17,37 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 26 F (3,96 €) ; 3 numéros : 13 F (1,98 €). Second tirage : 4, 6, 17, 20, 44, 49 ; numéro complémentaire : 11. Rapports pour 6 numéros : 7 522 300 F (1 146 767 €) ; 5 numéros et le complémentaire : 51 860 F (7 906 €) ; 5 numéros : 6 550 F (998,54 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 276 F (42,07 €) ; 4 numéros : 138 F (21,03 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 28 F (4,26 €) ; 3 numéros : 14 F (2,13 €).

## A Belfast, l'équipe de France de football démarre sa saison par un succès sans relief

OFFICIELLEMENT le match amical de l'équipe de France disputé, mercredi 18 août, au Windsor Park de Belfast face à l'Irlande du Nord devait servir d'ultime répétition à l'équipe de France avant le déplacement capital en Ukraine, le 4 septembre, avec comme enjeu une qualification pour la phase finale du championnat d'Europe 2000. Le sélectionneur Roger Lemerre l'avait répété à l'envi, trahissant sa crainte d'une nouvelle contre-performance de ses champions du monde au prestige écorné par deux résultats décevants au mois de juin (défaite 2-3 devant la Russie au Stade de France, suivie d'une victoire attachée à cinq minutes de la fin à Barcelone contre les modestes amateurs d'Andorre).

En s'imposant (1-0) grâce à un but de l'attaquant bordelais Lilian Laslandes à la 67<sup>e</sup> minute, les Bleus ont assuré l'essentiel mais il serait aventureux de parler d'un test rassurant. Il aurait fallu que le sélectionneur puisse aligner toutes ses vedettes pour décréter un retour de flamme. Or, les 14 500 spectateurs n'ont vu qu'une équipe mixte. Manquaient à l'appel le capitaine Didier Deschamps (touché à un mollet), le milieu défensif Emmanuel Petit (blessé au genou droit), les meneurs de jeu Zinedine Zidane et Youri Djorkaeff ainsi que le buteur Nicolas Anelka, encore à court de compétition.

Roger Lemerre a donc aligné une équipe inédite à forte coloration bordelaise (Johan Micoud comme stra-

tège et le duo Sylvain Wiltord-Lilian Laslandes en attaque) en sachant d'avance que la formation appelée à réaliser un exploit à Kiev dans un peu plus de deux semaines s'appuiera sur une autre charpente.

### SE RETROUVER SANS SE BLESSER

« Il était utile de se retrouver pour créer une dynamique avant le choc en Ukraine », a plaidé le défenseur Bixente Lizarazu. Son coéquipier Frank Lebœuf n'en était pas convaincu : « Le principal enjeu de cette partie consistait à ne pas se blesser car en cette période de l'année, nous nous concentrons en priorité à nos clubs respectifs. »

Autant de restrictions qui n'encombraient pas l'esprit des Irlandais

du Nord fidèles à leur légendaire esprit de combat. Dès la 1<sup>re</sup> minute, Steve Lomas déclençait une frappe mal cadrée. Une alerte sans suite car la faiblesse technique et l'inefficacité chronique des attaquants du cru (un seul but lors des quatre rencontres précédentes) appartienent depuis bien longtemps au paysage local. Sans s'échiner, les Bleus suivaient paisiblement la cadence à l'exception d'un coup de chaud juste avant la pause à la suite d'un tir de McCarthy repoussé par le poteau gauche de Fabien Barthez.

La seconde mi-temps fut un peu moins soporifique. Quelques enchaînements rappelaient la marque de fabrique des champions du monde tel ce débordement chaloupé de Lilian

Thuram conclu par un centre repris victorieusement par Lilian Laslandes (67<sup>e</sup>). « Le principal motif de satisfaction, c'est d'avoir gagné et retrouvé notre solidité défensive », a résumé Roger Lemerre, qui aura noté les débuts corrects de Johan Micoud et le culot du Parisien Laurent Robert. « A Kiev, ce sera autrement plus compliqué et on aura intérêt à être plus présent », a averti opportunément Marcel Desailly.

Elie Barth

■ L'Ukraine, qui recevra la France le 4 septembre, a été tenue en échec (1-1) à Kiev par la Bulgarie lors d'un match amical disputé mercredi 18 août.



# Etes-vous berline ou monospace ?

De plus en plus de consommateurs, en Europe comme aux Etats-Unis, délaissent l'automobile traditionnelle pour s'équiper de « voitures à vivre ». Les femmes, et aussi les enfants, qui apprécient l'espace et la possibilité de l'aménager, sont souvent les prescripteurs de ces achats

**DANS LES EMBOUTILLAGES**, il suffit de jeter un coup d'œil autour de soi pour constater à quel point le paysage automobile s'est diversifié au cours des dix dernières années. Les monospaces ont fondu (Renault Twingo et Scénic, Mercedes Classe A), les breaks sont devenus chics (Audi Avant, Peugeot 406 et Citroën Xantia), les 4x4 ont gagné en élégance (Toyota Rav 4, Land Rover Freelander) et des roadsters surgissent à tous les coins de rue (BMW Z3, Mercedes SLK, MGF). A travers cette mosaïque se dessine une ligne de fracture. Ces nouvelles variétés, adaptées aux attentes divergentes d'une société éclatée, menacent le règne de la berline. Encerclée, l'espèce automobile historiquement la plus diffusée est en déclin.

Cette lutte d'influence, qui tient moins aux différences de design qu'au rapport à l'objet, sous-tend les stratégies de la plupart des constructeurs. Dans le ciel automobile, le phénomène le plus important de la décennie est bien le début d'éclipse de la berline, qu'elle soit bicorps (avec un hayon) ou tricorps (avec un coffre apparent). Pourtant, « déberlinisation » ne signifie pas disparition mais perte progressive d'hégémonie. En Europe, la berline reste prépondérante, avec une part dans les immatriculations passée de 80 % à 65 % entre 1983 et 1999. Au Japon, la berline ne représente plus qu'à peine la moitié des ventes, et aux Etats-Unis elle est minoritaire depuis 1991, détrônée par les *light trucks* (littéralement, les « camions légers »), terme générique qui regroupe les gros 4x4, les pick-up et les monospaces (*vans*).

## SE « DÉBANALISER »

En Europe, où les coupés et cabriolets restent stables, les breaks, monospaces et tout-terrain connaissent un engouement sans précédent. Peu importe, finalement, que les breaks soient rarement surchargés, que les monospaces soient loin d'être réservés aux familles nombreuses et que seuls de rares propriétaires de tout-terrain s'aventurent hors des sentiers battus. Ces modèles expriment, mieux qu'une berline bonne à tout faire, un art de vivre intimement lié à la place grandissante qu'occupent les loisirs dans l'existence.

L'auto traditionnelle est mal à l'aise face à ces « voitures à vivre », pour reprendre l'efficace slogan de Renault. La berline est la voiture de ceux qui recherchent un instrument de transport pratique et confortable ou restent fidèles à un certain classicisme. « *Déberlinisation* signifie avant tout « débanali-



sation». Une réaction à des années de conformisme et de déficit de créativité, constate Marianne De Souza, directrice du cabinet MSM. Tout le monde a copié tout le monde. Résultat : seules les berlines des marques prestigieuses sont sorties du lot. » Luc Epron, responsable du plan-produit chez PSA (Peugeot-Citroën), admet que « les constructeurs ont évolué sans forcément très bien comprendre ce qui était en train de se passer. Mais aujourd'hui, il est devenu évident que

l'on ne s'intéresse plus seulement à la technique ou au design. Pour concevoir un modèle, on s'efforce aussi de saisir les courants complexes qui traversent la société. »

## « COMME À LA MAISON »

Ceux qui ont rompu avec la berline (et qui, selon les études des constructeurs, reviennent rarement à leurs premières amours) mettent en avant des explications très concrètes. Ainsi, la position

haute des monospaces et des 4x4 est unanimement appréciée, notamment par les femmes. La vision de la route est beaucoup plus large et la protection est meilleure en cas de choc latéral. Lorsqu'elles remontent dans une voiture classique, nombre de personnes habituées à cette assise bien au-dessus de la route éprouvent un vague sentiment de gêne.

« Le succès de ces véhicules, surtout les monospaces, tient aussi à leur capacité à recréer l'univers do-

mestique, souligne Olivier Mathieu, de la société de conseil Sociovision. *De nos jours, pour se sentir vraiment bien dans son auto, on réclame de l'espace et la possibilité de l'aménager, par exemple en modifiant la disposition des sièges. Comme à la maison.* » Autre atout : le monospace et, un cran en-dessous, le 4x4 réhabilitent le passager, qui peut se déplacer, profiter d'une vue imprenable sur l'extérieur, et s'installe parfois dans un siège coulissant au lieu d'une ban-

quette. Les enfants, dont le pouvoir de prescription est en hausse, plébiscitent ces voitures.

Enfin, il n'a pas échappé aux constructeurs que ces acheteurs sont sensiblement plus fortunés que les amateurs de berline. Si l'on en croit les statistiques, ils sont aussi plus âgés et roulent davantage que la moyenne. La contesta-

## Panne de vocabulaire

A quel genre appartient le grand coupé que Renault présentera en septembre, au Salon de Francfort ? « *C'est un "coupéspace"* », ont affirmé ses concepteurs, en expliquant qu'il s'agissait d'un coupé matiné de monospace. Incrédulité générale. Autre difficulté lexicale : à quelle catégorie appartient le RX4, la version 4x4 du monospace Scénic qui sera lancée en 2000 ? Et les « utilitaires de tourisme » que sont le Renault Kangoo ou le Citroën Berlingo, parfois baptisés « ludospaces » sans trop de conviction ? Et que dire du Honda CR-V, une combinaison de break, de monospace et de 4x4 ?

Le mélange des genres trouve le monde de l'automobile en panne de vocabulaire. Héritée de l'ère hippomobile, la terminologie classique résiste encore. Il y a cent ans, une berline était une voiture à quatre roues très à la mode à Berlin, un break offrait, derrière le cocher, deux banquettes longitudinales et le cabriolet était une voiture légère à capote mobile. On n'a pas encore trouvé mieux.

tion de la berline est aussi, d'une certaine façon, celle des valeurs « viriles » et classiques de l'automobile que sont la vitesse ou l'agressivité plus ou moins symbolique. Les femmes ont largement contribué, en particulier aux Etats-Unis, au succès des monospaces et des 4x4.

Pionnier de la « déberlinisation » du parc français, Renault estime que le classicisme automobile mène à l'impasse. Aussi la marque au losange compte-t-elle utiliser le concept du monospace comme un cheval de Troie pour s'infiltrer dans une citadelle interdite aux marques françaises : le haut de gamme. En 2000, Renault lancera un étonnant hybride entre coupé et monospace dérivé du concept-car Avantime et, deux ans plus tard, la Safrane fera place à une grande berline. Le projet A73 se distinguera par un design très typé et, promet Renault, par une habitabilité au-dessus de la moyenne. Bref, il s'agit de s'adresser à une clientèle riche et avant-gardiste qui préférera laisser les académiques berlines Mercedes, BMW et Audi aux « conservateurs ». « *Il est moins risqué de se démarquer – et pas seulement au plan esthétique – que de miser tout sur une réussite de style, forcément aléatoire.* », résume Bernard Cambier, du département marketing de Renault.

La trop sage berline, dont on dit qu'elle perdra sa majorité absolue après 2010, pourrait pourtant rebondir, en s'hybridant. Demain, le moindre encombrement des roues et des organes mécaniques lui permettra sans doute d'améliorer son habitabilité et de diversifier son design. L'adaptation de l'automobile aux futures contraintes de la ville lui offre un vaste territoire à explorer.

Jean-Michel Normand

Dessin : Jean-Philippe Delhomme

## Le conducteur français n'est plus à vie fidèle à Renault, Peugeot ou Citroën

**DE L'AVEU** même des constructeurs, il n'existe plus guère de « familles » Renault, Peugeot ou Citroën. La fidélité à une marque ne se lègue plus en héritage. Longtemps, pourtant, les trois fabricants français ont incarné des valeurs très différentes et se sont appuyés sur des bases sociales assez peu semblables. Au point que l'on a pu lire à travers elles les avatars de la vie politique.

Au soir de son élection à la présidence de la République, en 1995, Jacques Chirac parcourt la capitale calé sur le siège arrière de son véhicule privé, une Citroën CX. Un choix qui s'inscrit dans la continuité gauloise, car le général a entretenu des liens étroits avec la marque aux chevrons : à Londres, pendant la guerre, celle-ci avait mis à sa disposition une Trac­tion.

De Gaulle, revenu au pouvoir en 1958, adopte très vite la nouvelle DS. C'est à bord de l'une d'elles qu'il sort indemne de

l'attentat du Petit-Clamart en 1962. A la fin des années 60, une majestueuse découverte dérivée de la Citroën SM prend naturellement la tête du parc des voitures présidentielles.

En 1994, Valéry Giscard d'Estaing affiche sa différence. Il opte pour les Peugeot et les conduit parfois lui-même. Quant à François Mitterrand, il se fait présenter en 1992 dans la cour de l'Élysée la nouvelle Twingo, conçue par un constructeur national aussi connu pour ses voitures que pour son statut de citadelle ouvrière. Dans l'amer après-1981, certains surnomment les dignitaires socialistes « *le gang des Renault 25* ».

## DES BASES SOCIOLOGIQUES DIFFÉRENTES

Sociologiquement, la clientèle des trois marques a longtemps divergé. Nationalisé pour produire des voitures populaires, Renault a logiquement recruté dans la classe

ouvrière et les catégories ascendantes d'employés et de fonctionnaires qui passeront de la 4 CV à la Dauphine, puis à la 4 L. Citroën a proposé la 2 CV, un modèle bon marché plus apprécié à la campagne qu'en ville, où Renault domine, même si la 4 L finira par s'imposer dans l'espace rural.

Ces deux modèles, adoptés par les jeunes, deviendront des voitures « décalées », voire contestataires. La Trac­tion puis la DS étaient les voitures des amoureux de la technique, de la conduite enlevée et d'une certaine fantaisie. Peugeot, qui ne produira que des voitures assez imposantes jusqu'au milieu des années 60, s'est longtemps concentré sur une clientèle aisée, qui aspirait à « du sérieux ».

Aussi clairement identifiés, Renault, Citroën et Peugeot sont alors des points de repère, des valeurs de référence. Avec sa voiture, la famille française des années 50-60 se choisit aussi une figure de proue.

## ● PRO-MONOSPACE Jean-Louis Cizain, directeur de Harley-Davidson France

« Lorsque vous avez des enfants en bas âge, il n'existe rien de mieux qu'un monospace. On peut y stocker tout ce qui est nécessaire – deux enfants, ça fait du volume ! – sans devoir se contorsionner au moment du chargement et du déchargement. Pourquoi faudrait-il, en voiture, se condamner à un environnement étriqué, renoncer à trouver ses aises ? »

« J'ai besoin de mon espace vi-

tal. Et puis se sentir bien à bord rassure tout le monde. Dans un monospace, on se parle plus facilement, on communique davantage. Ce qui est vraiment agréable, c'est la position de conduite au-dessus de la circulation. Pour les passagers les voyages paraissent plus courts, et le conducteur y trouve une sorte de confort psychologique ; il voit mieux et peut facilement anticiper un brusque ralentissement ou l'apparition d'un obstacle imprévu.

« Auparavant, je conduisais une berline et j'avais tendance à rouler pied au plancher. Maintenant, je

suis bien plus détendu, calme. Sans doute cela correspond-il à une période de ma vie. En tout état de cause, je retrouve, à travers les sensations que j'éprouve au volant de mon monospace Chrysler, la conduite relax, sans agressivité, qu'affectionnent les amateurs de Harley-Davidson, une moto qui se mène en douceur.

« D'ailleurs, il n'est pas rare que les propriétaires de Harley-Davidson possèdent aussi un monospace. Cette culture de la conduite sans stress et du voyage au long cours a, évidemment, quelque chose de très américain. »

## ● PRO-BERLINE Hervé Poulain, commissaire-priseur

« Les gens ne se défendent pas assez contre cette idée désastreuse du progrès qui voudrait que l'on transforme sa voiture en maison. Voilà quelque chose qui m'horripile, notamment dans le monospace. Les nouvelles concurrentes des berlines poussent trop loin la logique de la fonctionnalité. Il faut absolument qu'elles se spécialisent, mais à force de se transformer en salon ou en engin passe-partout, elles oublient des valeurs essen-

tielles telles que la rapidité et la beauté.

« En outre, ceux qui utilisent ces voitures n'en exploitent que rarement les virtualités. Une automobile est faite pour me transporter agréablement d'un point à un autre, cela suffit amplement à mon bonheur. Voilà pourquoi j'aime le côté sobre de la berline. Avec elle, on n'affiche pas son style de vie ou ses préférences en matière de loisirs.

« Car, contrairement à ce que prétendent certains, les nouveaux concepts automobiles en disent très long sur le statut social de leur

propriétaire. Se promener à Paris avec un gros 4x4 très chic, c'est aussi une manière de montrer que l'on a les moyens de circuler en ville avec une voiture qui n'est absolument pas faite pour cela. C'est-à-dire s'offrir ce que l'on peut imaginer de plus superflu.

« Avec une berline, on demeure discret, on se coule dans la circulation. Et j'ajoute que personne n'imagine vous coller une étiquette. Il me semble que les poncifs sont de plus en plus du côté des anti-berlines. La banalité automobile est peut-être en train de changer de camp. »







## CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 20 AOÛT 1999

**MUSIQUE** La France et les pays latins ignorent à peu près la country, genre musical dont les ventes d'albums ont plus que doublé en huit ans. Outre-Atlantique, 2 254 stations

de radio lui sont consacrées, elle possède ses télévisions, et Nashville, son berceau historique, est devenue une destination branchée. ● LA COUNTRY, genre limité – comme le blues –

à trois accords, ne puise sa force que dans le texte et l'interprétation. Or son succès est menacé par le souci du marketing, qui fait gommer les aspérités rurales de ses origines. ● HIS-

TORIQUEMENT, la country est la musique des « petits Blancs » racistes et conservateurs, et son émission fétiche, le Grand Ole Opry, reste la marotte de ceux qui n'aiment pas le rap.

● QUELQUES REBELLES sont cependant allés à la rencontre des rockers ou des hippies, inaugurant une country des marges où se retrouvent aujourd'hui les traditionalistes.

## Le boom de la country music, blues de l'homme blanc

Entre 1990 et 1998, les ventes d'albums de country ont plus que doublé dans le monde. La musique des fermiers du Sud, chronique des petits maux quotidiens, s'est adaptée, mais le souci du marketing menace de lui faire perdre son tempérament

**NASHVILLE (Tennessee)**

de notre envoyé spécial

Pour le citoyen français de bon goût, trois minutes d'un film américain auront scellé le destin de la country music au pays d'Eddy Mitchell. Dans *The Blues Brothers*, de John Landis (1980), les héros, Jake et Elwood, se font mitrailler de cannettes de bière pour avoir osé jouer la « musique du diable » dans un bar miteux de l'Amérique profonde. Ils doivent, de mauvais cœur et sous la menace, enchaîner avec un plaid standard western, *Rawhide*. La mine niaisement satisfaite des autochtones aura figé pour le spectateur français le profil de l'amateur de country music : un *redneck* (« plouc sudiste ») obsédé par la bière et les poupees à forte poitrine ; un demeuré raciste écoutant de la musique ringarde.

La France et les pays latins ignorent donc splendidement la country, qui le leur rend bien. Les maisons de disques consacrées à ce genre ont rayé notre pays de la mappemonde, préférant concentrer leurs efforts sur des Anglo-Saxons plus réceptifs (Australie, Grande-Bretagne) ou sur l'Allemagne, la Suisse et... la Corée du Sud. La France est donc passée à côté d'un des plus surprenants phénomènes apparus aux Etats-Unis au cours de ces dix dernières années : le boom du blues de l'homme blanc. En 1998, les ventes d'albums de country music avaient plus que doublé par rapport à 1990 (1,9 milliard de dollars [1,77 million d'euros] contre 724 millions), faisant croître sa part de marché dans les catégories de la musique américaine de 9,6 % à 14,1 %, selon la RIAA (Recording Industry Association of America). Un nom est devenu le symbole de cette réussite : Garth Brooks, garçon vacher de l'Oklahoma, qui a écoulé 70 millions d'albums. Outre-Atlantique, la country est partout : chaque semaine, 28 millions d'Américains en écoutent sur les 2 254 stations de radio qui lui sont consacrées. Elle possède ses télévisions – The Nashville Network, plus regardé que MTV, et Country Music Television –, s'invite de plus en plus dans les musiques de films hollywoodiens.

Nashville, son berceau historique, est devenue une destination branchée attirant personnalités du rock et du cinéma. Sur la route qui mène de l'aéroport au centre-ville, le chauffeur de la navette exhibe avec fierté son album de photos : posant à côté de lui, les membres de la famille défilent. Bill Monroe, le père du bluegrass, Johnny Cash, le rebelle, Tammy Wynette, la femme victime, Willie Nelson, le hors-la-loi. Et la nouvelle génération souriante qui, dans le sillage de Garth Brooks, dope les ventes et pousse les anciens vers la sortie : le duo de mous-

tachus Brooks & Dunn ou la très sexy Shania Twain. Aujourd'hui, les vieux sont priés d'aller enregistrer dans l'Arkansas, à Branson, ou en Californie, comme Johnny Cash, pourtant récompensé d'un Grammy pour le meilleur album country en 1998. A cette occasion, l'homme en noir a pointé un majeur vengeur à l'adresse de l'establishment de Nashville.

Curieux paradoxe que cultive « Music City », oublieuse de ses gloires passées, sauf dans ses musées. Sous sa Skyline, la ligne de gratte-ciel qui fascina Bob Dylan au début des années 70 et, plus tard, Elvis Costello, Nashville est ce havre de nouveaux riches narguant le Tennessee, un des Etats les plus pauvres d'Amérique. Dominée par l'immeuble de la compagnie de téléphone Bell, surnommé la « Batman Tower » à cause de ses oreilles de chauve-souris, la cité prend effectivement l'aspect d'une « Gotham City ». Une ville taraudée par le péché avec ses 7 000 églises, vouée à l'édition de Bibles et à la promotion de la country music avec ses 250 studios d'enregistrement.

**LÉGENDE JAUNIE**

Sur Broadway, l'artère animée de la ville, les bars historiques, ouverts dès 10 heures du matin, tentent avec peine de ranimer le passé. Robert's, étalant sur sa longueur des bottes à vendre, est couvert de photos de légendes jaunies par les ans et la nicotine : saisissant contraste avec la scène, où se joue une actualité cafardeuse. Là, un trio sans nom ni avenir n'offre qu'une country paresseuse, abandonnée à la première occasion pour quelques airs de blues ou de rock. Chez Robert's, comme au Tootsie's Orchid Lounge, l'établissement qui accueillait les ve-

**NASHVILLE (Tennessee)**

de notre envoyé spécial

Face à la dérive actuelle de la country mièvre, quelques individus ont organisé la résistance. Dans Nashville même, avec le groupe Lamb Chop, vilain mouton noir, ou le label Dead Reckoning Records, détenteur d'un excellent catalogue de country alternative. Fondé par le musicien Kieran Kane après son départ d'Atlantic, il abrite la violoniste Tammy Rogers. Rencontrée à Austin (Texas), cette jeune femme connaît fort bien l'institution de Nashville puisqu'elle a longtemps accompagné les chanteuses vedettes Patty Loveless et Trisha Yearwood : « Travailler avec Music Row ne m'intéressait plus. Je ne pense pas que ma musique [une élégante country-folk] convienne aux formats commerciaux... Je me sens plus proche de la sensibilité de quelqu'un comme Emmylou Harris. »

Tammy Rogers, qui s'est souvent produite au Grand Ole Opry, ne critiquera pas pour autant le temple de l'académisme : « J'ai adoré jouer là-bas. Et puis eux, au moins, maintiennent la "roots



KAREN KUEHN/MAGNETIX

Dans un pub de Nashville, le Tootsie's Orchid Lounge.

dettes du Grand Ole Opry, on n'entend que de pâles reprises de standards (Hank Williams, Waylon Jennings, Merle Haggard, Johnny Cash, George Jones). On vient pour-

tant de l'Oregon et du Michigan, d'Angleterre ou d'Australie, pour prendre sa part du mythe.

Le folklore est sur Broadway, le business à Music Row. A 1,5 kilo-

mètre du centre-ville, ce quartier cossu, calme et secret, héberge une centaine de labels, des sociétés d'auteurs, des maisons d'édition qui affichent leurs disques d'or et de pla-

## Quelques rebelles et hors-la-loi

music". La country fonctionne par cycles, elle retournera à des formes plus traditionnelles. La vraie country reviendra un jour. »

A Nashville, sur Broadway, le Bluegrass Inn, où l'on défend l'héritage de Bill Monroe, est sans doute le meilleur endroit pour reprendre espoir. Ce soir-là, Freakwater : deux guitaristes-chanteuses qui harmonisent et jodlent, un bassiste clone de Dick Rivers fumant cigarette sur cigarette, un joueur de slide et de pedal steel qui donne au groupe sa couleur. De la country empestant le bourbon, chantée des gravats dans la bouche, du honky tonk fin de siècle où il est question d'un petit ami alcoolique et de déchéance, qui réveille le spectre d'Hank Williams, mort de froid et d'ivresse pendant l'hiver 1953.

**HIPPIES ET ROCKERS**

Hors Nashville, enfin, Kris Kristofferson et les « Outlaws » ont laissé des traces de leur sulfureux passage. Le premier, alors en pleine gloire, traumatisa Music Row en quittant la ville au milieu des années 70, donnant le signal de la ré-

bellion. Apparue à la même époque, les « Hors-la-loi », ont fait d'Austin et de l'Etat du Texas une base de guérilla. Vêtus comme des hippies, ils ont dissipé la country dans la contre-culture. La Californie n'a pas été en reste, avec l'école de Bakersfield, fondée par Merle Haggard, et Gram Parsons, l'homme qui aura fait aimer la country à des générations de rockers (Keith Richards, The Byrds) jusqu'à sa mort par surdose en 1973.

Cette country des marges perdue aujourd'hui avec les néo-traditionnalistes – George Strait, Randy Travis ou Dwight Yoakam, dont l'album *Guitars, Cadillacs, etc.*, a réussi à réconcilier punks et rednecks – et une constellation d'individualités plus préoccupées de raconter des histoires que de chanter des bluets : Steve Earle et Lyle Lovett en sont les figures les plus connues, avec leur mélange de rock, de folk et de country et des textes maniant gravité et ironie.

B. Lt

## Une soirée au Grand Ole Opry, émission de radio fétiche depuis 1925

**NASHVILLE (Tennessee)**

de notre envoyé spécial

Aucun Noir n'est en vue dans le sanctuaire du Grand Ole Opry. Longtemps installé au Ryman Auditorium, splendide salle rococo en bois, ce show bihebdomadaire radiodiffusé (le vendredi et le samedi), dont le nom a fini par se confondre avec celui de la country, est aujourd'hui logé à Opryland, parc d'attractions consacré à cette musique, à sept kilomètres du centre-ville de Nashville.

Créé en 1925, le Grand Ole Opry tire son nom d'une boutade d'un présentateur, l'émission suivant une programmation de musique classique (« Le Grand Opéra »). Il a vu défilé toutes les stars du genre. Il a surtout toujours su maintenir un délicat équilibre entre la sauvegarde de la tradition et l'intégration des nouveautés commerciales. En témoignent l'intronisation, dans le très sélect clan nashvillien, de la chanteuse à succès Trisha Yearwood. L'animateur Porter Wagoner est une légende vivante de l'ancienne

école. Trisha Yearwood, elle, est une blonde permanente emblématique de la nouvelle vague country : pour un Européen, ses chansons ne se distinguent en rien de la grande variété pop programmée sur n'importe quelle radio FM. La philosophie de ses paroles semble pouvoir se résumer par le seul refrain d'une de ses chansons : « You and me, in a perfect love » (« Toi et moi filant le parfait amour »).

**LA MAROTTE DES JEUNES BLANCS**

Réaction épidémique de l'Amérique WASP (White Anglo-Saxon Protestant) à la violence du rap, la country est devenue la marotte de jeunes Blancs consuméristes installés à la lisière des villes. Rythmé par des réclames publicitaires annoncées dans le micro, le show du Grand Ole Opry se consomme en couple – les jeunes, ici, sont des enfants –, un cornet de pop-corn à la main.

Pour autant, la tradition a encore sa place dans ce spectacle. Le charme désuet de la country réap-

paraît alors. Avec Vince Gill par exemple, revivaliste du bluegrass, ou avec le doyen Little Jimmy Dickens, soixante-dix-huit ans, compagnon de Hank Williams, le fantôme qui continue de hanter la country. Ou quand, joués par d'excellents musiciens, *pedal steel* – cet instrument aux sonorités hawaïennes –, violons, banjo et mandoline reprennent leurs droits le temps d'une *Tennessee Waltz*, l'hymne de l'Etat, et font ressurgir les origines montagnardes, celtiques, germaniques de la country. Celle-ci devient alors la plus chaleureuse des musiques, avec des vedettes proches de leur public, multipliant les poignées de main aux premiers rangs ou souhaitant des anniversaires. L'antithèse de l'arrogance des rockstars.

En évitant la myriade de petits musées dérisoires consacrés à une gloire locale, une visite au Country Music Hall of Fame permet de voir comment la country, d'abord sèche et rugueuse comme un hiver dans les Appalaches, s'est aseptisée au cours de son histoire. Ce musée à

l'américaine, présentant comme reliques la chemise d'un chanteur, les chaussures d'une diva, est peuplée de grands noms et de grandes gueules – Roy Acuff, Jimmie Rodgers, Hank Williams. Une photographie de 1928 de la famille du Grand Ole Opry brise une idée reçue : on voit – certes esseulé – l'harmoniste noir DeFord Bailey (tous les membres actuels sont blancs). Sa présence rappelle ainsi ce que la

country doit au blues. Au cours de la visite, ceux qui tiennent le genre pour un bastion du conservatisme y trouveront également leur preuve : le Grand Ole Opry est ce curieux endroit, totalement coupé du réel, qui accueille à bras ouverts Richard Nixon, en plein Watergate, le 16 mars 1974, pour l'inauguration de sa nouvelle salle.

B. Lt

sans vous déplacer

achetez vos livres

sur alapage.com

www.alapage.com

tine. La jeune responsable du département international à la puissante Country Music Association, Katie Bean, symbolise le renouvellement du public : « Je n'aimais pas la country music, mon père en écoutait pourtant tout le temps. Et puis j'ai fini par me laisser gagner par son charme. » Quel charme ? Cette question recevra à peu près partout la même réponse : « It's peaceful » (« c'est paisible »). Vice-président du département à Nashville de la major Warner, Bob Saporiti, fan de rock passé chez l'ennemi, avance une explication : « Les baby-boomers qui ont grandi avec le rock'n'roll aiment avant tout les chansons. Avec l'émergence de la techno et du rap, ils ne pouvaient plus en entendre. L'influence de la country sur des groupes rock comme les Eagles, les Byrds ou Creedence Clearwater Revival a facilité ce transfert. La country est ainsi devenue autre chose qu'une musique de fermiers au tournant des années 60 et 70. Et puis, avec le phénomène Garth Brooks, le marketing a pris le pas sur la musique. Il y a aujourd'hui beaucoup de merde et d'hyppocrisie. La country actuelle est tellement propre que les jeunes vont s'en écarter. »

**LIGHT ET COCOONING**

Elle a effectivement commencé à reculer après le pic de 18,7 % de part de marché en 1993. La nouvelle génération, à l'image de Tim McGraw faisant de la publicité pour une bière légère, est trop light. Or la country, genre limité – comme le blues – à trois accords, ne puise sa force que dans le texte, l'interprétation et le tempérament du chanteur. Depuis le succès du film *Urban Cowboy* (1980), avec John Travolta, l'image importe plus que la musique. Chez les hommes, les T-shirts immaculés ont remplacé les costumes sertiés de pierres du Rhin. Les divas du moment ont abandonné le look femme de pionnier pour une esthétique penchant de plus en plus vers *Playboy*. Et le vieux fan bougonne en regrettant l'époque des Honky Tonk Angels à poigne, Patsy Cline ou Loretta Lynn, « la fille de mineur ».

Diapason de l'humeur de la population blanche, la country laisse surtout entendre aujourd'hui d'édifiants hymnes au cocooning. Historiquement, ce genre, qui n'a jamais endossé les révoltes du folk, chronique des petits maux quotidiens, n'utilise que les deux premières personnes du singulier, parle d'amour, de divorce, de route et d'alcool. Sans doute l'Amérique d'aujourd'hui ne récolte-t-elle que la country qu'elle mérite.

Pour séduire les plus jeunes, les producteurs de Nashville volent de plus en plus d'éléments à la variété, une tentation ancienne. Elle remonte à l'invention du Nashville sound par le musicien-producteur Chet Atkins – qui en regrettera les excès plus tard – au cours des années 50. Ce son, celui auquel les Européens identifient immédiatement la country, comme les aspérités rurales au profit d'arrangements pop (écho, cordes, chœurs féminins).

Loin de n'être qu'une forteresse arc-boutée sur ses traditions, la country doit sa force à sa capacité d'adaptation. Elle a toujours su intégrer des éléments extérieurs, les meilleurs comme les pires. « La country doit être analysée sur le long terme, rappelle Bob Saporiti. Autrefois, il n'y avait ni batterie ni guitare électrique au Grand Ole Opry. Aujourd'hui, des titres country sont joués sur les pistes de danse. Cette musique est historiquement divisée entre un courant commercial et un courant artistique. Le premier, c'est le spectacle, les fringues. En gros, il suffit d'être habillé en cowboy pour que ce soit country. L'autre restera pour l'éternité, c'est la musique du terroir, celle de Hank Williams, Johnny Cash ou George Jones, la plus grande voix de la country. Celle que les Français devraient aimer : Hank Williams et Patsy Cline ont plus d'un point commun avec Piaf. »

Bruno Lesprit











Le feuilletton de Francis Marmande

Sanfoulescore

Sanfoulescore (suite et fin)

Sanfoulescore (équipe de rugby du Sénégal) - comme San Pançar (personnage grotesque et ventru que l'on brûlait sur le pont, à la fin de mardi gras), ou S'en fout la mort (film de Claire Denis). Sans doute est-ce du même ordre.

Théâtre

« Je sortais d'un théâtre où tous les soirs je paraissais aux avant-scènes en grande tenue de soupirant. Quelquefois tout était plein, quelquefois tout était vide. » En cours de route, les règles de la première phrase ont changé. Semble-t-il. Roman, récit, nouvelle, les premières phrases restent des premières phrases : « La terre dormait d'un sommeil léthargique, point de bruit à sa surface, et l'on n'entendait que les eaux de l'océan qui se brisaient en écumant sur les rochers. » Ou alors, pour la route et presque introuvable : « Depuis quelque temps, je fais connaissance avec la mélancolie. Est-ce que j'arriverais à un tournant de ma vie où subirais-je une sorte de dépression nerveuse ? Je le croirais, si mon énergie ne demeurait la même. » (Suit un récit vraiment gai).

Hommes

Une digne association de magistrats monte sur ses grandes juments parce que le Journal officiel a publié le décret de nomination d'une « procureure ». La forme est attestée en Suisse ou au Québec. La Belgique admet « procureuse ». L'usage choisira.

La querelle n'a donc rien de linguistique, de grammatical, ou qui tiendrait à l'euphonie, on le voit. C'est en revanche de l'idéologie et du psychique à l'état chimiquement pur.

Du moins, y avait-il, chez Vaugelas, lorsqu'il décrit en 1697 : « la forme masculine a prépondérance sur le féminin parce que plus noble », conscience souveraine, autorité sans état d'âme, et élégance. Ce qui n'est pas le cas, chez les adversaires actuels de la féminisation des noms de métiers et de grades - l'hystérie masculine a forcément quelque chose de trivial et de régressif - que l'on voit s'exciter grassement contre d'hypothétiques « députesses », « ministresses », et « membresses » que personne au monde ne recommande à l'usage, ni même ne soupçonne - sinon les replis de leur inconscient, qui les fait rimer spontanément avec « fesse ». Et associer, point si librement que ça, « recteur » à on ne sait plus quoi.

Femmes

Or il se trouve que l'ouvrage le plus aimablement érudit de l'été porte le titre de Femme, j'écris ton nom...

Sous-titre : Guide d'aide à la féminisation des noms de métiers, titres, grades et fonctions (préface de Lionel Jospin), ouvrage de la Documentation française (29, quai Voltaire, 75 344 Paris Cedex 07, 59,04 F [9 €]), publié par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et l'Institut national de



la langue française (INALF), dirigé par Bernard Cerquiglini. Auteur(e)s : Annie Becquer, Nicole Cholewka, Martine Coutier, Josette Frécher, Marie-Josèphe Mathieu.

Le point sur la question est fait avec une délicatesse de pensée, une confiance dans la langue, une souplesse de recommandation qui n'ont rien pour effrayer.

Liberté

Le premier titre choisi par la commission chargée du guide, aurait été, dit-on, Au bonheur des dames...

L'allusion à Eluard lui rend une involontaire justice : Alain Jouffroy raconte que la première version de Liberté (Sur mes cahiers d'écolier, etc.) était un chant d'amour à Nusch. A l'instigation de Ba-taille qui passait par là, Eluard biffa Nusch à chaque fois, et remplaça par « liberté ».

Au répertoire de Ginette Marty (L'été 39), une chanson de Suzy Solidor, « J'écrirai ton nom sur les pages de nos livres préférés. J'écrirai ton nom dans les marges des lettres, etc. » Ces plus-que-coïncidences - l'air et les paroles du temps qui ne se sait pas - finissent par tomber dans l'oubli.

Squelette

Lincoln, élu en 1860, est mort assassiné un vendredi. Un certain Kennedy, son secrétaire, l'avait alors conjuré, de ne pas sortir ce vendredi-là. Son vice-président, Johnson, démocrate du Sud né en 1808, lui succéda à la Maison Blanche.

John Kennedy, élu en 1960, le vendredi où il fut assassiné n'eût pas dû sortir pour peu qu'il eût écouté son secrétaire. Qui s'appelaient Lincoln. Son vice-président, Johnson, démocrate du Sud né en 1908, lui succéda.

Camille Flammarion, astronome et vulgarisateur français né à Montigny-sur-Loire en 1842 (Le Nouveau Petit Larousse illustré, édition de 1925, p. 1379 : « Un dictionnaire sans exemples est un squelette »), avait fondé un club des Collectionneurs de coïncidences.

Tornado

« Les vents courent, volent, s'abattent, finissent, recommencent, planent, sifflent, mugissent, rient. Sans trêve, jour et nuit, en toute saison, au tropique comme au pôle, en sonnant dans leur trompe éperdue, ils mènent, à travers les enchevêtrements de la nuée et de la vague, la grande chasse noire des nau-

frages... Ils combinent les nuages et les désagrègent, ils pétrissent, comme avec des millions de mains, la souplesse de l'eau immense. » Victor Hugo, Les Travailleurs de la mer, 1866.

Au cours de ses entretiens avec Jean Amrouche de 1951, rediffusés sur France-Culture, Claudel rappelle son attachement croissant à ce roman de Hugo et à L'Homme qui rit. Il évoque aussi le discours que Renan fit à Louis-le-Grand pour la distribution des prix : point d'éloge, je sais que l'un d'entre vous, plus tard, me traitera d'empoisonneur.

Amrouche : « Ce sera vous ? » En effet, pouffe Claudel avant de s'emporter contre Monge, son professeur, incapable de discerner ses dispositions naturelles pour les sciences.

Cénotaphe

A l'entrée de l'Espace qui porte son nom, à Ey-moutiers, route de Nedde, dans la Haute-Vienne, Paul Rebeyrolle a installé son cénotaphe. Il y posera à côté de sa compagne. C'est un monument joyeux, de bric et de broc, baroque, très cru, arrosé par un jet d'eau du Limousin.

La passion - pas plus l'esthétique que l'éthique, c'est la même - n'a lâché Rebeyrolle. A soixante-dix ans, il peint, il sculpte, avec fureur : « La passion est si forte, que lorsque cette flamme se met à vaciller, c'est fini. On le sait immédiatement, quand on n'est plus au cœur de la braise, dans le point le plus incandescent du foyer. Ce n'est plus la peine.

Les peintres savent peindre. Ils sont intelligents, cultivés, actifs. Souvent, ils manquent de passion, voilà. »

Chocolat

« Quelle disgrâce Jusqu'à dans ma façon de marcher Si même les pas que je fais vers l'avant Me ramènent en arrière » (Cante por soled, que Chocolate tient de Manuel Torre)

Belle mort

A l'époque où l'on savait « faire une belle mort » (tout un art dont seul le rituel tauroma-chique donne parfois l'idée), une mort agencée, comme celle du laboureur convoquant ses enfants - ce qui est distinct de la préparation des funéraires (Michel de Certeau faisant diffuser, devant son cercueil, dans la petite église des jésuites de la rue de Sèvres, la chanson de Charles Dumont, Non, rien de rien, je ne regrette rien) - Vaugelas sur son lit eut ce dernier soupir grammatical : « Je m'en vais ou je m'en vas, car l'un et l'autre se dit ou se disent. »

Entracte

Max Schœndorff, après avoir entendu Sonny Rollins à Vienne, sort son calepin, pour être certain de ne pas se tromper dans la phrase de Sade : « Les entractes de ma vie ont été trop longs. »

Séraphîta-Séraphîtüs, l'esprit de la comédie

Louis Lambert « annonça » sa venue. Un autre « voyant », L'Enfant maudit, Etienne d'Hérouville, se fit écho de sa révélation qui, du haut des « Etudes philosophiques » allait baigner l'ensemble de La Comédie humaine d'une clarté singulière. D'une lumière divine, serait-on tenté de dire. Comme celle qui couronna le passage terrestre de Sér-aphîta-Séraphîtüs « dans le premier

mouvement, « le pouvoir d'un tourbillon de clarté, et de pensées dévorantes » ? La lumière de l'Amour divin.

Au soir de sa courte existence ter-restre, après maintes épreuves et souffrances - qui ne sont pas sans rappeler celles de Jésus - Sér-aphîta-Séraphîtüs s'ouvre enfin à Minna et Wilfrid, couple prédestiné. Face à l'adoration de l'une, aux désirs de l'autre, ce « génie d'aimer », comme l'a qualifié Bachelard (1), se dévoile dans sa suprême immanence. Dans et par la substance divine, l'angélique messager initie Minna et Wilfrid au chemin qu'il s'apprête à quitter.

Incarnation de son propre message, Sér-aphîta-Séraphîtüs, être double, est tout en « Un ». Mi-femme, mi-homme, l'androgynie mystique re-présente la fusion des sentiments féminin et masculin qui s'opère dans le couple. Mi-homme, mi-ange, il matérialise la plus haute des communications, celle de deux forces en

lutte, deux pouvoirs antinomiques : l'Ame et le Corps. Union suprême par laquelle l'homme se transcende dans l'Amour.

Plus qu'une créature, Sér-aphîta, ainsi que le définit Balzac par la voix de Wilfrid, est « toute une création ». La synthèse d'un système de pensées dans laquelle le génial démiurge révèle les arcanes spirituels de La Comédie humaine.

Christine Rousseau

(1) Préface à Sér-aphîta pour L'Œuvre de Balzac (Club français du livre, 1967).



Figures de la Comédie

SÉRAPHÎTA-SÉRAPHÎTÛS

Né(e) en 1783 à Jarvis (Norvège) Mort(e) en 1800

L'enfant du baron Sér-aphîta n'apparaît que dans le roman éponyme paru en 1835 qui clôt les « Etudes philosophiques II »

Mais quelle est donc cette étrange « fleur » humaine éclose, entre neige et glace, dans un coin reculé de Norvège ? Quel est cet être à l'Inexplicable faculté d'apparaître sous deux formes distinctes ? Tantôt jeune femme aux charmes éthérés et envoûtants, toute de blondeur et de blancheur presque incandescente ; tantôt frère adolescent au regard perçant, dont le visage « majestueusement mâle (...), aux yeux d'un homme, eût éclipsé par sa grâce féminine les plus belles têtes de Raphaël ».

Quel est surtout ce cercle dans lequel la candide Minna et l'éprouvé Wilfrid subsistent, en un même

L'Amérique, comme ses soldats, s'est perdue au Vietnam. Stewart O'Nan regarde évoluer son héros, désabusé, de retour dans cette société monstrueuse qui est peut-être née là-bas

La guerre sans fin

LE NOM DES MORTS (The Names of the Dead) de Stewart O'Nan. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Suzanne V. Mayoux L'Olivier, 544 p., 139 F (21,19 €).

Nul n'est jamais revenu du Vietnam : des grands aux hommes de troupe, tous ont laissé leur peau dans les terres détrempées de l'ex-Indochine. Les morts, bien sûr, réexpédiés chez eux dans des housses de caoutchouc réglementaires - les pieds devant, ou du moins ce qu'il en restait. Et les rescapés aussi, qui ne sont rentrés qu'en apparence, avec leurs corps vivants et leurs esprits broyés. Tel est l'écrasant constat qui sourd du livre oppressant de l'Américain Stewart O'Nan. Plein d'un talent qui se confirme de livre en livre, ce jeune romancier possède l'art et la manière de forger des personnages et des situations d'une intensité surprenante. Avec, toujours, les Etats-Unis comme sujet véritable, même lorsque les personnages évoluent loin de la mère patrie. L'Amérique déglinguée, malade de ses illusions et de ses fausses réalités, telle qu'elle apparaissait déjà dans le superbe Speed Queen (1) et dans le très beau premier roman intitulé Des anges dans la neige (2). L'Amérique qui, elle non plus, n'est peut-être pas revenue du Vietnam.

MACABRE JEU DE PISTE

Beaucoup trop jeune pour avoir participé à cette guerre, Stewart O'Nan décrit le théâtre des opérations, ses coulisses et ses contingences avec une précision hallucinante. Il le fait par la bouche de Larry Markham, son narrateur, enrôlé volontaire dans les rangs de l'armée américaine au Vietnam. Parti comme médecin (ou infirmier, difficile de savoir au juste) en 1968, Larry sera seul de son unité à rentrer vivant au pays. Mais une



DAVID BALICKI

fois de retour, sa vie n'a pas repris pour autant un cours normal. Confiné dans un emploi de livreur, il n'est jamais parvenu à reprendre pied dans la réalité. Le souvenir de ses morts ne cesse de le hanter, ces hommes qu'il aurait dû ramener vivants et dont il n'a rapporté que quelques objets enfermés dans une cantine militaire, au fond de son grenier.

C'est une seule histoire à double fond que raconte O'Nan. La vie de Larry, quinze ans après la fin de la guerre, est entrelardée de réminiscences plus ou moins longues qui envoient à leur tour des tentacules vers le présent. En l'occurrence un ancien combattant du Vietnam de-

d'origine. De retour en Amérique, il voit les collines mouillées, la boue sous les pieds des soldats, les abris de fortune. La guerre a envahi son existence et celle des autres survivants qu'il côtoie dans un groupe de parole. « La guerre vivait en eux comme un organe supplémentaire. » Assez vite, il faut se rendre à l'évidence : ce n'est pas du Vietnam comme pays que parle Stewart O'Nan, ni même de la légitimité ou non de ce conflit. La politique n'est pas évoquée, le narrateur ne s'interroge guère sur le sujet, l'ennemi est totalement invincible. Non, c'est de l'Amérique en guerre contre elle-même qu'il est question.

Au front comme à Ithaca, les noms de produits typiquement américains forment des points de repère trompeurs, faussement sécurisants. Comme dans les précédents romans de O'Nan, l'éditeur a composé un glossaire en fin d'ouvrage, pour les mots intraduisibles. Même au Vietnam, on est encore en Amérique, avec de la bière américaine pour les jours de cafard, des cigarettes et des chewing-gums « made in USA ». Mais en Amérique, où est-on ? Car la civilisation américaine, sous des dehors bon enfant, a porté dans son sein les éléments qui rendaient ce conflit possible. Et engendré, par la suite, une société monstrueuse. A son image, Larry Markham deviendra le père d'un enfant anormal, dans un environnement familial où rôdent la maladie physique, mentale et la difformité. Si Stewart O'Nan dénonce quelque chose, ce n'est peut-être pas cette guerre en particulier - aussi horrible soit-elle, et le roman ne nous épargne rien dans ce registre -, mais la guerre en général et les mensonges qui en font le lit.

Raphaëlle Rérolle

(1) L'Olivier, 1998 (2) L'Olivier, 1997











# Saint Anger, comédien et martyr

Regard d'un cinéaste sur l'œuvre d'un autre cinéaste,  
le livre d'Olivier Assayas pénètre un monde de création sulfureuse et ésotérique

**KENNETH ANGER,**  
d'Olivier Assayas.  
Ed. Cahiers du cinéma,  
« Auteurs »,  
112 p., 89 F (13,56 €).

Il y a lieu de distinguer deux catégories en matière de livres de cinéma. La première, devenue aujourd'hui majoritaire avec le développement des études cinématographiques, est d'ordre universitaire, et satisfait aux exigences de cette noble institution sur le plan de la méthode et de l'appareillage critiques. La seconde, qui a partie liée avec l'histoire de la cinéphilie, rassemble des essais dont la subjectivité revendiquée ne s'autorise que du seul amour du cinéma. On ne voudrait vexer personne en prétendant que les œuvres de la seconde, sauf notables exceptions, sont infiniment plus stimulantes que celles de la première, dans cette délicate gageure qui consiste à évoquer par le seul biais des mots l'art hétérogène du cinéma.

## CARNET DE BORD

Le livre que consacre aujourd'hui Olivier Assayas à Kenneth Anger en administre une fois encore la preuve. Il s'agit d'abord d'un cinéaste qui porte son regard sur l'œuvre d'un autre cinéaste. Quand bien même l'auteur, ancien collaborateur des *Cahiers du cinéma*, s'inscrirait dans la tradition des critiques-cinéastes inaugurée par la nouvelle vague, le fait demeure suffisamment rare pour être signalé, au même titre que la fraternelle générosité de ce regard. Plus encore, Assayas, parlant de Kenneth Anger, parle aussi de lui-même, et cet essai peut conséquemment être lu à la manière d'un carnet de bord, voire d'un journal intime. L'auteur le suggère lui-même, indiquant dans sa préface que cet opuscule spontanément rédigé entre deux tournages



peut être considéré comme le volet central d'un triptyque qui relie ses films *Irma Vep* (1996) et *HHH* (1998). Ce triptyque correspond, comme le formule joliment Assayas, à « trois moments d'une réflexion sur le cinéma ; pas le cinéma avec une majuscule, mais le cinéma avec une minuscule, celui plus modeste d'une pratique individuelle, et les questions très singulières qu'il pose à l'existence consciente et inconsciente de chacun. C'est ce dialogue intime qui m'a permis de revenir au cœur de moi-même et à l'issue j'ai pu essayer de recommencer à faire des films. »

Pour mémoire, *Irma Vep* est une sorte de fiction critique qui relie les origines magico-populaires du cinéma (le serial) à sa mise en crise radicale (le cinéma expérimental), tout en n'ayant de cesse de retrouver le secret de sa formule. *HHH* est un documentaire sur le cinéaste taïwanais Hou Hsiao-

hsien, qu'Assayas a grandement contribué à faire connaître en France, auteur qui a la particularité d'incarner la pointe extrême de la modernité cinématographique tout en faisant de son œuvre l'épreuve d'une inlassable recherche des origines.

On comprend mieux dès lors où se situe l'enjeu, pour Olivier Assayas, de l'œuvre de Kenneth Anger dans l'histoire du cinéma, définie comme une passerelle entre l'archaïque magie du muet et l'ouverture au monde du cinéma moderne. Il s'agit pourtant de treize films parmi lesquels aucun long métrage, réalisés entre 1947 (*Fireworks*) et 1980 (*Lucifer rising*). Ecorchant au passage aussi bien le galvaudage du rêve hollywoodien que le dogme moderne du réalisme cinématographique, faisant de Méliès et du mage sataniste anglais Aleister Crowley (1875-1947) les figures tutélaires de son cinéma, Assayas situe Anger dans le

sillage de ces artistes qui, à l'image des poètes symbolistes, font de leur art un rituel initiatique destiné à accomplir le dépassement de cet art au profit d'une mystique de la création.

Celle d'Anger, composé sulfureux de LSD, d'icônes homo-sexuelles et d'ésotérisme, prend la figure des *Hell's Angels* qu'il a filmés dans *Scorpio rising* (1963). Tout à la fois angélique et infernale, elle capte pour la première fois au cinéma l'émergence d'une contre-culture qui, pour le meilleur et pour le pire, en appelle face au culte matérialiste de son époque au dérèglement orgiaque des sens et à la transfiguration spirituelle de la réalité. Assayas montre plus particulièrement comment Anger, en ouvrant sa propre mise en scène à celle de ces nouveaux rituels, préfigure la venue d'un cinéma qui, de Warhol à Almodovar en passant par Fassbinder, va faire du détournement

des formes et des genres établis un des principaux leviers de son aspiration à la transcendance.

Ces hypothèses fertiles, qui font briller le cinéaste comme un astre solitaire dans le ciel d'un cinéma de poésie, ont en revanche l'inconvénient d'occulter ce qui pourrait s'en rapprocher, à la même époque, au sein du système hollywoodien lui-même (Orson Welles, Nicholas Ray), mais aussi ce que l'on considère généralement comme le terreau naturel de Kenneth Anger : le cinéma expérimental. Assayas, à dessein et sans doute à raison, n'emploie jamais ce mot, qui ghettoïse tout un pan du cinéma. Fallait-il pour autant passer sous silence les liens du cinéma d'Anger avec l'histoire déjà ancienne de ce mouvement aux Etats-Unis, comme ceux qu'il partage avec certains de ses contemporains, notamment Gregory Markopoulos, qui, à Los Angeles à la même époque, démontre une

semblable fascination pour l'ésotérisme symboliste.

Cette lacune, trop délibérée pour ne pas être significative, renvoie en fin de compte au cheminement cinéphilique personnel d'Olivier Assayas. Durant les années 50, les critiques de la future nouvelle vague ont entretenu une défiance qui ne s'est jamais démentie à l'égard des avant-gardes cinématographiques et du cinéma expérimental, pour la bonne raison que la politique des auteurs s'est toujours inscrite dans le cadre d'une défense du cinéma comme art destiné au plus grand nombre, et d'une dialectique de la contrainte et de la liberté au sein de laquelle une œuvre pouvait le cas échéant être désignée comme un objet secrètement déviant.

## RÉVOLTE LIBÉRATRICE

La cinéphilie d'Olivier Assayas, développée dans les années 70, découle en revanche de la consommation du divorce entre divertissement populaire et modernité cinématographique ; elle se noue de surcroît à une époque qui confère au « trip » individuel un statut de révolte libératrice. Cette conception plus élitiste de la contre-culture ennoblit désormais des objets – cinéma *bis* ou expérimental – qui se situent d'emblée en marge du système de représentation dominant. Au risque, parfaitement cerné par Assayas, d'être à son tour galvaudée par la logique marchande (Hollywood aujourd'hui, le clip...). D'où l'intérêt de ce livre, qui tente à la fois de décloisonner les catégories traditionnelles et de reconnaître l'art véritable où qu'il se trouve. Nul hasard si la prestigieuse collection « Auteurs » des *Cahiers* accueille aujourd'hui son *Kenneth Anger*, premier cinéaste « expérimental » à figurer aux côtés des Robert Bresson, Max Ophüls ou Clint Eastwood.

Jacques Mandelbaum

## Requiem pour la pop

Nik Cohn écorche les uns (les Beatles) et épargne les autres (The Band). Témoignages – pas toujours fiables – d'un amoureux déçu

**A WOPBOPALOOBOP ALOPBAMBOOM**  
de Nik Cohn.  
Traduit de l'anglais  
par Julia Dörner.  
Préface de Greil Marcus.  
Ed. Allia, 288 p., 120 F (18,29 €).

Entre autres choses touchant la musique populaire, le Connemara aura inspiré à Michel Sardou une rengaine et à Nik Cohn le premier essai recensé sur le rock, enflammé, brillant, contestable. Au printemps 1968, ce journaliste originaire de Derry, alors âgé de vingt-deux ans, auteur plus tard de la nouvelle qui inspirera le film *La Fièvre du samedi soir*, se cloître pendant sept semaines dans la campagne irlandaise pour écrire sur l'affaire de sa vie, cette pulsation binaire qui l'a traumatisé depuis la découverte de *Tutti Frutti*. La célèbre onomatopée du tube de Little Richard, « *A Wopbopaloobop Alopbamboom* » donnera plus tard son titre à ce livre enfin traduit en français.

Nik Cohn trouve un continent vierge à défricher, un sujet encore considéré comme futile. L'exactitude des faits est d'ailleurs le cadet de ses soucis. Ces vingt-quatre chapitres, des racines (le rhythm'n'blues, Tin Pan Alley) à « L'Angleterre en 1966 », ne constituent en rien un précis d'histoire du rock mais une audacieuse tentative de saisir ce que recèle son beat séminale. L'auteur a vite compris que le genre se nourrit surtout de mythes et de fantasmes, que la forme (l'image, l'attitude, l'arrogance) prime le fond (le message de libération et de jouissance), que le déhanchement pelvien d'Elvis importe plus que les paroles de *Hound Dog*. Musique de frime, de pose et d'artifice, certes, mais qui fait paradoxalement surgir les instincts les plus naturels et primitifs de l'homme. Cohn écrit avec rapidité, sur une table de cuisine (au sens

propre comme au figuré), sans s'entourer d'une masse documentaire ni rechercher de figures de style – on regrettera que la traduction, elle aussi, ait été dictée par l'urgence : beaucoup de coquilles, de noms propres mal orthographiés... Ses souvenirs et ses impressions de dandy côtoyant les stars doivent suffire. *Awopbopaloobop Alopbamboom* est un livre direct et honnête. Il a été complété par l'auteur en 1972 sans que celui-ci ne modifie ses jugements les plus hâtifs et hasardeux.

## STATUE DYNAMITÉE

Car Cohn est un trublion anti-consensuel. Il prononce des sentences, émet des avis définitifs souvent empreints d'une mauvaise foi drolatique. Il n'hésite pas ainsi à contester l'apport – négatif à ses yeux – de deux monuments que plus aucun *rock-critic* n'oserait égratigner aujourd'hui. Les Beatles ? Ils sont devenus ennuyeux après *Rubber Soul* (1965), tandis que les prétentions artistiques ont étouffé la spontanéité juvénile et, finalement, « néfastes à la pop ». *Sgt Pepper's Lonely Hearts Club Band*, généralement analysé comme l'œuvre ultime de la pop, fut en fait un album « mou et obsédé par lui-même, c'était de l'art. Pas de l'art ; de l'art ». Deuxième statue dynamitée, Dylan : « Rien que le son de sa voix geignarde, je ne peux pas (...). Dans ma vie, une seule ligne de Book of Love des Monotones compte plus que la totalité de l'album *Blonde on Blonde* (...). Il a tué une sorte [de rock] et l'a remplacé par une autre », le défunt étant, bien sûr, celui que Cohn vénérât. Que reproche Cohn à Dylan ? Essentiellement d'avoir doté le rock d'un cerveau et laissé ses tripes au repos.

Sur une ligne qui lui vaudrait aujourd'hui des bordées d'injures, Cohn affine sa démonstration iconoclaste. Le rock qu'il aime est éruptif, grossier, bruyant, violent,

en aucun cas respectable. Ses idoles sont les Rolling Stones et les Who. Dès 1968, Cohn a l'intelligence de comprendre que cette fureur-là, surgie dans la nuit des années 50, est en train de disparaître. La pop, consciente de son importance, se pique d'art. Le culte du concept album remplace celui du single, l'élargissement de la conscience via le LSD se substitue à l'excitation des amphétamines. Les mods, narcissés obsédés par les fringues, s'effacent au profit du communautarisme hippie. Ce qui nous vaut, dans le livre, une description impitoyable du quartier d'Hashbury, à San Francisco : « *Tout était crasseux, décadent, infesté de rats.* » En toute logique, l'auteur rend un hommage bienvenu, à la fin de l'ouvrage, aux deux formations qui auront su, à l'époque, résister à la déferlante psychédélique et se ressourcer dans l'antique : The Band et Creedence Clearwater Revival.

*A Wopbopaloobop Alopbamboom* est le témoignage d'un amoureux déçu qui s'apprête à quitter sa fiancée. Devinant que l'industrie des loisirs prend la mesure du phénomène de la contre-culture, Cohn compose ainsi un requiem à la mémoire du rock dont la conclusion est pour le moins troublante : la pop « sera gérée par quelques grandes organisations », « structures d'une forme nouvelle qui cumuleront la fonction de management, le rôle de maison d'édition et les activités du disque au sein d'un complexe géant. Il y en aura peut-être une demi-douzaine et elles se partageront proprement le marché. (...) En ce sens, la pop va devenir une industrie comme une autre. L'expérimental sera laissé à une petite avant-garde ancrée très à gauche, extrêmement solennelle et romantique, que le bubble-gum business couvrera d'un œil bienveillant en lui piquant ses meilleures idées et ses plus grands talents, et en l'ignorant superbement par ailleurs. »

Bruno Lesprit

## Des jambes en béton ailé

Claudine Moïse explique pourquoi, dans les banlieues oubliées, le hip-hop est condamné à inventer

**DANSEURS DU DÉFI**  
Rencontre avec le hip-hop  
de Claudine Moïse.  
Photos d'Anne Nordmann.  
Indigène Editions,  
143 p., 95 F (14,48 €).

Claudine Moïse a réussi un livre modeste (trop), simple, amoureux. En un mot : excellent. Depuis les années 80 qu'on suit le hip-hop avec les Black, Blanc, Beur, premier groupe constitué en compagnie par Jean Djemad, on a vu arriver, au fur et à mesure que le mouvement se renforçait, des « découvreurs » qui n'y connaissent rien mais qui savaient tout. On a surtout été témoin d'une danse contemporaine condescendante jusqu'au ridicule face à cette nouvelle manière de danser. Le milieu chorégraphique n'allait pas tarder à comprendre que ces jeunes qui arrivaient des banlieues de France savaient ce qu'ils voulaient : survivre, s'en sortir. Avec la danse. Avec leur tête. Et leurs jambes en béton ailé.

L'auteur possède une connaissance du terrain unique. Pendant des années, on a croisé sa silhouette à la Tati à Suresnes, à Châteaullon, à Montpellier, où elle vit. Elle, elle a tout vu, tout regardé. Toujours sur la brèche, sur une information, un coup de fil, elle partait découvrir des groupes totalement inconnus, dans les centres commerciaux, dans les sous-sols. Socio-linguiste de formation, elle donne dans ce récit la parole aux acteurs en même temps qu'elle observe avec une souplesse de chat. Le livre, rédigé au « je », trace une traversée sensible.

Quand les commerciaux des maisons de disque déclarent, vers 1983, que le hip-hop est « fini », afin de lancer d'autres opérations marketing, le mouvement ne s'arrête pas pour autant : « On nous avait fait comprendre que c'était la fin. Nous, c'était notre vie. Je n'osais

plus dire que je faisais du hip-hop ; j'avais une honte terrible », dit Farid Berki qui s'acharne pourtant de telle façon que cet été, à Avignon, il a créé l'événement avec un solo composé pour Kader Belarbi, étoile du Ballet de l'Opéra de Paris. Il y a Farid Berki (à Villeneuve-d'Ascq), mais aussi Gabin Nussier et Karima Khelifi d'Aktuel Force (à La Courneuve), Alex Benth et Max-Laure Bourjolly de Boogie Saï (à Paris) ; Alex Benth s'est formé dans la compagnie historique des Black, Blanc, Beur. De même Mourad Merzouki, Fred Bendongué, danseur-chorégraphe de la banlieue lyonnaise, sont tous deux issus d'une autre compagnie fondatrice, celle des Tracition-Avant.

## PAYS SANS FRONTIÈRE

Dedans-dehors ? Les danseurs qui ont subsisté ont su résoudre une double équation : comment garder leurs identités arabes, africaines, antillaises, etc. dans lesquelles ils ne se sentent pourtant pas toujours à l'aise, notamment à cause de l'intégrisme religieux, tout en accédant à la culture dominante, dont ils rejettent le racisme, l'exploitation. Au-delà d'une danse qui exprime leur être profond, ils se sentent responsables d'une culture et, à ce titre, se donnent pour mission prioritaire de la transmettre aux plus jeunes. Une culture faite de détermination, de confiance en soi, de respect. En inventant chaque jour leur territoire hip-hop, pays sans frontière mais nonobstant bien réel, ils peuvent alors profiter de leur double appartenance, et avancer toujours davantage : « *Le hip-hop, quel que soit son degré d'emprise, constitue sans aucun doute la forme la plus achevée de "culture cultivée" issue des rues des grands ensembles* », écrit David Lepoutre, cité par l'auteur (*Cœur de banlieue, corps, rites et langages*, Odile Jacob, 1997).

Les théâtres voient dans le hip-hop un moyen de renouveler le pu-

blic, de l'élargir. Les danseurs des cités remplissent les salles à ras bord. La danse contemporaine, éberluée de tant de plaisir à danser, lance des OPA sur le hip-hop : les chorégraphes les plus en vue composent pour de jeunes danseurs des cités. On mixe à tours de bras, avec parfois des résultats intéressants (José Montalvo, Karine Saporta, Blanca Li). Toutefois, par définition, dans le hip-hop, chaque danseur est son maître, crée ses propres figures, qu'il soit *hype*, *electric boogie*, *break* (définitions données par Claudine Moïse). Pourquoi irait-il se mettre au service d'autres chorégraphes, même de renom ?

L'institution, les politiquement corrects, s'attendaient à ce que ces jeunes traitent des sans-papiers, des mal-logés, etc. Mais les plus matures d'entre eux sentent que leur force réside justement dans l'abstraction même des figures géométriques qui caractérisent leur danse. Tournoyer sur la tête, glisser au sol en perpétuel équilibre, désarticuler son corps, le maîtriser : une manière percutante de dire sans discours la rage, mais aussi la différence, le risque, la force. Leur vie ainsi se propulse sur scène, ou dans la rue, avec un immense plaisir d'être, un sens aigu du jeu, du défi. Les plus confiants s'approprient les archétypes de la culture « bourgeoise », et la détournent. On pense au *Petroushka* de Farid Berki, à *Récital* de Mourad Merzouki et Frank DeLouise, etc. Plus personne ne feint de croire que le hip-hop est éphémère. Claudine Moïse dégage les figures de base. De quoi développer une grammaire, un vocabulaire. Un avenir.

La photographe Anne Nordmann, qui avait délaissé les prises de vue de danse, s'est enthousiasmée pour l'aérodynamisme du hip-hop. Ses photos ne touchent pas terre, captant au vol ces *Danseurs du défi*.

Dominique Fréard



**A** l'heure des comptes, les siens pourront tenir en une phrase modeste. Quelques mots prononcés très bas, presque en aparté : « *Ce qui me plaît le plus dans tout ça, c'est que les livres soient encore là. Oui.* » Tout ça, c'est-à-dire une vie d'écriture sous ses formes les plus diverses, des jours et des jours à coucher le monde sur différents formats de papier, depuis la grande feuille blanche jusqu'au petit carré glissé dans la poche d'un manteau. Hella Haasse le dit bien simplement, sans la moindre trace d'ostentation ni de défi. « *Je n'ai rien fait d'autre de ma vie qu'écrire et m'occuper de mes deux enfants.* » Sans doute n'a-t-elle pas matière à le regretter, du haut du tranquille Olympe où l'a portée le succès d'une œuvre abondante. A quatre-vingt-un ans, Hella Haasse est l'une des grandes figures de la littérature néerlandaise, une romancière comblée de prix prestigieux, une dame que les passants reconnaissent dans la rue. Docteur *honoris causa* de deux universités, cette femme prévenante et gaie s'est imposée dans son pays, où ses livres sont régulièrement inscrits au programme des écoles et des universités. Romans, bien sûr, mais aussi théâtre, poésie, traductions et même – fugitivement – sketches de cabaret, tout lui fut bon pour exercer un don qui ne l'a guère laissée en repos.

L'eût-elle désiré, du reste ? Dans le calme ensoleillé de son appartement d'Amsterdam, Hella Haasse ne se plaint en rien de la vie qui fut la sienne. Et surtout pas d'avoir travaillé d'arrachepied pour assouvir sa passion. Difficile de l'imaginer dans une attitude indolente, ou simplement sans désir particulier. Son mari, magistrat à la retraite, semble l'avoir accompagnée dans cette farouche volonté de progrès personnel. Evoquant les dix ans qu'ils ont passés ensemble en France, dans les an-

*jours développés en moi comme des embryons, dit-elle, dans un français remarquablement clair. D'ailleurs, chaque livre est le modèle réduit d'un monde possible. Et, une fois que c'est commencé, je ne peux absolument plus faire autrement. Je deviens un simple instrument complice.* » Installée dans un canapé confortable, la romancière sert du thé indonésien. Les feuilles, dit-elle, en ont été récoltées sur les terres d'une plantation dont la description se trouve dans l'un de ses livres, *Les Seigneurs du thé*. Autour d'elle, plusieurs objets en provenance d'Asie l'ont accompagnée tout au long de sa vie. Les marionnettes en bois peint, le service à mâcher le bétel, le secrétaire chinois, sont autant d'ilots rescapés de la première partie de son existence.

C'est en Indonésie, où son père était haut fonctionnaire de l'administration néerlandaise et sa mère pianiste, que Hella Haasse est née en 1918. Dans ce pays que l'on appelait encore les Indes néerlandaises – l'Indonésie devint indépendante en 1945, après trois ans d'occupation japonaise durant lesquels ses parents furent internés dans un camp de prisonniers –, elle vécut des années merveilleuses. Une enfance sportive et choyée, bercée par la musique de sa mère. « *Je passais beaucoup de temps sous le piano, à rêver. La structure des sonates, la variation des thèmes, ont influencé par la suite ma façon d'écrire. Maintenant encore, je ne peux pas vivre sans musique. Je travaille en écoutant Bach, Rachmaninov, Ravel ou Debussy.* » Cette sensibilité se retrouve en partie dans ses romans, dont la composition rappelle souvent une partition pour plusieurs instruments. Soucieuse d'avoir « *une approche libre de la littérature* », la romancière mélange volontiers les genres, les tons et n'hésite pas à raconter ses histoires selon plusieurs points de vue. « *La réalité n'est-elle pas comme cela ? interroge l'écrivain, n'est-elle pas composite, imbriquée, faite de couches superposées, comme la terre, ou de strates comme les roches ?* »

*Locataires et sous-locataires*, un roman de 1971 récemment publié en français (1), offre un parfait

FRISO KEURISHOLLANDE HOOGTE



# Hella Haasse à l'ombre du passé

nées 80, ce vieux monsieur distingué fait observer qu'ils sont rentrés « *parce qu'il faut toujours recommencer, se lancer dans autre chose lorsqu'on est parvenu au bout de ce que l'on avait entrepris* ». Exactement ce que fait sa femme, chaque fois qu'elle a terminé un livre.

Aujourd'hui tourmentée par l'arthrose, Hella Haasse se déplace plus péniblement qu'autrefois mais n'en pose pas moins sur toute chose un regard animé. Un regard bleu clair, plein d'indulgence, tout à la fois calme et joyeux. « *Les romans se sont tou-*

exemple de cette allègre attitude pour la symphonie littéraire. Dans le décor propice d'un hôtel particulier découpé en appartements, l'auteur a installé des occupants pour qui le passage dans cette maison sera le début d'une vie nouvelle. D'un mouvement circulaire, Hella Haasse se plaît à examiner la situation depuis le logement de chacun, c'est-à-dire depuis l'endroit d'où les individus regardent le monde. Et se délecte d'introduire des personnages historiques, puis quantité d'allusions à l'histoire de Rome, au temps de la lutte contre les adeptes de Bacchus. Brassés avec vigueur et un goût certain pour la satire, ces éléments forment un roman plein de vitalité, même si la ligne mélodique en est plus efficace qu'esthétiquement remarquable.

Plus qu'une styliste, Hella Haasse est une conteuse d'histoires, doublée d'une formidable poseuse de questions. Ce qui fait l'intérêt et le charme de ses romans, dont aucun ne laisse indifférent. A commencer par celui d'où naquit sa notoriété, publié aux Pays-Bas en septembre 1949, il y a tout juste cinquante ans. Construit de façon linéaire, contrairement aux ouvrages plus récents de la romancière, *En la forêt de longue attente* est un roman historique consacré à Charles d'Orléans, le prince poète. Un livre né d'un véritable « *coup de foudre* » de Hella Haasse pour cette période – le XV<sup>e</sup> siècle – et surtout pour cet homme au sombre destin, condamné à passer vingt-cinq ans de sa vie dans les prisons du roi d'Angleterre.

« *J'ai lu tout ce que je pouvais trouver sur ce temps-là, dit-elle. Puis, très vite, je me suis mise à écrire sur le sujet. Déjà, pendant la guerre, j'avais composé une pièce de théâtre sur les joutes poétiques*

*entre Villon et Charles d'Orléans.* » Revenue aux Pays-Bas en 1938, Hella Haasse s'était lancée dans l'étude de plusieurs langues scandinaves, afin de pouvoir accéder directement aux épopées nordiques dont elle admirait la force. Mais la montée en puissance du nazisme, qui s'alimentait en partie à cette mythologie-là, dissuada la jeune femme de poursuivre dans cette voie et l'orienta vers des cours d'art dramatique. Cependant, son intérêt passionné pour les documents d'époque, reporté sur Charles d'Orléans, puis sur d'autres personnages, ne la quitta jamais.

Bien qu'elle n'écrive pas, à proprement parler, de romans historiques, le passé lui est une constante source de plaisir et de surprise. De perplexité aussi. « *Ces personnages du passé sont protégés par l'opacité des siècles qui nous séparent, eux et moi, explique la narratrice de Locataires et sous-locataires. J'aurai beau fouiller, je ne pourrai jamais les connaître.* » Près de trente ans plus tard, l'écrivain ne pense pas autre chose, qui affirme : « *On ne peut savoir la vérité sur l'histoire. Il est déjà impossible de comprendre vraiment les pensées de nos grands-parents, alors...* » Que ne donnerait-on pour percer, fût-ce un seul instant, les mystères de ce passé qui se dérobe sans cesse ? C'est sur cette « *opacité* » que la romancière a appuyé plusieurs de ses romans, utilisant la part d'ombre de l'histoire à la façon d'un puissant stimulant. Soit pour le simple « *ra-*

*vissement* » de pénétrer dans un monde inconnu en laissant libre cours à son imagination, soit comme sous-bassement à des développements philosophiques – dans *Un goût d'amandes amères*, par exemple –, soit comme terrain d'expérimentation narrative. Ainsi, dans *La Ville*

*Prévenante, sereine et gaie, la romancière néerlandaise est une poseuse de questions. Depuis cinquante ans, elle cherche à percer l'opacité des siècles pour le plaisir d'une rencontre avec les personnages de l'Histoire qui l'ont fascinée*

écarlate, le lecteur découvre une tranche de la vie de Rome au XVI<sup>e</sup> siècle, vue par différents personnages.

Chemin faisant, Hella Haasse s'est éloignée du procédé littéraire qui suppose un narrateur omniscient. Jusqu'à parvenir à un type de récit plus proche, observe-t-elle, « *du collage de documents existants que du roman classique. Car l'utilisation des archives est la seule manière d'approcher ceux qui nous ont précédés, de tenter de voir le monde par leurs mots, par leurs yeux. De savoir comment ces gens se sont pensés, comment ils ont pensé l'univers autour d'eux* ». Tel est le cas d'un livre en deux parties sur le personnage mouvementé et, il est vrai, fortement romanesque, de la comtesse allemande de Bentinck. « *Une drôle de femme* », dit Hella Haasse, chassée vers une vie vagabonde par un mariage malheureux et une passion destinée à le devenir tout autant. Une

épistolière invétérée, familière de Voltaire, qui fit scandale dans sa famille et au-delà. « *Il y a des circonstances où une femme ne peut être autrement que scandaleuse si elle veut réaliser ce qu'elle a en elle* », remarque Hella Haasse. L'écrivain a d'ailleurs utilisé ce thème dans *La Source cachée*, en mettant en scène une femme qui s'enfuit pour devenir artiste.

**Raphaëlle Rérolle**

Actuellement en cours de traduction aux éditions du Seuil, le roman consacré à la comtesse de Bentinck est né d'une rencontre par correspondance, si l'on peut dire. Invitée à consulter les documents relatifs à cette femme par leur conservateur, Hella Haasse sentit tomber dans sa main, en dépliant une lettre, « *le sable que la comtesse avait utilisé pour sécher son encre* ». Ce fut comme un signal à travers les siècles, le clin d'œil propre à séduire Hella Haasse qui ne s'est pas fait prier. A partir de là, elle entreprit un véritable travail de détective, voyageant à travers l'Europe sur les traces de M<sup>me</sup> de Bentinck, passant des heures à déchiffrer sa correspondance. « *Le passé est une part de moi, explique-t-elle, il vit en moi. Ma vie n'a pas commencé en 1918 ; je pense que nous portons tous dans nos gènes des souvenirs et des impressions venus de ceux qui nous ont précédés et qui, après tout, nous ont faits.* » Simplement, observe-t-elle en citant l'exemple de Marguerite Yourcenar, chacun manifeste une sympathie particulière pour telle ou telle époque.

D'une certaine façon, ses livres éclairent parfois la romancière sur son propre passé. « *Des années après, je reconnais dans mes ouvrages certaines situations personnelles, certains sentiments pour lesquels je pensais ne pas avoir de*

*mots au moment où je les vivais.* » L'inconscient à l'œuvre. Dans son tout premier roman, rédigé pour participer à un concours littéraire, Hella Haasse imagine ainsi la confrontation entre deux jeunes gens, l'un Javanais et l'autre Néerlandais. « *J'ai écrit Le Lac noir en 1947. On y devine la perte du pays natal et celle des grands espaces où les individus*

*peuvent se livrer sans arrière-pensées à la vie de la nature. Or, cette année-là, après avoir longtemps eu l'espoir de retourner en Indonésie, pays auquel j'étais extrêmement attachée, je me suis rendu compte que je n'y avais plus ma place.* »

Si sereine, si claire en apparence, Hella Haasse s'intéresse particulièrement à ce qui est obscur, secret, menaçant. Le mal, sous différentes formes, est ainsi très présent dans son œuvre, où il débouche parfois sur des situations proches du fantastique – dans *Le Maître de la descente*, par exemple. « *Le fantastique vient du danger, dit l'auteur, de l'insécurité, de la découverte possible de quelque chose de noir, d'une profondeur que l'on n'avait pas soupçonnée.* » Fascinée par ce mystère-là comme par celui du passé, Hella Haasse n'en demeure pas moins un écrivain, c'est-à-dire « *un être vulnérable dans son émerveillement et dans la curiosité avec laquelle il regarde les choses, comme à l'adolescence* ». A moins que cet émerveillement ne rende, au contraire, invulnérable à la pire des blessures, à celle qui ne pardonne pas, c'est-à-dire au désenchantement.

(1) LOCATAIRES ET SOUS-LOCATAIRES (*Huurders en onderhuurders*), traduit du néerlandais par Annie Kroon, Actes Sud, 158 p., 99 F (15,09 €).



GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

**21.20** Guérir par les sens, un choix thérapeutique. **Forum Planète**  
**23.15** Abeilles, une société bien structurée. **Forum Planète**

MAGAZINES

**20.00** 20h Paris Première. Axelle Red. **Paris Première**  
**20.05** Temps présent. Oreste Pipolo, photographe de mariage. **TSR**  
**20.10** Le Talk Show. **LCI**  
**20.50** Sagas. **TF 1**  
 Changements de vie.  
**20.55** Les Nouveaux Mondes. Le Pérou. **France 2**  
**21.05** Comment ça va ? Dossier : J'ai la sclérose en plaques, et après ? Médecine de guerre : Simulation «made in USA». **TV 5**  
**22.20** Les Rituels d'amour. Les nouveaux rituels amoureux [7/7]. **France 2**  
**22.45** Le Magazine de l'Histoire. La France politique. **Histoire**  
**23.15** L'Été de la 25<sup>e</sup> heure. Lueur d'espoir. **France 2**  
**23.35** Eurêka, j'ai encore tout faux ! Le cerveau et l'intelligence. **TSR**

DOCUMENTAIRES

**19.00** Voyages, voyages. New York. **Arte**  
**19.15** Alfred Hitchcock. [2/2]. **Ciné Classics**  
**19.40** Léon, Henri et Jo. **Planète**

Le Monde TELEVISION

PLANÈTE

**19.40 Léon, Henri et Jo**  
 Portrait de trois agriculteurs célibataires vivant dans un village du Morbihan, entre meule de foin, préparation de la soupe pour les cochons, gestes séculaires et carillon à l'église. Une vision non aseptisée du monde agricole, avec des problèmes d'homme et de solitude, filmée par Charles Véron. Un documentaire qui touche au sublime lors de l'évocation de la mort de la mère du trio.

**20.15** La Vie en feuilleton. On a marché sur l'Atlas [4/4]. **Arte**  
**20.30** Les Voies de la guérison. [1/6]. **Forum Planète**  
**20.35** Cinq colonnes à la une. **Planète**  
**20.40** Thema. Goethe l'Européen. **Arte**  
**20.45** La Seiche géante d'Australie. **Odyssée**  
**22.15** Histoire(s) du cinéma. Le contrôle de l'univers. **Canal + Planète**  
**22.15** Gilbert et George. [1/2]. **Planète**  
**22.15** Une république devenue folle, Rwanda 1894-1994. **RTBF 1**  
**22.30** Le Miel et les Abeilles. **Forum Planète**  
**23.35** Les Derniers Mois d'Anne Frank. **Planète**  
**0.35** JFK : dossier ouvert. **Canal Jimmy**  
**0.40** Notre XX<sup>e</sup> siècle. 100 ans de féminisme. **TF 1**

MUSIQUE

**21.00** La Fête du violon avec Charlier et Caussé. Avec l'Orchestre de chambre de Cergy-Pontoise, dir. André Claude Brayer. **Muzzik**  
**21.35** Concerto pour cor et orchestre n° 1 de Strauss. Avec Marie-Louise Neunecker, cor et l'Orchestre philharmonique de Munich, dir. Michael Helmtrath. **Mezzo**  
**22.00** Joe Zawinul and Weather Update. Munich Klaviersommer 86. **Muzzik**

**22.05** Sonata et Fantaisie pour piano, de Mozart. Avec Daniel Barenboim. **Mezzo**  
**23.00** Faudel. Angoulême 1998. **Muzzik**  
**23.25** Requiem de Johannes Brahms. Vienne 1985. Avec Kathleen Battle, soprano ; José van Dam, baryton et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Herbert von Karajan. **Paris Première**

TÉLÉFILMS

**22.40** Hit Radio. Fred Walton. 13<sup>ème</sup> RUE **22.15** Les Saigneurs. Yvan Butler. **TV 5**  
**22.35** L'Anneau de Cassandra. Armand Mastroianni [1/2]. **Téva**  
**23.00** Un cerceuil pour deux. Jean-Louis Fournier. 13<sup>ème</sup> RUE  
**23.05** Made in America. Tueur sans gages. Lou Antonio. **O. TF 1**

SÉRIES

**20.45** Buffy contre les vampires. Attaque à Sunnydale. **Série Club**  
**21.05** Urgences. Le lien du sang. En avoir ou pas. La fin du jour. **TSR**  
**21.30** Highlander. Une photo de trop. **Série Club**  
**22.13** Kindred, le clan des maudits. Gloire et déchéance d'Eddie Fiori. 13<sup>ème</sup> RUE  
**22.40** Profiler. Le glaive de la vengeance. **O. M 6**  
**0.15** Seinfeld. L'opéra (v.o.). **Canal +**  
**1.55** On the Air. (v.o.). **Canal Jimmy**

FILMS

**14.55** Métisse ■■ Mathieu Kassovitz (France, 1993, 90 min) **O. Ciné Cinéma 2**  
**16.05** Les Arnaqueurs ■■■ Stephen Frears (Etats-Unis, 1990, 110 min) **O. Cinéstar 2**  
**16.50** L'homme qui en savait trop ■■ Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1956, 120 min) **O. Ciné Cinéma 1**  
**16.50** La Corde ■■ Alfred Hitchcock (EU, 1948, v.o., 80 min) **O. Cinétoile**  
**18.00** Le Harpon rouge ■■ Howard Hawks (EU, 1932, N., v.o., 75 min) **O. Ciné Classics**  
**20.30** Bedlam ■■ Mark Robson (EU, 1946, N., v.o., 85 min) **O. Ciné Classics**  
**20.35** La Mousson ■■ Jean Negulesco (Etats-Unis, 1955, 105 min) **O. TMC**  
**20.55** Les Hauts de Hurlevent ■■ Peter Kosminsky (GB - EU, 1992, 100 min) **O. Téva**  
**21.00** Charlie et ses deux nénettes ■■ José Sarsa (France, 1973, 95 min) **O. Canal Jimmy**  
**22.10** L'homme qui en savait trop ■■ Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1956, 120 min) **O. Ciné Cinéma 2**



**22.35** Le Guet-apens ■■ Sam Peckinpah. Avec Steve McQueen et Ali McGraw (Etats-Unis, 1972, v.o., 120 min) **O. Canal Jimmy**  
**23.50** Courage, fuyons ■■ Yves Robert (France, 1979, 100 min) **O. Cinétoile**  
**0.40** L'Enjeu ■■ Barbet Schroeder (EU, 1997, v.o., 100 min) **O. Canal +**  
**1.05** L'Aurore ■■ Friedrich Wilhelm Murnau (Etats-Unis, 1927, N., v.o., muet 95 min) **O. Ciné Classics**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

**TF 1**  
**18.05** Sous le soleil. **O.**  
**19.00** Les Dessous de Palm Beach. **O.**  
**20.00** Journal, Météo.  
**20.50** Sagas. Changements de vie. Les Nouveaux Mondes.  
**23.05** Made in America. Tueur sans gages. Téléfilm. Lou Antonio. **O.**  
**0.40** Notre XX<sup>e</sup> siècle. 100 ans de féminisme.

FRANCE 2

**17.35** Un livre, des livres.  
**17.40** Kung Fu, la légende continue. **O.**  
**18.30** Hartley, cœurs à vif. **O.**  
**19.15** 1 000 enfants vers l'an 2000.  
**19.20** Qui est qui ?  
**20.00** Journal, Météo, Point route.  
**20.55** Un jeudi soir sur la Terre. Les Nouveaux Mondes. [7/8] Le Pérou. 22.10 Expression directe. 22.20 Les Rituels d'amour. [7/7] Les nouveaux rituels amoureux.  
**23.15** L'Été de la 25<sup>e</sup> heure. Lueur d'espoir.  
**0.10** Journal, Météo.  
**0.30** Ecce Homo. Modes et vêtements.

FRANCE 3

**18.20** Questions pour un champion.  
**18.55** Le 19-20 de l'information, Météo.  
**20.05** Fa Si La.  
**20.35** Tout le sport.  
**20.45** Consomag.  
**20.55** La Balance ■■ Film. Bob Swaim. **O.**  
**22.40** Météo, Soir 3.  
**23.00** Les Affinités électives Film. Paolo et Vittorio Taviani. **O.**  
**0.35** Benny Hill. **O.**

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.35  
**18.30** Seinfeld. **O.**  
**19.00** Best of N.P.A., Le Zapping.  
**20.10** Les Simpson. **O.**  
**20.35** Secrets ■■ Film. J. Moorhouse. **O.**  
**22.15** Histoire(s) du cinéma. 4a Le contrôle de l'univers.  
**22.45** Aïssa ■■ Film. Didier Goldschmidt. **O.**  
**0.14** 10 secondes et des poussières. Une jeune femme. **O.**  
**0.15** Seinfeld. L'opéra. **O.**  
**0.40** L'Enjeu ■■ Film. Barbet Schroeder (v.o.). **O.**

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

**21.20** Les Compagnons du devoir. Invités : Laurent Bastard ; Bernard de Castella ; Thérèse Marchand ; Thierry Pointillard ; Marin Robinson. **Forum Planète**  
**23.25** Algérie, combats de femmes. Invités : Malek Chebel ; Nassira Dutoir ; Driss El Yazami ; Zazi Sadou ; Fatima Talahite. **Forum Planète**

MAGAZINES

**13.55** La Cinquième rencontre... Les marchés. **La Cinquième**  
**14.00** 20h Paris Première. Axelle Red. **Paris Première**  
**15.10** et **21.10** Science été. **LCI**  
**15.45** Correspondance pour l'Europe. Le prix de l'eau en Europe. **La Cinquième**  
**16.30** Questions d'histoire. Les loisirs [2/4]. **Histoire**  
**16.35** C'est l'été. Beaulieu. Invités : Henri Leconte ; Zouk Machine ; Los Chicos. **France 3**  
**16.10** et **20.10** Le Talk Show. **LCI**  
**18.00** Stars en stock. Betty Grable. Warren Beatty. **Paris Première**  
**18.30** Le Magazine de l'Histoire. La France politique. **Histoire**  
**19.00** Tracks. No respect : La vérité est ailleurs. Tribal : Burning Man. Dream : Horace Andy. Vibration : Motos au musée. Clip : Moloko «Flipside». Future : Jeux du futur. Backstage : Musique dans les bars. Live : Jon Spencer Blues Explosion. **Arte**  
**19.30** Envoyé spécial, les années 90. Les SDF ; Ozone, la menace. **Histoire**  
**20.00** 20h Paris Première. Invité : Jean Todt. **Paris Première**  
**20.05** Dossiers justice. L'affaire Chappel : le filic assassin ? **TSR**  
**20.55** Thalassa. Escala à San Francisco. **France 3**  
**22.15** Faut pas rêver. Pays-Bas : La course aux fromages. France : Les plombiers du glacier. Népal : Le petit peuple du Stupa. **France 3**  
**22.15** Ça se discute. L'amour fou : pour le meilleur ou pour le pire ? **TV 5**

DOCUMENTAIRES

**19.10** Les Grandes Expositions. Millet. **Planète**  
**20.15** Paul Gauguin. Le rêve du paradis. **Arte**  
**20.30** Cathédrale de Reims. Sept siècles d'aventures. **Forum Planète**  
**20.35** Anciennes civilisations. [12/13]. Les Samourais. **Planète**  
**20.45** Un siècle de danse. [3/5]. De la danse libre à l'expressionnisme allemand. **Mezzo**

Le Monde TELEVISION

CANAL +

**21.00** Péril en mer ■■ Un thriller en eaux profondes qui raconte la collision entre deux sous-marins, l'un soviétique, l'autre américain, à partir de faits réels survenus en 1986. Un sous-marin soviétique, dont les missiles étaient pointés sur les Etats-Unis, faillit alors déclencher une catastrophe. Un film servi par une interprétation prestigieuse, dont celle de Rutger Hauer et Martin Sheen.

SPORTS EN DIRECT

**19.00** Tennis. Tournoi féminin de Toronto. Quarts de finale. **Eurosport**  
**20.00** Football. D1 : 4<sup>e</sup> journée. Rennes - Bordeaux. **Superfoot**  
**21.30** Athlétisme. Championnats du monde à Séville. Cérémonie d'ouverture. **Eurosport**

DANSE

**20.00** Balletti, La Divine. Avec Yvette Chauviré et la troupe de danse Momix. **Muzzik**  
**22.30** Aunis. Chorégraphie de Jacques Garnier. Avec Kader Belarbi, Wilfried Romoli, Jean-Claude Cappara. **Mezzo**  
**0.30** Le Spectre ou les Manèges du ciel. Chorégraphie de Karine Saporta. Musique d'Alain Mabit, d'après Chopin. Avec Cyril Accorsi, Séverine Adamy. **Paris Première**

MUSIQUE

**17.15** Frédéric Chopin par Philippe Giusano. Avec Philippe Giusano, piano. **Mezzo**  
**18.00** Sing, Sing, Sing. Montreux 1995. Avec Lebo Morake ; Wild Magnolias & Contraband ; Tony Bennett ; Randy Crawford. **Muzzik**  
**19.20** Ombres et lumières du siècle d'Or. Par l'Ensemble Hespérian XX et les Chœurs de la Capella Reial de Catalunya, dir. Jordi Savall. **Mezzo**  
**21.00** The Gadd Gang Live. Tokyo 1988. **Muzzik**

TROIS MONDES

**22.00** Trois mondes, trois voix, une vision. Avec Joan Baez ; Mercedes Sosa ; Konstantin Wecker. **Muzzik**  
**22.30** Madonna. Sydney 1993. **Paris Première**  
**23.25** Dialogues des carmélites. Opéra de Poulenc. Mise en scène. Marthe Keller. Par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg et les Chœurs de l'Opéra national du Rhin, dir. Jan Latham-Koenig. **France 3**  
**23.55** Elvis Presley. Honolulu 1973. **Canal Jimmy**  
**0.00** Joseph Haydn, Les Saisons. Par le Bach Collegium de Stuttgart et la Gächinger Kantorei, dir. Helmut Killinger. **Muzzik**

TÉLÉFILMS

**20.30** L'Amour en noir. Roy Battersby. **Festival**  
**20.35** La Foire. Pierre Viallet [2/3]. **TMC**  
**20.45** Amour, régime et fantaisie. Tony Wigand. **Arte**  
**20.55** L'Anneau de Cassandra. Armand Mastroianni [2/2]. **Téva**  
**22.25** Manon Lescaut. Jean Delannoy [1/2]. **Festival**

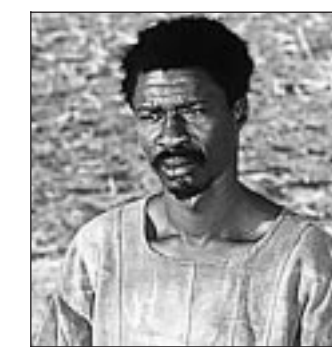
SÉRIES

**17.30** Highlander. Le cadeau de Mathusalem. **M 6**  
**18.25** The Sentinel. Le grand œil. **M 6**  
**18.30** Hartley, cœurs à vif. **France 2**  
**19.50** Happy Days. [2/2]. Lester Tuscardero. **Série Club**  
**20.05** Les Simpson. La malédiction des Simpson. **Canal +**  
**20.10** Zorro. Les regrets du capitaine. **M 6**  
**20.40** Earth 2. L'ennemi est parmi nous. 13<sup>ème</sup> RUE  
**20.45** Stargate SG-1. Le premier commandement. **Série Club**  
**20.50** Le Clown. Kamikaze. Chute libre. **M 6**  
**20.55** Urgences. Tout s'effondre. Les hommes proposent, Dieu dispose. L'amour reprend le dessus. **France 2**  
**20.55** L'Institut. Personne m'aime. **TSR**  
**21.00** L'Homme de nulle part. L'hôpital Calaway. **Canal Jimmy**  
**22.45** Players, les maîtres du jeu. Episode pilote. Du travail de pro. **M 6**  
**23.05** Terre indigo. [8/8]. **TF 1**  
**23.30** Millennium. Le monstre. **O. France 2**  
**23.40** Total Security. Episode pilote. Une équipe de choc. **M 6**  
**1.15** Star Trek, Deep Space Nine. Le collaborateur (v.o.). **Canal Jimmy**  
**2.00** Star Trek, la nouvelle génération. Emergence (v.o.). **Canal Jimmy**

VENDREDI 20 AOÛT

FILMS

**13.30** Bedlam ■■ Mark Robson (EU, 1946, N., v.o., 85 min) **O. Ciné Classics**  
**14.00** Les Feux de l'enfer ■■ Andrew V. McLaglen (Etats-Unis, 1968, 120 min) **O. Ciné Cinéma 1**  
**14.50** Le Voyageur de la Toussaint ■■ Louis Daquin (France, 1942, N., 100 min) **O. Cinétoile**  
**15.05** La Vie des morts ■■ Arnaud Desplechin (France, 1990, 50 min) **O. Cinéstar 2**  
**15.40** L'homme qui en savait trop ■■ Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1956, 115 min) **O. Ciné Cinéma 2**  
**16.05** L'Enjeu ■■ Barbet Schroeder (Etats-Unis, 1997, 95 min) **O. Canal +**  
**16.30** Courage, fuyons ■■ Yves Robert (France, 1979, 100 min) **O. Cinétoile**  
**20.30** Mon père avait raison ■■ Sacha Guitry (France, 1936, N., 100 min) **O. Ciné Classics**  
**21.00** Métisse ■■ Mathieu Kassovitz (France, 1993, 95 min) **O. Ciné Cinéma 2**  
**21.00** Les Feux de l'enfer ■■ Andrew V. McLaglen (EU, 1968, v.o., 120 min) **O. Ciné Cinéma 3**  
**22.10** La Mousson ■■ Clarence Brown (EU, 1939, N., v.o., 105 min) **O. Ciné Classics**  
**22.50** Plus on est de fous ■■ George Stevens (EU, 1943, N., v.o., 105 min) **O. Cinétoile**



**23.55** Tilai ■■ Idrissa Ouedraogo. Avec Rasmene Ouedraogo, Assane Ouedraogo (Burk., 1990, v.o., 80 min) **O. Arte**  
**23.55** L'Aurore ■■ Friedrich Wilhelm Murnau (EU, 1927, N., v.o., muet, 95 min) **O. Ciné Classics**  
**2.05** Le Déclin de l'empire américain ■■ Denys Arcand (Canada, 1985, 100 min) **O. Cinétoile**



**3.30** Les Arnaqueurs ■■■ Stephen Frears. Avec Anjelica Huston, John Cusack (EU, 1990, v.o., 105 min) **O. Cinéstar 2**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

**TF 1**  
**15.25** Le Rebelle. **O.**  
**16.15** Sunset Beach. **O.**  
**17.10** Melrose Place. **O.**  
**18.05** Sous le soleil. **O.**  
**19.00** Les Dessous de Palm Beach. **O.**  
**20.00** Journal, Météo.  
**20.48** Trafic infos.  
**20.50** 50 ans de tubes.  
**23.05** Terre indigo. Feuilleton. Jean Sagols [8/8]. **O.**  
**1.00** Formule foot.

FRANCE 2

**15.30** Commissaire Lea Sommer. **O.**  
**16.25** Flic de mon cœur. **O.**  
**17.15** La Vie de famille. **O.**  
**17.35** et **23.20** Un livre, des livres.  
**17.40** Kung Fu, la légende continue. **O.**  
**18.30** Hartley, cœurs à vif. **O.**  
**19.15** 1 000 enfants vers l'an 2000.  
**19.20** Qui est qui ?  
**20.00** Journal, Météo.  
**20.55** Urgences. Tout s'effondre. **O.** Les hommes proposent, Dieu dispose. **O.** L'amour reprend le dessus. **O.**  
**23.30** Millennium. Le monstre. **O.**  
**0.15** Journal, Météo.  
**0.35** Le Tueur de l'ombre. L'Œil du démon. **O.**

FRANCE 3

**15.20** Cagney et Lacey. **O.**  
**16.05** Hôtel Caraïbes. [5/5].  
**16.35** C'est l'été. Beaulieu.  
**18.20** Questions pour un champion.  
**18.50** Météo des plages.  
**18.55** Le 19-20 de l'information, Météo.  
**20.05** Fa Si La.  
**20.35** Tout le sport.  
**20.55** Thalassa. Escala à San Francisco.  
**22.15** Faut pas rêver.  
**23.00** Météo, Soir 3.  
**23.25** Un été à l'opéra. Dialogues des carmélites. Opéra de Poulenc.

CANAL +

**15.10** Le Ballet du Cadre noir de Saumur 1999.  
**16.05** L'Enjeu ■■ Film. Barbet Schroeder. **O.**  
**17.40** Spin City. **O.**  
**18.05** Blague à part. **O.**  
**18.29** Jean-Luc et Faïpassa. ► En clair jusqu'à 21.00  
**18.30** Seinfeld. **O.**  
**19.00** Best of N.P.A., Le Zapping.  
**20.05** Les Simpson. **O.**  
**20.30** Best of 10 ans des guignols.  
**21.00** Péril en mer ■■ Film. David Drury. **O.**  
**22.30** Jour de foot.  
**23.20** Mad City ■■ Film. Constantin Costa-Gavras. **O.**  
**1.09** 10 secondes et des poussières. Une baba défonce. **O.**  
**1.10** Seinfeld. La vierge. **O.**  
**1.35** Œil pour œil ■■ Film. André Cayatte. **O.**

ARTE

**19.00** Voyages, voyages. New York. **19.45** Météo. **Arte info.**  
**20.15** La Vie en feuilleton. On a marché sur l'Atlas [4/4].  
**20.40** Thema. Goethe l'Européen. 20.45 Johann Wolfgang Goethe. 21.20 Valmy, Verdun... 22.05 Tarot ■■ Film. R. Thome. **O.**  
**0.00** Goethe au théâtre. 0.40 Littérature pour survivre.  
**1.30** Travolta et moi. Téléfilm. Patricia Mazuy. **O.**

M 6

**18.25** The Sentinel. **O.**  
**19.20** Dharma & Greg. **O.**  
**19.50** La sécurité sort de la bouche des enfants. **19.54** Le Six Minutes, Météo. **20.10** Zorro. **O.**  
**20.45** Hors circuits. **20.55** Les dinosaures dominaient le monde Film. Val Guest. **O.**  
**22.35** La Minute Internet. **22.40** Profiler. Le glaive de la vengeance. **O.** Voyerisme. **O.**  
**0.20** L'Heure du crime. Poulet à l'amende. **O.**

RADIO

FRANCE-CULTURE

**20.30** Ciné - club. La folie au cinéma.  
**22.00** Les Chemins de la musique.  
**22.40** Carnets de voyage. **0.05** Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

**20.00** Toulouse les orgues. François Espinasse, orgue : Œuvres de Marchand, Cornet, Focroulle, etc.  
**21.15** 33<sup>e</sup> Festival de La Chaise-Dieu. Par l'Ensemble vocal et instrumental Akademia-La Fenice, dir. François Lasserre : Œuvres de Schütz.  
**23.00** Jazz voyageur.

RADIO CLASSIQUE

**20.15** Les Soirées. Quatuor à cordes n° 13, de Donizetti, par The Revolutionary Drawing Room. **20.40** Dante et la musique. Œuvres de Liszt, Tchaïkovski, Alkan.  
**22.36** Les Soirées... (suite). Œuvres de Brahms, Dvorak.

LA CINQUIÈME/ARTE

**13.55** La Cinquième rencontre...  
**14.50** Appel d'air. [3/6]. Dubai-Oman.  
**15.45** Correspondance pour l'Europe. **16.30** Alf. **O.**  
**17.00** L'Œuf de Colomb. **17.10** Net plus ultra. **17.30** 100 % question. **17.54** Les Voyageurs du temps. **17.55**



